

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉFLEXION DE POLITIQUE PÉNALE SUR LA RESPONSABILITÉ ET LE
TRAITEMENT DES ENFANTS SOLDATS, AUTEURS DE CRIMES
INTERNATIONAUX À LA LUMIÈRE DE L'EXPÉRIENCE DE LA SIERRA
LEONE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
EMILE DARIUS
NOVEMBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	V
RESUME	IX
INTRODUCTION : POSITION DU PROBLÈME	1
CHAPITRE I: LES NORMES INTERNATIONALES APPLICABLES AUX ENFANTS SOLDATS.....	14
Section 1 : Le cadre juridique de la protection : anomalie du phénomène de l'enfant soldat et conséquences des normes de protection sur la responsabilité pénale	14
1.1- Les fondements juridiques internationaux de la protection des enfants.....	14
1.2- La protection générale et spécifique des enfants participant aux hostilités en droit international.....	18
1.3- L'âge d'enrôlement et l'âge de la responsabilité ou d'irresponsabilité pénale des enfants soldats	33
Section 2.- Le cadre juridique de la responsabilité pénale des enfants soldats	38
2.1- Fondements juridiques du principe de la responsabilité pénale individuelle en droit international.....	38
2.2- Les incidences des normes du DIH et du DIDH sur le DPI (question de qualification juridique des enfants soldats) dans tous les cas de traitement de la responsabilité pénale internationale	48
2.3- Les efforts de la communauté internationale en vue de pallier l'incohérence et les difficultés d'application entre les normes internationales et les législations nationales en matière de protection et de traitement de la responsabilité pénale des mineurs	50

CHAPITRE II : L'EXPÉRIENCE DE LA SIERRA LEONE DANS LE TRAITEMENT DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE INTERNATIONALE DES ENFANTS SOLDATS.....54

Section 1 : Les enfants soldats : caractéristiques du conflit sierra léonais dans le processus de transition (justice transitionnelle)..... 56

1.1 Les objectifs de la justice pénale internationale dans la répression des violations graves des droits de l'homme commises par des enfants lors d'une situation de violence généralisée 62

1.2-Les juridictions internationales en matière de traitement des enfants soldats, auteurs de crimes internationaux graves 64

1.3-Les initiatives de l'ONU en Sierra Leone: la création du TSSL et de la Commission de Vérité et de Réconciliation dans le cas des enfants soldats 74

Section 2 : Application ou coexistence de deux formules en Sierra Leone dans le traitement des enfants soldats de 15 à 18 ans 76

2.1-Les enfants soldats et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone 77

2.2-Le traitement des enfants soldats devant la Commission de Vérité et de Réconciliation de la Sierra Leone 81

2.3- Les préoccupations et actions de la communauté internationale en matière de désarmement, démobilisation et réinsertion sociale (DDR) : éléments d'une politique internationale relative aux enfants dans les conflits armés 88

CHAPITRE III : PROLÉGOMÈNES D'UNE POLITIQUE PÉNALE COHÉRENTE DANS LE TRAITEMENT DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ENFANTS SOLDATS DE 15 À 18 ANS98

Section 1 : Nature, fonctions, détermination et objectifs de la peine 98

1.1- Nature de la peine 98

1.2- Fonctions générales de la peine 99

1.3- Les objectifs de la peine 102

1.4- La sanction pénale et la responsabilité pénale internationale des enfants soldats 107

Section 2 : L'application de la justice restaurative en matière de la responsabilité pénale des enfants soldats dans le cadre du processus de réconciliation nationale 110

2.1- Les caractéristiques de la justice transitionnelle 113

2.2- Finalité et cadre procédural du processus de justice restaurative en période post-confliktuelle	115
2.3- La justice restaurative sous forme de médiation pénale et la justice des mineurs	122
2.4- L'application de la justice restaurative ou réparatrice dans le cadre du traitement de la responsabilité pénale internationale des enfants soldats	125
2.5- Les normes internationales en matière de justice réparatrice et de justice des mineurs applicables aux enfants soldats	132
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	146
BIBLIOGRAPHIE.....	160

Liste des abréviations

ACIDH : action Contre l'Impunité pour les Droits Humains

Av. JC : Avant Jésus-Christ

BCJM : Bureau Central pour la Justice des Mineurs

CADBE : Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant

CAI : Conflit Armé International

CANI : Conflit Armé Non International

CDE : Convention relative aux Droits de l'Enfant

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CDH : Commission des Droits de l'Homme

CE : Conseil de l'Europe

CG : Convention de Genève

CIDE : Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant

CICR : Comité International de la Croix Rouge

CITJ : Centre de Traduction et de Terminologie Juridique

CPI : Cour Pénale Internationale

CRHEDO : Centre de Recherches et D'Études sur les Droits de l'Homme et de Droit Humanitaire

CVR : Commission de Vérité et de Réconciliation

DDR : Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Sociale

DHDI : Droits de l'Homme et Dialogue International

DIH : Droit International Humanitaire

DIDH : Droit International des Droits de l'Homme

DPI : Droit Pénal International

Dir. : Directeur

ECOSOC : Conseil Économique et Social des Nations Unies

ENM : École Nationale Magistrature

FAN : Forces Armées Nationales

FIDH : Fédération Internationale

GRIP : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité

HCDH : Haut Commissariat des Droits de l'Homme

HRNI: Human Rights Network International

HRW: Human Rights Watch

ICC : International Criminal Court

ICTJ : International Center of Transitional Justice

ICTR : Groupement Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées

IDEA: International Institute for Democracy and International Assistance

OIT : Organisation International du Travail

JIDV : Journal International de Victimologie

LGDJ : Librairie Générale de Droit et de la Jurisprudence

MONUC : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour le Congo

MINUSUL : Mission des Nations Unies pour la Sierra Leone

MP: Médiation Pénale

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OUA : Organisation de l'Unité Africaine

PA : Protocole Additionnel

PUF : Presses Universitaires de France

RDC : République Démocratique du Congo

Rec. / R. : Recommandation

Rés. : Résolution

RUF: Revolutionary United Front

SCIU: Save the Children International

SDN : Société des Nations

SIDA : Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise

SPVR : Section de la Participation des Victimes et des Réparations

St-CPI : Statut de la Cour Pénale Internationale

St- TSSL : Statut du Tribunal pour la Sierra Leone

TPI : Tribunal Pénal International

TPIY : Tribunal Pénal International pour l'Ex- Yougoslavie

TPIR : Tribunal Pénal International pour le Rwanda

TRC : Truth and Reconciliation Commission

TS : Tribunal Spécial

TSSL : Tribunal Spécial pour la Sierra Leone

UE : Union Européenne

UE- ACP : Union Européenne- Afrique, Caraïbes et Pacifique

UIP: Union Interparlementaire

UN: United Nations

UNICEF: United Nations Children's Fund

UQAM : Université du Québec à Montréal

UVT : Unité d'aide aux Victimes et Témoins

Vol. : Volume

RESUME

La recherche que nous avons réalisée dans le cadre de ce mémoire porte sur le thème de politique pénale en matière de responsabilité des enfants soldats, auteurs de crimes graves de droit international.

En effet, depuis plusieurs décennies, de nombreux chefs de guerre s'engagent à recruter et à enrôler les enfants comme soldats, et à les faire participer au déroulement des hostilités. Ces derniers sont victimes d'abus et de mauvais traitements de la part des adultes, et sont souvent, sous l'effet de la drogue ou de la contrainte, amenés à commettre des crimes graves de droit international. D'où les raisons pour lesquelles ils sont, dans de nombreux cas, qualifiés de "victimes et de bourreaux".

De plus, il est à souligner que nonobstant les nombreuses initiatives de la communauté internationale visant à promouvoir la protection des enfants dans les conflits armés, leur vulnérabilité continue de faire soulever de grandes inquiétudes, notamment en terme d'effectivité et d'efficacité des normes internationales en vigueur.

Notons que la rédaction de ce mémoire est calquée essentiellement sur la documentation écrite. En ce sens, il a été décidé, tout d'abord, d'analyser et de critiquer le cadre juridique de la protection et de la responsabilité pénale des enfants dans les conflits armés, en vue de faire ressortir ses forces et ses faiblesses.

Ensuite, l'accent est mis sur l'état de la justice pénale internationale, particulièrement sur l'expérience de la Sierra Leone en matière de justice transitionnelle tendant non seulement vers la justice, mais aussi vers la réparation, la réinsertion sociale et la réconciliation nationale.

Enfin, nous avons mis en évidence les diverses facettes du discours sur la sanction pénale (nature, fonctions, ses objectifs et ses finalités).

Ainsi, ces axes d'analyse nous ont permis de comprendre que dans la logique d'une justice transitionnelle, les questions concernant la responsabilité pénale des enfants soldats, en particulier ceux âgés de 15 à 18 ans, ne peuvent être résolues uniquement selon les rationalités restitutive et prospective. Mais qu'il est important, compte tenu, d'une part, des exigences de paix et de réconciliation nationale, et de l'autre, le poids de la responsabilité subjective sur la responsabilité objective en matière de crimes graves de droit international perpétrés par des mineurs, de traiter leur cas d'après une politique pénale intégrant des éléments de la rationalité restaurative afin de pouvoir répondre aux attentes des victimes, des délinquants et de la société. C'est ce qui est exprimé dans nos différentes recommandations.

Les mots clés : Enfant-Soldat, Responsabilité pénale, majorité pénale, justice transitionnelle (justice pénale classique, justice restaurative), Politique pénale.

INTRODUCTION : POSITION DU PROBLÈME

Lors de son intervention autour du thème : «Afrique, pour un programme de développement appartenant à l'Afrique et dirigé par l'Afrique», le Secrétaire Général de l'ONU, M. Kofi Annan affirmait que : *«Les conflits armés, plus qu'aucun autre facteur, ont transformé la vie de millions d'enfants et de femmes. Non seulement des enfants et leur famille en sont victimes lorsqu'ils se trouvent au cœur des combats, mais beaucoup sont directement pris pour cible. «Rien n'est épargné, rien n'est sacré, nul n'est protégé»¹.*

Une particularité des conflits armés de notre époque est que les enfants en sont les principales victimes et parfois des acteurs. Il y a un siècle, 90% de ceux qui mourraient à la guerre étaient des soldats ou du personnel militaire. On estime que les pertes civiles dans les conflits actuels avoisinent les 90% et concernent pour la plupart des femmes et des enfants².

Il est important de souligner que la victimisation accrue de la population civile, et des enfants en particulier, est le résultat du changement de nature des conflits armés dans le monde contemporain. Cette analyse se trouve renforcée par le constat de M. Schmitz, dans le cadre des travaux du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)³.

Dans cette perspective, les conflits rejoignent étroitement la population civile qui non seulement en subit les traumatismes mais aussi se trouve directement impliquée à des degrés divers dans son déroulement.

¹ *Afrique, pour un programme de développement appartenant à l'Afrique et dirigé par l'Afrique*, par Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, «Sommet mondial pour le développement durable», Rapport du Secrétariat des Nations Unies, A/Conf/199/20, Johannesburg, (26 août au 04 septembre 2002), en ligne : <<http://www.unic.org.dz/Afrique.htm>>.

² *Ibid.*

³ M. Schmitz, «Les enfants-soldats, un phénomène universel de plus en plus préoccupant» Croix Rouge de Belgique, Amnesty International, UNICEF, *La guerre – Enfants admis*, Bruxelles : Editions GRIP/Editions Complexe, à la p. 25 : *«La guerre traditionnelle entre États n'est plus la règle, elle est devenue une exception. Sur les quelques cinquante conflits armés de ces dernières années, seuls deux ou trois ont opposé comme principaux protagonistes, les troupes régulières de deux États souverains. Pour le reste, il s'agit de conflits que l'on peut qualifier, sommairement, d'internes».*

Les conflits armés contemporains favorisent la confusion des genres entre la guerre traditionnelle et la guerre civile. C'est dans ce contexte que la participation des enfants au combat a pris une dimension nouvelle et des proportions sans précédent.

Si le phénomène des enfants soldats n'est pas entièrement nouveau dans l'histoire de l'humanité, son ampleur et son importance dans les conflits modernes en font un sujet de préoccupation majeure pour la communauté internationale contemporaine.

Avant d'examiner la problématique complexe qu'implique la participation des enfants dans les conflits armés, il convient de placer le phénomène dans une perspective historique. Le terme «enfant soldat» fait l'objet de diverses définitions. De façon générale, on entend par «enfant soldat»: «toute personne de moins de 18 ans qui fait partie d'une force ou d'un groupe armé, régulier ou irrégulier, à n'importe quel titre, y compris, mais pas exclusivement, en tant que cuisinier, porteur, messager ou accompagnateur, à titre autre que purement familial. Il s'agit également des filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés. Cela ne se réduit donc pas à un enfant qui porte ou qui a porté des armes»⁴.

L'utilisation des enfants dans les armées gouvernementales ou rebelles n'est pas un phénomène nouveau. On en retrouve des traces de l'antiquité à nos jours, partout dans le monde. Historiquement, on relève de nombreux cas d'utilisation d'enfants comme soldats. Au IV^{ème} siècle av. JC. à Sparte en Grèce, tous les enfants étaient éduqués à partir de l'âge de sept ans aux disciplines militaires. Au Mexique, dans l'Empire Aztèque au XV^{ème} siècle, l'enfant âgé de 12 ans devait établir la preuve de sa virilité en ramenant du combat son premier prisonnier. Au

⁴ *Cape Town Principles and Best Practices (Principes et meilleures pratiques de Cape Town)* (1997), adoptés lors du Symposium sur la Prévention du recrutement des enfants dans les forces armées et sur la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats en Afrique (27-30 avril 1997), en ligne: UNICEF < www.unicef.org/spanish/emerg/index_childsoldiers.html >, voir Traduction de Isobel Mc Connan et Sarah Uppard, *Des enfants, Pas des soldats*, The Save the Children Fund 2001, Londres, 2002, à la p.103.

Moyen Âge, un nombre considérable d'enfants étaient utilisés comme écuyers par les chevaliers. On se souviendra aussi d'une participation plus directe des mineurs lors des croisades des enfants.

En fait, au XVIII^{ème} siècle, beaucoup d'enfants étaient recrutés, souvent contre leur gré, comme mousques à bord des bâtiments militaires et civils. L'armée napoléonienne comportait dans ses rangs un régiment d'enfants de douze ans; alors que la marine de sa majesté britannique avait recruté des cadets de quinze ans qui ont pris part à la bataille de Trafalgar sous le commandement de l'amiral H. Nelson⁵. Lors de la première guerre mondiale, de nombreux jeunes adolescents s'étaient engagés sur une base volontaire. Quant à la seconde guerre mondiale, il faut souligner qu'une forte quantité d'enfants avaient pris part dans les combats (particulièrement dans les rangs des forces militaires de l'URSS, à Stalingrad et Lemigrad), tandis que les Allemands, de leur côté, avaient pris la décision d'intégrer de nombreux enfants des «jeunesses hitlériennes» dans l'armée. Signalons que des membres des jeunes hitlériennes ont été impliqués dans le déroulement des hostilités à l'issue des combats en Normandie ou dans le Berlin assiégé. Dans les années 1970-1980, de nombreux enfants soldats ont été recrutés pour combattre à côté des adultes à l'occasion des conflits armés au Vietnam, en Afghanistan, au Cambodge, au Nicaragua, et dans plusieurs autres pays des cinq continents⁶.

De nos jours, la question des enfants soldats est considérée comme un phénomène mondial. Le nombre d'enfants soldats est estimé à environ 300.000, localisés dans plus de 30 pays, majoritairement africains. Ces mineurs s'engagent soit volontairement dans l'armée ou un groupe armé, ou y sont incorporés par la contrainte à la suite d'enlèvement et de recrutement forcés, avant d'être utilisés comme combattants pendant la guerre. Durant cette phase vulnérable et inconsciente

⁵Tshikala K. Biaja, «Enfant en situation de conflit armé et de violence urbaine», série des monographies, Dakar, Codesria, (2002), à la p. 2, en ligne : CODESRIA <<http://www.codesria.org/links/Publications/monographs/Biaja.pdf>>.

⁶ Croix-Rouge de Belgique, Communauté francophone, Thématique: *Enfants- Soldats*, en ligne : Croix-Rouge en Belgique <<http://www.croix-rouge.be/img/db/enfants-soldats-pdf>>.

de leur vie, ils sont généralement victimes d'abus et de mauvais traitements de la part des adultes. D'ailleurs, ils sont dans de nombreux cas, soit sous l'effet de la drogue ou de la contrainte, soit plus ou moins volontairement, amenés à perpétrer des atrocités les plus horribles à l'endroit de leur population⁷. C'est en ce sens qu'ils sont qualifiés de : «bourreaux et victimes»⁸. Le paradoxe entre la vulnérabilité et les crimes des enfants soldats constitue une question névralgique de politique pénale, tant pour les enfants que leur propre société et pour la communauté internationale, notamment avec le vide ou l'incohérence existant quant à la mise en place des normes, mécanismes et structures appropriés en la matière.

Il est important de rappeler que, généralement dans les guerres anciennes et nouvelles, les enfants, à cause de leur vulnérabilité, ont toujours été considérés comme les principales victimes de la violence. Leurs souffrances ont pris différentes formes : ils ont été tués, rendus orphelins, mutilés, enlevés par des adultes, privés d'éducation et de soins de santé, atteints de troubles physiques et psychiques profonds. Forcés de s'enfuir de chez eux, ils sont dans de nombreux cas obligés de se déplacer à l'intérieur de leur pays ou de se réfugier ailleurs. Ces situations les ont souvent rendus de plus en plus vulnérables à la violence, à l'enlèvement et au recrutement, à l'exploitation sexuelle, à toutes sortes de maladies (le SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles), à la malnutrition et à la mort. Selon une nomenclature inspirée de l'action des ONG, le fractionnement des différents problèmes liés à la guerre a donné lieu à diverses catégories d'enfants : les enfants victimes de la violence, les enfants soldats, les enfants déplacés, les enfants réfugiés et les enfants ex-combattants ou démobilisés. Normalement, ils sont tous et en toutes circonstances des victimes et des agents de la guerre, mais à des degrés différents. Pourtant, la littérature relative aux enfants soldats a plus souvent insisté

⁷ *Ibid.*

⁸ Naïri Arzoumanian et Francesca Pizzutelli, <<Victimes et bourreaux : questions de responsabilité liées à la problématique des enfants- soldats en Afrique>>, Genève, revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 85, no 852, (décembre 2003), aux pp. 827 – 856.

sur leur statut de victimes plutôt que de celui d'agents de la guerre⁹. Cependant, si autrefois ils ont été souvent utilisés comme serviteurs, esclaves, espions, boucliers humains, plutôt que comme combattants, aujourd'hui compte tenu du poids des armes par rapport à leur condition physique, la situation de l'enfant combattant est facilitée par la prolifération sur le marché d'armes légères à un prix dérisoire. Ainsi, compte tenu de l'accès facile pour toutes les catégories de la population, particulièrement des enfants, à ces armes légères ayant la valeur d'une poule en Ouganda, d'une chèvre au nord du Kenya, de même que de leur fabrication et utilisation simples et classiques, «ces jeunes à visage de bébés sont déjà des vétérans de la guerre»¹⁰.

En ce sens, la détermination des secteurs de la communauté internationale visant à encourager et renforcer les initiatives en matière de «Désarmement, Démobilisation et Réinsertion sociale» (DDR) revêt une importance fondamentale en vue de combattre les impacts négatifs du phénomène de la "prolifération" des armes légères qui constitue semble-t-il, l'une des principales causes de l'utilisation des enfants dans les conflits armés¹¹.

Une autre cause du phénomène des enfants soldats, est leur vulnérabilité même en raison de leur âge. Non seulement le recrutement, l'enrôlement et l'entretien des enfants soldats sont peu coûteux, mais également ils ne sont pas facilement repérables et identifiables sur les fronts de bataille, et ils sont dociles, obéissants et très manipulables. Ils appliquent sans aucune retenue et de façon abusive l'axiome : «exécute, puis discute»¹².

Pourtant, jusqu'à présent, nonobstant les efforts de la Communauté internationale afin de garantir la protection des enfants victimes et témoins en cas de

⁹ Biaja, *supra* note 5, à la p.3.

¹⁰ Mouzayan Osseiran-Houballah, *L'enfant soldat*, Paris, Odile Jacob, 2003, aux pp. 17-19.

¹¹ Voir Rachel J Stohl, «Under the gun: Children and small arms», in *African Security Review* 11(3), 2002, à la p. 17: «Children on the African continent have suffered immensely from the proliferation and misuse of small arms, including death, injury, displacement, separation from families, loss of access to health, humanitarian and educational services, and lack of economic opportunities...».

¹² Osseiran-Houballah, *supra* note 9.

conflits armés internationaux ou non internationaux, avant, pendant et après les hostilités, il y a lieu de constater l'existence d'une certaine incohérence dans l'approche et l'attitude internationale à l'égard des enfants soldats. Cette incohérence résulte de la division des approches du phénomène en droit international dont les normes oscillent entre d'une part la protection de l'enfant (enfant-objet, enfant-irresponsable et victime) et d'autre part la responsabilité de l'enfant-combattant (enfant-sujet, enfant criminel et bourreau).

Les réalités ne sont pas simples, surtout lorsque, comme nous nous proposons de le faire dans cette étude, nous nous intéressons à l'enfant-combattant, auteur de crimes graves de droit international.

Une des grandes difficultés consiste donc dans la diversité des normes qui, élaborées dans un contexte de protection de l'enfant, ne sont pas nécessairement adéquates au plan de la responsabilité pénale et du traitement des jeunes combattants auteurs de crimes de guerre ou d'autres infractions graves de droit international.

La situation est d'autant plus paradoxale qu'en matière pénale, la question qui s'est d'abord présentée pour la communauté internationale, a été la répression des recruteurs d'enfants soldats, c'est-à-dire la responsabilité pénale des adultes dans les cas de violation des droits de l'enfant. La répression pénale des adultes recruteurs d'enfants soldats et instigateurs de leurs activités militaires et criminelles, se situe donc dans une perspective de protection des enfants.

De plus, il y a, au niveau des pratiques juridiques nationales, une certaine incohérence en ce qui a trait aux normes internationales concernant la protection des différentes catégories d'enfants dans les divers types de conflits armés, notamment en matière de la qualification juridique de ces derniers en fonction de leur âge ou de la nature du conflit. Ensuite, le fait qu'il n'y a pas d'instruments internationaux fixant clairement l'âge de la majorité pénale ou de la responsabilité pénale, prête à d'énormes complications, à chaque fois qu'il est question de déterminer le statut de prisonnier de guerre d'un enfant soldat, d'une part, et de savoir s'il doit être jugé à l'instar d'un combattant adulte fait prisonnier ou s'il devrait bénéficier de

circonstances atténuantes ou d'une exonération de responsabilité pénale tout simplement, d'autre part. Enfin, l'exclusion par les Statuts des TPI et de la CPI de leur compétence en ce qui a trait aux poursuites des personnes de moins de 18 ans au moment de commettre des infractions graves au droit international a rendu très complexe et incertaine la problématique du traitement judiciaire des enfants soldats en période post-confliktuelle. D'un côté, les juridictions internationales écartent leur compétence sans pour autant indiquer les instances habilitées à le faire, ou sans poser une interdiction formelle en ce sens; alors que de l'autre, le droit pénal international général, au lieu d'interdire le jugement des enfants, cherche plutôt à exiger des garanties judiciaires spéciales pour tous les mineurs délinquants soumis à la justice. L'absence d'une politique pénale cohérente à l'égard du traitement des jeunes auteurs de crimes internationaux ouvre la voie à beaucoup de cas de violations des droits de l'enfant par les autorités nationales qui refusent ou négligent d'élaborer des législations effectives de mise en œuvre des règles internationales relatives à la justice des mineurs, et qui prennent l'habitude de juger des enfants de tout âge devant des juridictions pénales pour adultes ou des tribunaux militaires, et les condamnent à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à la prison à vie ou la peine de mort. Donc, il existe une absence de vision de la communauté internationale sur la problématique de la responsabilité des mineurs face aux crimes graves du droit international.

En Sierra Léone, le conflit armé enregistré de 1991 à 2001 a été alimenté de jeunes Sierra Léonais tentant d'échapper à la pauvreté ou enrôlés de force. Cette guerre a été particulièrement cruelle, car les enfants, poussés au plus haut degré à la haine et à la vengeance, ont commis les crimes les plus odieux, et ont même été initiés à tuer leurs propres parents ou à manger de la chair humaine¹³. Malgré l'existence des instruments internationaux de protection des enfants en cas de conflits armés, leurs droits continuent d'être violés, vu qu'il n'y a pas de normes spécifiques

¹³ Catherine Denis, *Le Tribunal spécial pour la Sierra Léone* : quelques observations, Bruxelles, Human Rights Network International (HRNI), 2001, aux pp. 1-2.

de traitement judiciaire et humanitaire des enfants soldats criminels en droit international.

Dans ces conditions, il y a de nombreuses interrogations autour de la question de la détermination du statut de ce type de combattants d'une part; et au sujet de leur sort judiciaire ou de leur traitement social, au cas où ils sont accusés d'avoir été les auteurs d'infractions graves de droit international pendant le conflit, d'autre part. Comment se pose le problème de la responsabilité pénale internationale des enfants soldats de moins de 18 ans en matière de conflit armé? Au cas où ils sont traduits en justice pour violations graves de droit international, de quel type de politique pénale faudrait-il s'inspirer pour qu'ils soient traités avec justice? D'après quels procédés pourrait-on fixer les priorités eu égard aux objectifs fondamentaux de toute politique pénale, à savoir: les conditions de la détermination de la responsabilité pénale, le choix des peines, l'application ou l'exécution de la sanction ou des mesures de resocialisation appropriées? Si le procès est considéré comme inadapté, pour quelque raison que ce soit, quels types de mécanismes devrait-on envisager pour permettre aux ex-enfants soldats, à leurs familles et à leurs communautés, d'être en mesure de faire face et d'assumer les responsabilités de leurs actes? Devrait-on opter pour le choix d'une politique pénale selon la justice pénale classique ou suivant des mécanismes de justice restaurative ou réparatrice? Qu'en est-il du mode de traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats sierra léonais? Le droit international ne devrait-il pas guider les États dans le traitement de ces cas difficiles des enfants bourreaux et victimes?

Pour tenter de répondre efficacement à toutes ces interrogations, nous avons cru préférable de concentrer notre champ d'investigation sur les enfants soldats âgés de 15 à 18 ans.

Ce choix repose sur la logique suivante. Tout d'abord, les normes internationales concernant le recrutement illégal des enfants tendent à fixer une limite en deçà de laquelle un jeune ne peut être recruté, et donc participer aux hostilités.

De plus, signalons que suivant certaines règles du droit international, de même que pour de nombreux organismes de défense des droits humains, la participation des enfants aux hostilités n'entraîne aucun manquement de leur part, vu que la responsabilité est imputable entièrement aux recruteurs et/ou aux supérieurs hiérarchiques. D'ailleurs, de nombreux instruments internationaux tels: les deux Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949, la Convention # 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de l'élimination (1999), la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1999), et de manière plus impérative l'article 8.2 (b) (xxvi) du Statut de la CPI, posent clairement le principe de l'interdiction d'une telle pratique, ainsi que sa criminalisation¹⁴.

Les enfants de moins de 15 ans apparaissent ainsi comme les victimes des recruteurs ou des adultes qui les ont incités ou tolérés à participer aux conflits.

L'enfant de moins de 15 ans, même combattant volontaire, est dans une situation irrégulière. Son jeune âge justifie d'une part les mesures de protection du droit humanitaire, et d'autre part appelle la criminalisation du recrutement illégal.

À ces normes s'ajoutent celles de l'âge de la responsabilité pénale des mineurs. Ces normes sont diverses : 2 ans, 12 ans, 14 ans, etc. Mais, face à la gravité particulière des crimes internationaux, peut-on vraiment imputer une responsabilité pénale pleine et entière à des enfants de moins de 15 ans qu'en principe la société adulte aurait dû écarter des hostilités? La question de l'âge de la capacité pénale pour les crimes de droit commun est déjà assez complexe et controversée pour limiter en droit international la possibilité d'une responsabilité pénale individuelle pour les seuls jeunes combattants «réguliers» âgés de 15 à 18 ans.

En effet, selon les normes internationales de protection, leur recrutement n'est pas criminel et leur statut d'enfants soldats ne correspond pas à une situation illégale

¹⁴ Saoudatou Fousseni, *La responsabilité pénale des enfants soldats*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme inter-universitaire en droits fondamentaux, Paris X Nanterre (Université de Nantes), 2003-2004, aux pp. 7-9.

dont ils seraient à proprement parler les victimes.

En d'autres termes, la question la plus délicate de politique pénale internationale se pose à l'égard des jeunes combattants âgés de 15 à 18 ans auteurs de crimes internationaux.

Nous écartons également de notre problématique les causes particulières d'irresponsabilité ou d'excuse en droit pénal : les troubles mentaux ou l'intoxication.

En droit pénal, ces facteurs font échec à la responsabilité pénale individuelle. Dans notre problématique, ces facteurs devraient donc être évalués à l'égard des seuls mineurs de 15 à 18 ans, en principe irresponsables en raison de la minorité, ces facteurs devraient tout au plus être pertinents à l'égard du traitement et de l'aide qui devraient leur être offerts aux plans de leur réinsertion sociale. Par ailleurs, il nous est apparu important d'enrichir notre réflexion par l'étude spécifique de l'expérience de la Sierra Leone.

En effet, en Sierra Leone, suivant le critère de l'opportunité des poursuites se fondant sur la gravité et l'ampleur des crimes commis, des enfants âgés de 15 à 18 ans au moment de faits pourraient également être poursuivis par le Tribunal Spécial¹⁵, compte tenu du fait que ce conflit a été marqué par l'enrôlement d'enfants, parfois très jeunes, et leur implication directe à divers degrés de pouvoir dans le hostilités¹⁶. C'est dans cet ordre d'idées que nous allons choisir de délimiter la recherche spécifiquement sur la «responsabilité pénale internationale des enfants soldats de 15 à 18 ans».

De plus, il faut signaler aussi que le choix de l'exemple de la Sierra Leone se

¹⁵ *Accord pour et Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone*, U.N. SCOR, U.N. Doc. S/2002/246, 16 janvier 2002 : Voir 1- *Accord entre l'Organisation des Nations Unies (ONU) et le Gouvernement sierra léonais sur la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, et 2-*Statut Créé par un Accord entre l'ONU et le Gouvernement sierra léonais conformément à la résolution 1315 (2000) du Conseil de sécurité*, en date du 14 août 2000, le *Tribunal spécial pour la Sierra Leone* (ci-après dénommé le « Tribunal spécial », article 7 relatif à la Compétence pour juger les mineurs de 15 ans .

¹⁶ Voir E. BLUNT, « Paix fragile en Sierra Leone », *Le Monde Diplomatique*, (décembre 1999), à la p. 14 ; voit aussi M. GALY, « Libéria, une guerre oubliée », *Le Monde Diplomatique*, (septembre 1994), à la p.11.

justifie d'abord, par le fait qu'il constitue le seul cas où la question du traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats a été soulevée officiellement par la Communauté internationale et les dirigeants politiques. Ensuite, c'est le seul cas où le traitement de ce problème a été envisagé dans le cadre de deux types de formules: le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (TSSL) et la Commission de Vérité et de Réconciliation (CVR) conformément aux dispositions du Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (StTSSL). Enfin, il s'agit de l'unique cas ayant permis à la justice internationale de se doter de la première jurisprudence en matière de conscription et d'utilisation d'enfants soldats en tant que crime de guerre; et également c'est le seul exemple où le traitement de la vulnérabilité des enfants ainsi que celui de leur responsabilité pénale en qualité de victimes et bourreaux à la fois ont été pratiquement pris en considération de façon exhaustive suivant des mécanismes non-judiciaires.

C'est dans cette optique que dans le cadre de notre recherche autour de la question du traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats, nous avons jugé bon d'un côté, d'explorer principalement cette tranche d'âge (enfants soldats de 15 à 18 ans), et de l'autre, de faire une certaine comparaison entre les politiques pénales ayant été appliquées dans certains pays. Ce choix nous permettra non seulement de mieux cerner le problème, mais également de mieux analyser et poser les arguments justifiant l'option d'une politique socio-pénale axée sur des mécanismes ou des modèles de justice restaurative ou réparatrice, notamment «la médiation pénale» renforcée par les travaux des «Commissions de Vérité et de Réconciliation». Suivant les conclusions de Robert Cario, la «justice restaurative» est un palliatif ou un élément complémentaire au système pénal classique, puisqu'elle tend vers la réparation de la victime, la responsabilisation de l'auteur et la paix sociale. Ainsi, si le modèle rétributif est respectivement centré sur l'acte et met en exergue la culpabilité aux fins de réprimer un tort social par l'infliction d'une sanction, et le modèle réhabilitatif sur l'individu qui doit être responsabilisé avant

d'être resocialisé, le modèle restauratif est de son côté axé sur les préjudices de l'infracteur, de la victime et de la communauté qu'il faut réparer. En d'autres termes, le modèle restauratif tend vers la responsabilisation et l'implication de tous les acteurs en vue de faciliter la restauration complète de l'harmonie sociale¹⁷. Donc, il serait préférable de chercher à résoudre la problématique la responsabilité pénale des enfants soldats qui sont en même temps victimes et bourreaux, à partir de cette forme de justice se révélant déjà plus efficace dans le domaine de la justice des mineurs, d'après de nombreuses expériences faites, particulièrement en Europe et en Amérique du nord. En résumé, il sera question pour nous, dans cette recherche, de penser à explorer ce modèle en émergence, à partir de l'expérience sierra léonaise en matière de justice transitionnelle.

Ce travail de recherche se fera d'abord, suivant la méthode traditionnelle de la recherche juridique, qui nous permettra de mettre en évidence les sources pertinentes des instruments internationaux et régionaux, de protection des enfants dans les conflits armés, d'une part, et de faire une analyse critique de ces dites normes selon deux types de rationalités (protectrice et punitive), d'autre part. Ensuite, nous ferons une étude critique et comparative des politiques pénales dans le traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats de 15 à 18 ans en droit national et international.

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre se portera sur la normativité internationale en matière de traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats, auteurs de crimes graves de droit international durant un conflit armé. Ainsi, nous faisons ressortir non seulement les diverses facettes des cadres juridiques de la protection et de la responsabilité pénale des enfants en général et des enfants soldats en particulier, mais aussi la situation et le statut des enfants

¹⁷ Cario Robert, «Le débat sur la justice restaurative», dans Gaëlle Deharo, La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative», Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, (6 et 7 mars 2003), aux pp. 3-5.

combattants, notamment ceux âgés de 15 à 18 ans dans les normes internationales. Les analyses qui seront faites dans ce chapitre dans un premier temps permettront de dégager les divers aspects du cadre normatif international en matière de protection des civils y compris des enfants considérés comme objet de droit, et dans un second temps, de clarifier les débats, à la lumière des règles internationales en vigueur, autour des enfants pouvant être classés dans la catégorie des sujets de droit en fonction de leur âge ou de leur statut.

Dans le deuxième chapitre, nous traiterons des mécanismes de traitement de la responsabilité pénale internationale des enfants soldats à la lumière de l'expérience sierra léonaise et chercherons à en dégager des pistes d'une normativité internationale. En ce sens, nous comptons mettre l'accent d'une part sur les différentes initiatives nationales, régionales et internationales en matière de protection et de traitement de la responsabilité pénale de ces derniers d'une part; et d'autre part sur la question de la coexistence de deux organes distincts dans la gestion de cette problématique en Sierra Leone, d'autre part.

Et finalement dans le troisième chapitre plus prospectif, nous essayerons d'abord d'analyser quelques théories de politiques pénales, ensuite analyser et critiquer les éléments d'application de certains modèles de justice déjà expérimentés, en référence aux politiques criminelle et normative existantes. Et enfin, nous allons, à partir du vide juridique et institutionnel constaté ainsi que des failles enregistrées dans les expériences précédentes, tenter de poser certaines alternatives, en perspective de construction d'un modèle international d'une politique pénale cohérente dans le traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats en général et de ceux âgés de 15 à 18 ans en particulier.

CHAPITRE I: LES NORMES INTERNATIONALES APPLICABLES AUX ENFANTS SOLDATS

Section 1 : Le cadre juridique de la protection : anomalie du phénomène de l'enfant soldat et conséquences des normes de protection sur la responsabilité pénale

1.1- Les fondements juridiques internationaux de la protection des enfants

La communauté internationale a élaboré toute une panoplie de normes de nature contraignante et non contraignante, tant sur le plan juridique que politique mettant l'accent sur l'impérieuse nécessité de garantir à tous les enfants se trouvant en situation de conflit armé la meilleure protection possible. Rappelons que le mouvement universel destiné à protéger les enfants du phénomène de la guerre a fait son apparition au lendemain de la première guerre mondiale, notamment en 1919, avec la création par la Société des Nations (SDN) d'un comité pour la protection de l'enfance ayant pour mission de venir en aide à des millions d'enfants vivant dans des circonstances vulnérables et difficiles après cette tragédie. Par la suite, une organisation non gouvernementale dénommée «Save the Children International Union (SCIU)» a été fondée dans le but de promouvoir la spécificité de l'enfance dans les programmes de reconstruction de la période d'après-guerre. C'est ainsi que le 23 février 1923, cette ONG adopta la *Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant*, alors que l'Assemblée générale de la Société des Nations, de son côté, adoptait en date du 26 septembre 1924, la *Déclaration de Genève* proclamant officiellement dans son préambule la nécessité pour l'humanité d'accorder une meilleure protection à l'enfant.

En 1946, à la fin de la seconde guerre mondiale, les nombreuses inquiétudes de la communauté internationale concernant les diverses formes de violences dont les enfants sont victimes en temps ordinaire et en période de conflit armé avaient conduit l'Assemblée générale des Nations-Unies à créer un fonds spécial pour l'enfance (UNICEF), ayant pour mandat de «faire bénéficier d'une protection spéciale les enfants les plus vulnérables, particulièrement les victimes de la guerre»¹⁸.

L'objectif de protéger les enfants a été réaffirmé de façon générale ou spécifique dans plusieurs instruments internationaux de droit humanitaire et des droits de l'homme. D'abord, l'article 25, alinéa 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, stipule que : «la maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales»¹⁹. L'Assemblée générale des Nations Unies adopta, en date du 20 novembre 1959, la résolution 1386 (XIV) sur la Déclaration des droits de l'enfant, réaffirmant que «l'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même»²⁰. Ce même souci qui vise à promouvoir une meilleure protection de l'enfance a été également exprimé à travers les deux Pactes de 1966, plus précisément dans les alinéas de l'article 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ceux de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966²¹. Ensuite, il est à noter qu'en période de conflits armés (internationaux ou non internationaux), le droit international humanitaire, à travers les quatre Conventions de 1949 et leurs deux

¹⁸ Anatole Ayissi, «Protéger les enfants dans les conflits armés : concrétiser les engagements pris», Forum du désarmement, vol. 3, (2002), aux pp. 5-6.

¹⁹ Voir *La Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948*, Rés. AG 217 (III), Doc. Off. AG NU, 3^e sess., supp. No 13, Doc. NU A/810 (1948).

²⁰ Voir *La Déclaration de 1959 traitant du caractère spécial de la protection de l'enfance*, 20 novembre 1959, G.A. Res. 1386 (XIV), 14 UN GAOR Supp. (No.16) à 19, UN Doc. A/4354 (1959).

²¹ Voir *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966; voir aussi *Le PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS* (A.G. res. 2200A, XXI, 21 U.N. GAOR Supp. No. 16, à 49, U.N. Doc. A/6316, 1966, 993 U.N.T.S. 3, entrée en vigueur le 3 janvier 1976), dans Maurice Torrelli et Renée Beaudouin, *Les droits de l'homme et les libertés publiques par les textes*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1972, aux pp. 223 à 233.

Protocoles additionnels de 1977, accorde également une protection spéciale aux enfants impliqués ou non dans les hostilités²².

Sur un plan plus spécifique, l'instrument le plus pertinent en matière de protection globale et particulière de l'enfant est la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CDE), adoptée le 20 novembre 1989 par les Nations Unies et entrée en vigueur en 1990²³. Il est important de souligner que les dispositions de cette convention sont renforcées par plusieurs règles de droit qui touchent la question de la responsabilité pénale de l'enfant, tels que : la Déclaration de protection des femmes et des enfants dans les états d'urgence et les conflits armés (14 décembre 1974)²⁴, les Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing 1985), Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Résolution 45/113 du 14 décembre 1990) Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo adoptées le 14 décembre 1990, Résolution 45/110), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)²⁵. Analysons maintenant la protection des enfants durant les conflits armés au regard des normes internationales des droits de l'homme et de droit humanitaire.

Le régime de protection des enfants dans les conflits armés renferme à la fois une protection générale et une protection spéciale. D'abord, le droit international humanitaire (DIH) prévoit dans tous les cas de conflit armé, qu'il soit international ou non international, une protection générale en faveur de tous les enfants, au même

²² Voir les quatre *Conventions de Genève de 1949* : C GI, 75R.T.N.U. 31, CGII, 75 R.T.N.U.85, CGIII, 75R.T.N.U.135, CG IV), 75 U.N.T.S. 287. Voir aussi les deux PA aux CG de 1949: PAI, 12 décembre 1977, 1125 R.T.N.U.3, PAII, 12 décembre 1977, 1125 R.T.N.U. 609.

²³ *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, Rés.A.G.44/25, Annexe, (1992) R.T. Can. No. 3.

²⁴ Voir *La Déclaration sur la Protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflits armés*, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 14 décembre 1974.

²⁵ Voir *Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs de liberté* (Règles de la Havane), 14 décembre 1990, G.A.Res. 45/113, annexe, 45 UN GAOR Supp. (No.49A) à 205, UN Doc. A/45/49 (1990). Voir aussi *Les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)*, adoptés et proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa Résolution 45/112 du 14 décembre 1990.

titre que toutes les personnes civiles ne participant aux hostilités. Par conséquent, ils doivent bénéficier d'un traitement humain conformément aux diverses règles issues des normes du DIH régissant la conduite des hostilités. Ensuite, en tant que catégorie vulnérable, l'enfant jouit d'un système de protection spéciale, qu'il soit ou non partie prenante aux combats, aux termes de deux des Conventions de Genève de 1949 (CGIII et CGIV) et leurs Protocoles additionnels de 1977 (PAI et PAII). De plus, il est important de souligner que ce régime de protection des enfants durant les conflits armés ne se rapporte pas uniquement à l'obligation de leur garantir un traitement particulier, mais concerne surtout la réglementation de leur implication dans le déroulement des hostilités. En effet, à travers presque tous les instruments du DIH ainsi que d'autres normes des droits de l'homme²⁶, les protagonistes s'engagent à accentuer leurs efforts de protection beaucoup plus dans le sens de l'interdiction du recrutement, de l'enrôlement et de la participation des enfants de moins de moins de 18 ans aux hostilités²⁷. Enfin, il faut préciser que le volet judiciaire dans la protection des enfants en période de conflit armé est devenu de jour en jour un élément essentiel dans les efforts de la communauté internationale, en vue de lutter contre le phénomène des enfants soldats. Ainsi, la criminalisation de la conscription d'enfants comme soldats dans les forces armées et autres groupes rebelles selon les dispositions contenues dans les deux PA de 1977, les Statuts de la CPI et du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (TSSL); le fait pour les instances judiciaires internationales (CPI, TPI), hormis le TSSL, d'écarter leur compétence dans le cas de la poursuite de toutes les personnes âgées de moins de 18 ans, de même que certaines

²⁶ Voir *Convention relative aux droits de l'enfant*, Supra note 23, et son *Protocole facultatif, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés*, adopté le 25 mai 2000, entré en vigueur le 12 février 2002, G.A.Res.54/623, annexe I, 54 UN GAOR Supp. (No. 49), UN. Doc. A/54/49(2000), voir aussi la *Convention #182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*, 17 juin 1999 (OIT # 182), 38 I.L.M. 1207 (1999), de même que la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*, adoptée le 11 juillet 1990, entrée en vigueur le 29 novembre 1999, OUA doc. CAB/LEG/24.09/49 (1990).

²⁷ CICR, Services consultatifs en droit international humanitaire : «La protection juridique des enfants dans les conflits armés», Genève, (Février 2003), aux pp. 1-2.

prises en œuvre nationales de la responsabilité pénale des recruteurs d'enfants soldats et/ou de leurs supérieurs hiérarchiques, constituent-ils des signaux clairs de renforcement des stratégies de protection, dans le cadre des efforts visant à lutter contre la double victimisation de ces enfants.

Cependant, il y a lieu de souligner à côté de ces efforts réalisés avec la multiplication des normes internationales, l'existence d'une situation très ambivalente de la communauté internationale en ce qui a trait à la mise en œuvre de ces normes au plan national.

1.2- La protection générale et spécifique des enfants participant aux hostilités en droit international

La question de la participation des enfants aux hostilités en période de conflit armé international et de conflit armé non international, a toujours constitué un problème majeur aux yeux de la communauté internationale. C'est en ce sens qu'il y a lieu de constater tout un arsenal d'instruments internationaux traitant de cette problématique.

- Les Protocoles additionnels de 1977 aux quatre Conventions de Genève

Les deux PA de 1977 constituent les premiers instruments de droit international à se pencher sur la participation des enfants dans les hostilités en cas de guerre.

En effet, aux termes de l'article 77 du PA I, les États sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire toute participation directe des enfants de moins de 15 ans. Il est prévu également de manière expresse, la prohibition de leur recrutement dans les forces armées et encourage les parties concernées à accorder la priorité aux plus âgés parmi ceux de 15 à 18 ans en cas d'incorporation. Quant au PA II, il est posé dans la formulation de l'article 4.3 c) de façon beaucoup plus stricte l'interdiction du recrutement ainsi que toute forme de

participation directe ou indirecte aux hostilités des enfants de moins de 15ans.

De ce qui précède, on peut dégager un certain nombre de normes internationales qui pourront avoir éventuellement une coïncidence sur la question du traitement des enfants soldats auteurs de crimes internationaux.

Tout d'abord, les mesures de protection envisagées dans les instruments internationaux, notamment les quatre Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels de 1977, sont à l'origine de la distinction fondamentale quant au critère de l'âge dans la classification des enfants soldats.

Une première norme établit l'irrégularité ou l'illicéité de la situation des enfants soldats âgés de 15 ans ou moins.

En conséquence de cette norme, l'illégalité du recrutement ou de la conscription dans des Forces armées est posée. Cette interdiction culminera avec le crime international reconnu par le Statut de la CPI et celui du Tribunal spécial de la Sierra Leone.

Cette normativité s'inscrit cependant dans la promotion des mesures de protection de l'enfant plutôt que dans la reconnaissance d'une responsabilité des enfants soldats.

C'est ainsi que les enfants participant directement au déroulement des hostilités se voient reconnaître en cas de conflit armé non international (CAI) la qualité de combattants, contrairement aux personnes civiles, et peuvent bénéficier en cas de capture du statut de prisonnier de guerre suivant la Convention de Genève # III²⁸.

En outre, les PA prévoient que les enfants combattants de moins de 15 ans ont non seulement droit à un traitement privilégié, mais aussi continuent de bénéficier de la protection spéciale accordée par le DIH à travers les articles 77.3 et 4.3 c)

²⁸ Voir l'article de la CGIII disposant que : «Les prisonniers de guerre seront traités en tout temps avec humanité et que sous réserve de tout traitement privilégié qui serait fondé sur le grade, le sexe, l'état de santé, l'âge ou les aptitudes professionnelles ils seront tous traités de la même manière...».

respectivement du PA I et du PA II.

Enfin, de telles mesures spéciales permettent de dégager une classe spéciale d'enfants soldats dont le statut de combattant n'est pas en soi irrégulier : le jeune combattant âgé de 15 à 18 ans. Cette catégorie bénéficie néanmoins d'un certain nombre de mesures de protection.

- La Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant

Cette convention internationale de portée quasi universelle est l'instrument le plus important en matière de l'ensemble des droits fondamentaux de l'enfant. En ce qui a trait aux enfants impliqués dans les conflits armés, l'article 38 étend aux conflits armés non internationaux (CANI) le champ d'application des dispositions de l'article 77 du PA I, demandant aux États d'adopter des mesures nécessaires pour éviter la participation directe des moins de 15 ans aux hostilités (art. 77.2), et prônant l'encouragement visant à prioriser l'incorporation des plus âgés entre les 15 à 18 ans (art.77.3). Cependant, en terme de prohibition de la participation directe et indirecte, la CDE reste et demeure en deçà du PA II.

- Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés (2000)

Cette convention prévoit : la nécessité pour les États de s'engager à prendre toutes les mesures possibles en vue d'éviter que les membres de leurs forces armées de moins de 18 ans ne participent pas aux hostilités (art. 1); l'interdiction de l'enrôlement obligatoire des enfants de moins de 18 ans dans les forces armées (art. 2); le relèvement obligatoire de l'âge d'enrôlement volontaire, hormis les écoles militaires, au-delà de l'âge minimum de 15 ans (art. 3); l'interdiction totale et absolue pour les groupes armés illégaux et irréguliers d'enrôler que ce soit de manière obligatoire ou volontaire, de même que de faire participer aux hostilités les personnes âgées de moins de 18 ans. De plus, il est à préciser l'obligation qui incombe aux États Parties de prendre des mesures juridiques interdisant et

sanctionnant du point de vue pénal ces genres de pratiques (art. 4).

Ce Protocole nous semble partiellement du moins, remettre en question les normes qui semblaient se dégager dans les instruments précédents, notamment des PA de 1977.

En effet, dans une perspective de protection, on semble revenir sur la distinction qui semblait s'opérer entre deux catégories d'enfants soldats : d'une part le groupe d'âge de moins de 15 ans et d'autre part le groupe d'âge des 15 à 18 ans.

Si le recrutement obligatoire ou forcé est nettement condamné pour toutes les catégories d'âges, l'enrôlement volontaire par des Forces armées régulières demeure possible mais les États sont invité à relever l'âge de cet enrôlement pour les 15 à 18 ans.

Au plan normatif on ne peut déduire de l'article 1, la négation de la classe des enfants soldats de 15 à 18 ans, mais leur protection est accrue par ce Protocole.

- Le Statut de Rome de 1998 créant la Cour Pénale Internationale (CPI)

En effet, ce traité international, inclut dans la liste des crimes de guerre relevant du champ de la compétence de la Cour, le fait de participer activement à des hostilités les enfants de moins de 15 ans ou de procéder à leur conscription et leur enrôlement dans les forces armées au cours d'un CAI (art. 8(2)(b)(xxvi) et dans les forces armées nationales (FAN) et autres groupes armés durant un CAI (art. 8(2)(e)(vii)). Il faut se rappeler en outre que selon les termes de l'article 26, la Cour exclut sa compétence en matière de poursuites pénales de toutes les personnes âgées de moins de 18 ans²⁹.

L'illégalité du recrutement et du fait de faire participer des enfants de moins de 15 ans aux hostilités, confirme une certaine normativité se rattachant à la

²⁹ Voir CICR, Services consultatifs en droit international humanitaire, *Supra* note 27, aux pp. 1 et 2, voir surtout l'art. 26 du *Statut de la Cour Pénale Internationale*, UN Doc. A/CONF.183/9, 17 juillet 1998 (ci-après «Statut de la CPI»).

catégorisation des enfants soldats en deux groupes d'âges (ceux de moins de 15 ans et ceux de 15 à 18 ans).

Le Statut de Rome en criminalisant le recrutement des moins de 15 ans, laisse ouverte la question du statut et de la responsabilité des jeunes combattants de 15 à 18 ans.

L'exclusion de la compétence personnelle de la Cour pénale internationale sur les personnes de moins de 18 ans, augmente souvent les marges de manœuvre des autorités nationales quant à la possibilité de fixer ou déterminer la responsabilité pénale des mineurs dans les droits nationaux.

- La Convention # 182 de l'OIT relative aux pires formes de travail des enfants (juin 1999)

Cette convention qui vise à interdire et à éliminer de façon immédiate les pires formes de travail des enfants, prévoit la prohibition du recrutement forcé ou obligatoire des enfants de moins de 18 ans dans les conflits armés pour quelque raison que ce soit. Elle a aussi exigé les États à adopter des mesures urgentes aux fins de faciliter la mise en œuvre de telles dispositions. Notons que cet instrument international est la première reconnaissance juridique spécifique selon laquelle le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats constitue un travail forcé à l'endroit des enfants.

- La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (novembre 1999)

Il est question d'une norme de nature régionale qui prohibe de manière directe et catégorique le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les CAI ou non. Il est à remarquer en outre que d'après l'article 22 (2), il est fait injonction aux États de prendre des mesures nécessaires pour veiller à ce qu'aucun enfant ne prenne part directement aux hostilités, et particulièrement à ce qu'aucun enfant ne soit enrôlé

sous leurs drapeaux³⁰.

Il est essentiel de souligner que l'interdiction du recrutement des enfants soldats laisse ouverte la question du traitement de ces derniers.

D'une part, l'ensemble de ces normes protectrices établissent l'obligation de poursuivre les recruteurs d'enfants soldats notamment pour le groupe des moins de 15 ans.

D'autre part, on peut s'interroger sur l'incidence de ces normes protectrices sur la responsabilité pénale et des poursuites contre les enfants soldats toutes catégories confondues.

L'article 26 du Statut de Rome, en excluant la compétence juridictionnelle de la CPI sur les personnes de moins de 18 ans, se situe au simple niveau procédural et laisse possible la responsabilité individuelle des personnes âgées de moins de 18 ans. La question de la responsabilité pénale de ces mineurs pour crimes internationaux dépend dès lors entièrement des droits nationaux.

Néanmoins, il est légitime de soulever l'incidence des normes de protection sur la responsabilité des mineurs. En effet, la distinction entre le groupe des moins de 15 ans et celui des 15-18 ans pour fins de protection ne devrait-elle pas se transposer au plan de l'imputation de la responsabilité?

Est-il possible de faire le silence du fait que la CPI criminalise au rang des crimes de guerre la conscription, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans ?

La criminalisation de l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans fait de cette catégorie de personnes, des victimes d'un crime international. Il s'agit d'un segment de la population particulièrement vulnérable en fonction de leur âge. Dans cette

³⁰ Voir Amnesty International, *La réponse de la communauté internationale pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats*, en ligne : http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=2847, se référant aux dispositions de l'article 22 de la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*, *supra* note 23.

perspective, la rationalité derrière cette criminalisation ne serait-elle pas d'en déduire une incapacité pénale des enfants de moins de 15 ans en raison de leur immaturité et de leur vulnérabilité? En fait, ne devrait-on pas réserver la responsabilité pénale pour les crimes dont les enfants auraient été les instruments, à leurs hiérarchiques et aux recruteurs?

La mise en jugement de ces jeunes, ne constituera-t-elle pas une sorte de double victimisation en raison du traumatisme psychologique que cela peut créer dans leur existence³¹?

Ces questions soulèvent la question plus générale de l'âge de la responsabilité pénale des mineurs et de la question plus spécifique de la reconnaissance d'une norme d'irresponsabilité pour la catégorie des mineurs de moins de 15 ans pour les crimes internationaux. La reconnaissance d'une telle limitation aurait pour avantage la cohérence entre les normes internationales de protection et celles de la responsabilité pénale.

1.2.1- Forces et faiblesses des normes existantes dans le cas des enfants de 0 à 15 ans en matière de protection et de traitement judiciaire en période de conflit armé

Le droit international prévoit de nombreuses dispositions visant à garantir un traitement spécifique aux enfants âgés de moins de 15 ans durant les conflits armés. Par exemple, la première phrase de l'article 77 (2) du PAI prévoit que «les parties au conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées». L'article 4 (3) (c) énonce : «les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou

³¹ Viviane Alice Mauske, «Quelle protection et quelle justice pour l'armée invisible d'enfants soldats au Myanmar?», (01/09/2004), en ligne <[www.info-Birmanie.org/info/dossiers/Droits% 20 l'homme/article Alice Mauske-Enfantssoldats.doc](http://www.info-Birmanie.org/info/dossiers/Droits%20l'homme/article%20Alice%20Mauske-Enfantssoldats.doc)>, à la p. 26.

groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités»; alors que le paragraphe (d) de son côté précise : «la protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de quinze ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa c et sont capturés». De plus, l'article 38 (3) de la CDE dispose que : «les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans». Cependant, selon beaucoup d'analystes et experts, les normes de droit international humanitaire de même que celles des droits de l'homme, bien qu'elles soient fondamentales dans la lutte tendant à mettre fin au fléau de recrutement et d'utilisation des enfants comme soldats, comportent diverses failles ou faiblesses.

D'abord les prescrits de l'article 77 (2) du PAI mettent l'accent uniquement sur la participation directe des enfants de moins de quinze ans et leur recrutement par les forces armées nationales, sans pour autant viser la participation indirecte, leur recrutement par les autres groupes armés non étatiques ainsi que leur recrutement volontaire. Ensuite, l'article 4 (3) (c) du PAII, bien qu'il assure une plus large protection, est quand même non exhaustif, puisqu'il ne met l'emphasis sur le recrutement volontaire. Tandis que son paragraphe (d) rend la protection ambivalente dans une certaine mesure, en ce sens que tout en prônant la nécessité d'interdire la participation, on cherche parallèlement à conserver leur protection spéciale en cas de participation et de capture. Donc, il existe, suivant l'esprit de cette dernière disposition, une reconnaissance tacite de la possibilité de voir des enfants de cet âge recruter et prendre part aux hostilités. Enfin, les termes de l'article 38 (3) de la CDE parlent seulement de l'interdiction du recrutement forcé, abstraction faite de l'interdiction des autres formes de recrutement de même que des différents modes de participation³². Bref, les règles prévues dans les instruments ci-dessus analysés sont insuffisantes pour pouvoir garantir efficacement une protection adéquate à cette catégorie d'enfants. Qu'en est-il de la responsabilité pénale des enfants de moins de

³²Voir les alinéas des articles 77 du PAI, 4 (3) du PAII et 38 de la CDE.

quinze ans dans les conflits armés ?

En effet, l'implication des enfants soldats âgés de moins de quinze ans dans des conflits armés a toujours été considérée comme étant un sujet préoccupant pour le droit international. Mais, avec les dispositions des PA de 1977, renforcées par celles du Statut de Rome de la CPI, concernant la criminalisation de la conscription d'enfants soldats et de leur participation aux hostilités au rang de crime de guerre, le problème semblerait être sur le point d'être résolu à ce stade. Par ailleurs, la première jurisprudence du TSSL en date du premier juin 2004 ainsi que les différentes mises en accusation auprès de la CPI, notamment celles de Lubanga de la République du Congo et de Charles Taylor du Libéria dans le cas du conflit en Sierra Léone, confirment, en quelques sortes, la fermeté de la justice pénale internationale en matière de protection de l'enfance dans les conflits armés³³. Pourtant, si concernant la poursuite des recruteurs de ces enfants soldats ainsi que de leurs supérieurs hiérarchiques, des solutions paraissent être apportées tant devant les juridictions internationales que devant les tribunaux nationaux pour tous les types de conflits armés (internationaux ou non internationaux), en ce qui a trait à la mise en œuvre de la responsabilité pénale des enfants eux-mêmes au cas où ils auraient commis des crimes graves de droit international, le problème est un peu plus complexe.

Les règles de droit pénal international et de droit international pénal, notamment les Statuts des TPI et de la CPI, même si elles écartent leur compétence en matière de mise en jugement des personnes âgées de moins de 18 ans, ne posent

³³ Dans le premier cas, le mandat d'arrêt de la CPI, émis en date du 10 février 2006 contre M. Thomas Lubanga Dyilo, il est précisé que, conformément à l'article du Statut de Rome, la Chambre préliminaire a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que ce dernier a commis des crimes de guerre consistant en «l'enrôlement, la conscription d'enfants de moins de quinze ans à des hostilités. Voir Les derniers Communiqués de Presse de la Cour Pénale Internationale, notamment celui relatif à la *Première arrestation à la Cour pénale internationale*, La Haye, 17 mars 2006, ICC-CPI-20060302-125-Fr. Tandis que dans le second, il est important de signaler que le crime de guerre consistant en l'«enrôlement et la conscription d'enfants soldats» figure parmi les 17 chefs d'inculpation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité auxquels M. Charles Taylor est tenu de répondre pour avoir joué un rôle primordial dans les 10 années de guerre civile ayant ravagé la Sierra Léone de 1991 à 2001. Voir l'article : «Taylor est sous la garde du Tribunal spécial pour la Sierra Leone», Libéria, Panapress, 30 mars 2006.

aucune interdiction de poursuite devant d'autres organes.

L'expérience de la Sierra Leone peut à cet égard être instructive. En effet, le Statut du TSSL interdit expressément la poursuite des ex-enfants soldats de moins quinze ans tout en autorisant celle des 15 à 18 ans sous certaines conditions.

Mais on constate aisément, les incertitudes du droit international sont très préoccupantes, surtout quand on sait que dans les domaines de la majorité pénale et de la responsabilité pénale, les législations nationales sont très variées. De plus, certaines dispositions du DIH et des règles juridiques internes accordent dans un but de protection le statut de prisonnier de guerre même à des enfants de moins de quinze ans leur permettant de bénéficier d'un traitement spécial sans pour autant les protéger contre les poursuites judiciaires devant les juridictions internes.

Dans la réalité, on a, au cours des dernières années, assisté à de nombreux cas de jugement et de condamnation d'enfants soldats de moins de quinze ans par des tribunaux militaires ou d'autres juridictions pénales nationales en violation des normes internationales en matière de justice ordinaire ou régulière pour mineurs.

1.2.2- Le statut des enfants soldats de 15 à 18 ans : le cas des prisonniers de guerre

En droit international, il n'existe pas un régime spécifique applicable à l'enfant-prisonnier de guerre, bien que tous les enfants bénéficient généralement d'un ensemble de droits spéciaux. Cependant, aux termes du droit international humanitaire, notamment des articles 4 (a) (1) de la CG III et 77 (2) du PA I, les enfants ne peuvent avoir le statut de prisonnier de guerre que s'ils sont capturés dans le cadre d'un conflit armé international, et doivent être l'objet d'un traitement privilégié. Soulignons que l'effectivité de ces dispositions est très douteuse, dans la mesure où selon les renseignements fournis par Roriane Pourol, dans son article intitulé : « Des ennemis âgés de 15 ans », la base américaine de Guantanamo, détient

toujours des mineurs, dans des conditions épouvantables. L'association américaine «Reprieve» a tenté d'attirer l'attention sur leur sort. Cependant, depuis la libération par les autorités américaines de «cinq guerriers ennemis» de 13 à 15 ans, en janvier 2004, l'association «Reprieve» (1) avait recensé neuf (9) autres mineurs détenus dans le camp d'enfermement de Guantanamo sur l'île de Cuba. Notons qu'une poignée de jeunes de 16 ou 17 ans seraient toujours captifs dans les mêmes conditions que les adultes³⁴.

En effet, les enfants sont nombreux à être impliqués dans des conflits armés internes ou non internationaux pour lesquels le statut de prisonnier de guerre n'a pas été pris en compte lors de l'élaboration des règles juridiques humanitaires. Cependant, les enfants combattants capturés jouissent néanmoins de la protection générale prévue à l'article 3, commun aux quatre Conventions de Genève de 1949, et sont protégés plus spécifiquement par l'article 4 (3) du PA II renfermant des dispositions se rapportant au type d'assistance à apporter aux enfants en difficulté en matière de conflits armés de cette nature.

De plus, l'article 6 (4) du PA II pose l'interdiction de prononcer à l'encontre de toute personne âgée de moins de 18 ans au moment de la commission d'une infraction, la condamnation à mort. Il est toujours recommandé de mettre l'accent sur la vulnérabilité de l'enfant suivant son jeune âge ainsi que sur son intérêt supérieur à chaque fois qu'il faut traiter la problématique de la responsabilité des enfants dans les conflits armés, alors qu'en règle générale on a tendance à réagir automatiquement en fonction de son statut de prisonnier de guerre comme si c'était un adulte à part entière³⁵. Pourtant s'il est souvent quasi général que les enfants combattants capturés par les armées gouvernementales, particulièrement ceux âgés de moins de 15ans, bénéficient d'une telle protection contrairement à ceux se trouvant aux mains des rebelles, leur situation se révèle dans la majorité des cas très compliquée, en dépit du

³⁴ Roriane Pourol, «Des ennemis âgés de 15 ans», en ligne <<http://www.politics.fr/article1428.html>>.

³⁵ Isobel Mc Connan et Sarah Uppard, *Des enfants, Pas des soldats*, Londres, Alan Dingle et Brigid Mc Conville, 2002, aux pp.22-23.

fait que souvent ils doivent être traités selon les lois et traditions nationales. Dans ces conditions, il est difficile de savoir à quel régime appartiennent les enfants de 15 à 18 ans. C'est ce qui ressort des analyses du Rapporteur de la Commission III concernant le cas du Burundi où la nécessité de détenir séparément les enfants combattants de 16, 17 et 18 ans des adultes, était fonction des principes du droit interne, des traditions et coutumes nationales qui ne sont pas toujours faciles à cerner. Il est à noter que malgré toutes les diverses normes élaborées de 1949 à nos jours en vue de chercher à limiter voire éliminer ce phénomène d'enfants soldats, jusqu'à présent aucune mesure ou aucun mécanisme juridique concret et spécifique n'est encore envisagé aux fins de mieux cerner les problèmes issus de l'emprisonnement d'enfants soldats et de la mise en œuvre de leur responsabilité pénale pour crimes de droit international³⁶.

De ce qui précède, il y a lieu de préciser que nonobstant cette imprécision et cette insuffisance constatées à travers les normes existantes, il y a quand même dans le droit international d'importantes dispositions pouvant garantir dans une certaine mesure le respect des droits des enfants soldats, prisonniers de guerre ou non.

En ce qui concerne le Statut du TSSL, la question semble être plus claire tant sur le plan de traitement judiciaire que du point de vue d'application d'autres mécanismes extrajudiciaires, conformément aux règles de l'article 7³⁷. Donc, ces

³⁶ Emmanuel Fin, *La Protection de l'enfant prisonnier de guerre en droit international humanitaire* (mémoire), Montpellier, juristes sans frontières, juillet 2002, aux pp. 4-14, en ligne <www.juristessansfrontieres.org/index-cfm.9k>

³⁷ Voir le Statut du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, *Supra* note 15 concernant le texte final amendé de l'article 7 du Statut du Tribunal spécial, sur la compétence pour juger les mineurs de 15 ans stipulant que :

«[1. Le Tribunal n'a pas compétence pour juger les personnes âgées de moins de 15 ans au moment de la commission des faits allégués. Si une personne qui était âgée de plus de 15 ans et de moins de 18 ans à l'époque des faits qui lui sont reprochés comparaît devant le Tribunal, elle doit être traitée avec dignité et respect, en tenant compte de son jeune âge et de la nécessité de faciliter sa réinsertion et son reclassement dans la société et de lui permettre d'y jouer un rôle constructif, et conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, en particulier les droits de l'enfant.]

[2. Lorsqu'il juge un mineur délinquant, le Tribunal spécial assortit son jugement d'une ou plusieurs des mesures ci-après : placement, éducation surveillée, travail d'intérêt général, service de conseils, placement nourricier, programmes d'enseignement et de formation professionnelle,

éléments tirés de cet instrument international nous permettent de comprendre qu'effectivement les poursuites peuvent être intentées contre des enfants soldats en droit international, mais à condition que les garanties judiciaires internationales en matière de justice pour mineurs, particulièrement celles prévues dans l'article 40 de la CDE et les Règles de Beijing de 1985, soient respectées. Enfin, il est essentiel de signaler que les particularités des incriminations dans le cas des enfants soldats, c'est le fait qu'il existe des motifs d'irresponsabilité ou d'exonération en leur faveur, tels que : la démence, la contrainte, la drogue ou l'alcool, etc. En effet, il n'y a pas de responsabilité pénale si l'auteur est incapable de réfléchir et de comprendre la gravité de son acte, d'une part, et/ou n'a pas la capacité de subir ou supporter les conséquences des mesures judiciaires prononcées à son égard.

Toutefois, il est fondamental de préciser que le droit pénal n'a pas déclaré automatiquement irresponsables tous les délinquants mineurs. Au contraire, les principes du droit ont tendance à mettre l'accent sur la notion d'imputabilité pour déterminer si l'auteur de l'acte possédait le discernement nécessaire (intelligence) et le libre arbitre (volonté). En ce sens, le principe de la responsabilité pénale des mineurs est fonction non seulement de leur intelligence et volonté, mais également selon leur maturité et leur capacité d'agir³⁸. Donc, il est possible que des personnes âgées de moins de 18 ans soient reconnues coupables d'infraction, conformément à un statut pénal particulier pour les mineurs. Notons que ce principe a été réaffirmé par la loi no 2002-1138 du 9 septembre 2002, reprenant l'article 122-8 du Code pénal français³⁹ dans sa rédaction initiale, disposant : «Les mineurs capables de discernement sont pénalement responsables des crimes, délits ou contraventions dont ils ont été reconnus coupables, dans des conditions fixée par une loi particulière qui détermine les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation dont

établissements scolaires agréés et, le cas échéant, tout programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, ou programme des organismes de protection des enfants.])»

³⁸ Xavier Pin, *Droit pénal général*, Paris, Dalloz, 2005, aux pp. 182-183.

³⁹ *Code pénal*, 102^e édition, Paris, Dalloz, 2005, art. 122.8.

ils peuvent faire l'objet»⁴⁰. Et de plus, cette même loi se réfère au # 45-174 de l'Ordonnance du 2 février 1945 pour ajouter : «détermine également les sanctions éducatives qui peuvent être prononcées à l'encontre des mineurs de dix à dix-huit ans ainsi que les peines auxquelles peuvent être condamnés les mineurs de treize à dix-huit ans, et tenant compte de l'atténuation de responsabilité dont ils bénéficient en raison de leur âge»⁴¹. En résumé, on peut déduire que le droit pénal général met l'emphase sur deux catégories : les mineurs non capables de discernement (irresponsables) et ceux qui sont capables de discernement, et qui sont, par conséquent, soumis à une responsabilité atténuée à cause de leur âge (excuse atténuante de minorité).

1.2.3- Les limites de la protection des enfants soldats de 15 à 18 ans, victimes et bourreaux : les faiblesses internes des normes de protection

Premièrement, les règles prescrites dans les deux PA de 1977 aux CG de 1949, peuvent être considérés comme étant capitales dans les efforts visant à protéger les enfants soldats en période de conflit armé. Cependant, ces instruments se révèlent en même temps trop flous quant à la tolérance du recrutement obligatoire des enfants de 15 à 18 ans, et indifférents par rapport au recrutement volontaire tant dans les Forces armées que dans les autres groupes armés. Donc, il n'y a pas comme tel une interdiction absolue du recrutement de tous les enfants de moins de 18 ans dans les groupes armés.

Deuxièmement, l'art 38 de la CDE, de par sa formulation non impérative, contrairement aux dispositions du PA I qui limitent la protection à la participation directe des enfants de moins de 15 ans par opposition à la protection directe et indirecte prévue au PA II, constitue pour beaucoup de secteurs, une régression ou un affaiblissement du DIH.

⁴⁰ À propos de cette loi, voir J. Castaignède, «La loi no 2002-1138 du 9 septembre 2002, un nouveau regard porté sur le droit pénal des mineurs», D. chron., aux pp. 179-182.

⁴¹ Voir Ch. Lazerges, «Fallait-il modifier l'Ordonnance no 45-174 du 2 février 1945?», Rev. Sc. Crim. (2003), aux pp. 172 à 174.

Cette critique se trouve également renforcée par la tolérance du recrutement obligatoire des personnes de 15 à 18 ans dans les Forces armées nationales et par le silence normatif par rapport au recrutement volontaire tant dans les Armées générales et autres groupes rebelles. Ainsi, tenant compte des contradictions entre les dispositions de la CDE concernant l'obligation d'accorder une protection spéciale à tout enfant de moins de 18 ans et d'agir en toutes circonstances dans le sens de leur intérêt supérieur, et le caractère limitatif de la protection accordée aux enfants soldats, plusieurs analystes pensent que cet instrument international, au lieu de contribuer à faire avancer le droit international, est plutôt comme un obstacle à son évolution⁴².

Troisièmement, le Protocole facultatif relatif à la CDE concernant l'implication des enfants dans les conflits armés est conçu comme un moyen pour corriger cette ambiguïté et renforcer les normes existantes en la matière. Pourtant, malgré l'amélioration que représente cette Norme en ce qui concerne le relèvement de l'âge minimum d'engagement militaire à 18 ans, de même que le caractère beaucoup plus exhaustif et global de l'interdiction de toutes les formes de conscription et d'utilisation d'enfants soldats, cet instrument reste limité sur le plan pratique, puisque c'est un Protocole facultatif, assujéti à la volonté des États par opposition à un Protocole Additionnel créant des obligations à l'égard de toutes les parties contractantes. Un autre aspect fondamental à souligner c'est que ce Protocole facultatif de 2000 est aussi en retrait par rapport au PAII de 1977, du fait de ne pas interdire absolument le recrutement des enfants de moins de 15 ans et leur laisser la possibilité de prendre part aux hostilités de manière volontaire et indirecte dans les rangs des Forces armées nationales⁴³.

⁴² Voir surtout CREDHO, «L'interdiction de recruter des enfants soldats» par Céline Renault, sous la direction de Paul Tavernier (1999-2000), aux pp. 1-4, en ligne : <http://www.credho.org/credho/membres/renautmem.htm>.

⁴³ *Ibid.*

1.3- L'âge d'enrôlement et l'âge de la responsabilité ou d'irresponsabilité pénale des enfants soldats

Les normes relatives à la responsabilité pénale des mineurs, au régime procédural particulier qui leur serait appropriée, de même que celles relatives aux types de peines qui leur seraient applicables, ont toujours fait l'objet de vifs débats en droit national et international.

En France, par exemple, dans l'Ordonnance du 2 février 1945 ainsi que de la loi Perben du 9 septembre 2002 sur la justice pénale des mineurs, il est précisé que, dans tous les cas de détermination de la responsabilité pénale des mineurs, l'accent est mis tant sur la notion de discernement (comprendre) et/ou de maîtrise de ses comportements (volonté), que sur celle de leur aptitude à subir un traitement coercitif ou une sanction pénale⁴⁴. La question relative à la responsabilité pénale des mineurs est de façon globale traitée au niveau des législations nationales, vu qu'il n'existe pas en droit international d'âge légal minimal de la responsabilité⁴⁵. Soulignons qu'au sujet de la minorité, il y a de nombreux débats visant à analyser si vraiment l'âge est une cause d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité? La conclusion c'est que l'âge n'est une cause d'irresponsabilité que s'il est la cause d'un trouble mental. Ainsi, dans le cas d'un enfant ou adolescent ayant commis matériellement une infraction, il est essentiel de considérer son degré de discernement pour pouvoir déterminer sa capacité de comprendre la portée de son forfait de même que sa nature répréhensible d'après les prescrits des lois pénales en vigueur dans la société en question⁴⁶.

⁴⁴ Laurent Gebler et Ivan Guitz, *Le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs*, Groupe Liaisons SA, Paris, ASH, 2004, aux pp. 25-27.

⁴⁵ Voir le Grand Larousse encyclopédique en dix volumes, tome 9, Librairie Larousse, Paris, 1964 : «La répression pénale ne peut s'exercer qu'à l'égard des personnes responsables. Le législateur, adoptant une attitude de neutralité à l'égard du problème du libre arbitre, discuté par les philosophes, exige, pour engager la responsabilité, que l'acte visé ait été commis avec conscience et volonté», voir aussi le Dictionnaire encyclopédique Aristide Quillet, op. cit., à la p. 5839 : 1- «Pour les mineurs de 13 ans, il y a présomption d'irresponsabilité absolue, 2- Pour les mineurs de 13 à 18 ans, il y a présomption d'irresponsabilité non irréfragable : le juge peut prononcer une condamnation bénéficiant de l'excuse atténuante de minorité».

⁴⁶ Harald Renout, *Droit pénal général*, Orleans, Éditions Paradigme, 2005, aux pp. 215-216.

En Europe, comme c'est le cas partout à travers le monde, l'âge de la responsabilité pénale (âge à partir duquel les mineurs peuvent être considérés comme ayant la capacité intellectuelle et morale pour être responsable des infractions qu'ils commettent et être soumis à un système pénal spécifique), fait l'objet de nombreuses variations dans les différents pays. C'est en ce sens qu'il y a lieu de remarquer que cette notion peut donner lieu à une irresponsabilité absolue dans certains pays et relative dans d'autres, bien que dans la majorité des cas les instances judiciaires cherchent de plus en plus à prioriser des mesures socio-éducatives et disciplinaires sur des sanctions pénales. Absolue, puisque dans des pays tels que : l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Espagne, le Portugal et la Suisse, le mineur n'ayant pas atteint l'âge de la responsabilité pénale ne peut en aucun cas être déclaré coupable ou responsable d'une infraction à la loi pénale. Relative, car, dans les autres pays du continent, il est de présomption, qu'une personne n'ayant pas encore atteint l'âge de la majorité pénale, est irresponsable, cependant, à partir de l'âge qui précède celui de la majorité pénale (7 à 12 ans le plus souvent), sa responsabilité est susceptible d'être mise en œuvre dans des conditions bien déterminées prévues par les lois pénales en la matière⁴⁷. Notons que ces mêmes types de variations dans la fixation de l'âge de la responsabilité pénale sont aussi très remarquables dans beaucoup d'autres systèmes de justice pénale, particulièrement dans les pays issus des deux grandes familles juridiques (anglo-saxone et romano-germanique). C'est ainsi que dans des ex-colonies britanniques, telles : l'Afrique du sud, le Zimbabwe et le Bangladesh, décident de fixer à 7 ans, l'âge la responsabilité pénale, alors que dans presque tous les pays rattachés à la tradition de droit civil, cet âge est fixé à 13 ans. Mais en résumé, il faut souligner que pour quelque soit le système juridique considéré, les débats relatifs l'âge de la minorité ou de la majorité gravitent autour de deux grandes conceptions : celle qui veut que les mineurs soient punis à partir d'un certain âge minimum, et celle qui les exempte du droit pénal au bénéfice de simples mesures de

⁴⁷ Sénat, «La responsabilité pénale des mineurs», en ligne : Sénat <http://www.senat.fr/lc/lc52_mono.html>.

sûreté ou socio-éducatives⁴⁸. Donc, étant donné que la responsabilité pénale du mineur résulte, de façon générale, de sa capacité de discernement, l'âge de la majorité pénale restera, jusqu'à nouvel ordre, très variable et sous la dépendance essentielle de la maturité et de la personnalité du mineur, de même que des circonstances de perpétration de l'acte criminel⁴⁹.

Au plan de la répression des crimes internationaux perpétrés par des enfants soldats, la situation est à la fois chaotique et problématique.

Tout d'abord, le droit international ne se préoccupe pas directement de leur sort au plan pénal. Le traitement de ces cas relève des systèmes de justice nationaux. Le principal message du droit pénal international face aux crimes internationaux peut se résumer à la lutte contre l'impunité et donc à la répression. L'obligation générale de réprimer les auteurs de crimes graves contre l'humanité ne fait pas de distinction quant à l'âge de la responsabilité.

Le traitement des enfants soldats suspectés de crimes internationaux varie selon les systèmes pénaux qui souvent les traitent comme des criminels adultes.

D'où l'importance des recommandations du Comité des droits de l'enfant exigeant que lui soit fournis des renseignements sur « la responsabilité pénale des enfants pour les crimes qu'ils ont pu commettre lorsqu'ils faisaient partie des groupes ou des forces armés et la procédure judiciaire applicable, ainsi que les garanties destinées à assurer le respect des droits de l'enfant »⁵⁰.

En effet, le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs est durant les deux dernières décennies l'une des problématiques les plus débattues au sein des ONG et des organisations internationales, notamment dans le cas des enfants soldats, auteurs de crimes internationaux graves. Notons que de nombreux chercheurs (Naïri Arzoumanian et Francesca Pizzutelli, Catherine Denis, etc.) ont déjà réalisé des

⁴⁸ Jean Pradel, *Droit pénal comparé*, droit privé, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2002, aux pp.738-739.

⁴⁹ *Supra*, note 44, à la p. 217.

⁵⁰ Comité des droits de l'enfant, *Directives concernant les rapports initiaux que les Etats parties doivent présenter conformément au paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, CRC/P/AC/ (14 novembre 2001).

études soulignant le caractère délicat de ce dilemme, vu qu'ils sont en même temps «victimes et bourreaux», et à cause de la nature immorale, irrégulière et illégale de leur conscription et de leur enrôlement dans les conflits. À ce sujet, beaucoup d'experts et institutions signalent le caractère grossier, injuste et inapproprié des procédures pénales traditionnelles appliquées dans les poursuites pénales engagées contre les délinquants adultes dans le cas des enfants en général, et des enfants soldats en particulier. D'où le point de vue de Van Guerten pensant qu'il n'est pas possible de juger les enfants soldats, du fait qu'ils ont été forcés, drogués, violés, d'une part, et que pour sauver leur vie, ils ont été dans beaucoup de cas contraints de tuer leurs propres parents et amis d'autre part. Donc, une telle attitude de la communauté internationale à leur égard équivaldrait à une double victimisation⁵¹.

En ce qui concerne l'âge d'engagement militaire soit dans les armées régulières ou dans d'autres groupes rebelles ou paramilitaires, la situation est également très problématique. En effet, jusqu'à maintenant, il n'existe pas dans les normes de droit international fixant un âge précis d'engagement militaire universellement reconnu. Car, malgré les avancées réalisées avec l'adoption de la Convention # 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (1999), la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1999) et le Protocole facultatif relatif à la CDE se rapportant à l'implication des enfants dans les conflits armés (2000), au sujet du relèvement de l'âge minimum d'enrôlement de 15 à 18 ans, de nombreux pays se référant à l'article 38 de la CDE, et aux dispositions des deux PA de 1977 reconnaissant la possibilité de fixer l'âge minimum à 15 ans, continuent de recruter et enrôler des jeunes de moins de 18 ans dans leurs Forces armées. Ainsi, une telle confusion entre les normes de droit international humanitaire, de droit international des droits de l'homme, de droit international pénal et de droit pénal international, a rendu de plus en plus complexe la problématique de protection et de

⁵¹ Johana Van Guerten, «Pas d'enfants soldats à la barre : Juger les enfants soldats?» (Vendredi 13 octobre 2000), par Roch Sonnet, Freetown, aux pp. 1-2, en ligne : Afrik.com <<http://www.afrik.com/article1216.html>>.

traitement de la responsabilité des enfants soldats ayant commis des crimes horribles au cours des hostilités.

Conclusions ou observations intérimaires

Les analyses faites à travers la première section du premier chapitre nous ont permis de dégager les forces et faiblesses de la normativité internationale en matière de protection des enfants dans les conflits armés.

Tout d'abord, la protection de cette population vulnérable constituée normalement d'enfants soldats tend non seulement à favoriser leur prise en charge par les responsables adultes (militaires ou rebelles) pendant le déroulement des hostilités (les soustraire du conflit), mais aussi à promouvoir, de façon totale ou partielle, le principe de l'interdiction du recrutement de toutes les personnes âgées de moins de 18 ans.

Ensuite, le développement des questions relatives au statut de ce type de combattants aboutit au fait que le recrutement des enfants de moins de 15 ans comme soldats est selon le droit international un acte illégal qualifié de crime international. En ce sens, les progrès réalisés par le droit international en matière de répression des adultes recruteurs d'enfants soldats se révèlent très significatifs pour garantir le respect des droits fondamentaux de ces derniers.

Toutefois, il est à rappeler que ces mineurs, nonobstant leur condition vulnérable en tant que victimes, sont dans de nombreux cas identifiés comme des criminels dangereux ayant commis des infractions internationales graves à l'endroit de leur population. Cette réalité qui se révèle très délicate constitue une problématique difficile à résoudre pour la communauté internationale, puisque, d'un côté, il faut protéger ces enfants victimes, de l'autre, se pose le problème de la détermination de leur degré de responsabilité pénale en qualité d'acteurs.

Enfin, les contradictions qui existent dans les normes de protection des enfants dans les conflits armés, notamment en matière de l'âge d'enrôlement et de celui de la

responsabilité pénale, surtout dans le cas des catégories de 15 à 18 ans, font que les structures nationales et internationales de traitement des enfants soldats présentent de grandes failles dans leur mode de fonctionnement.

Qu'en est-il du cadre juridique et du traitement judiciaire de la responsabilité pénale des enfants soldats?

Section 2.- Le cadre juridique de la responsabilité pénale des enfants soldats

2.1- Fondements juridiques du principe de la responsabilité pénale individuelle en droit international

Selon le dictionnaire encyclopédique Quillet, la responsabilité pénale s'entend : «l'obligation pour un individu de subir une peine en raison de l'infraction qu'il a commise au regard de la loi pénale»⁵². C'est en ce sens que Beziz-Ayache précise : «un individu pénalement responsable doit subir les conséquences de l'infraction qu'il a réalisée. Encore faut-il : qu'il ait commis une faute ou un manquement à un devoir : il doit être coupable; que cette faute ou ce manquement puisse lui être imputable ce qui suppose discernement et liberté au moment des faits»⁵³. Toutefois, il est important de souligner qu'il existe plusieurs types de responsabilité pénale : la responsabilité du fait personnel (individuelle), la responsabilité pénale des dirigeants (du fait personnel ou du fait d'autrui), la responsabilité pénale des personnes morales, etc⁵⁴.

Dans le cadre de ce développement, il est question de se concentrer surtout sur la notion de la responsabilité personnelle en tant que principe fondamental de la

⁵² Aristide Quillet, *Dictionnaire encyclopédique*, PR-STA, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1970, à la p. 5838.

⁵³ Annie Beziz-Ayache, *Dictionnaire de droit pénal général et de procédure pénale*, Paris, Ellipses, 2001, à la p. 64.

⁵⁴ *Supra* note 44, aux pp. 161-174.

justice pénale en général. C'est dans cette perspective que les juridictions pénales nationales ont toujours à réaffirmer l'importance et le poids de ce grand principe. Tel est le cas de la France où la Cour de Cassation a toujours réaffirmé sans équivoque que «la responsabilité pénale ne peut résulter que du fait personnel»⁵⁵, ou que «nul n'est passible de peines qu'à raison de son fait personnel»⁵⁶.

En effet, la responsabilité pénale repose sur deux concepts distincts mais essentiels : la culpabilité et l'imputabilité.

Si pour être responsable pénalement, l'auteur d'un acte criminel doit avoir commis une faute (culpabilité), encore faut-il que son acte puisse lui être imputable, c'est-à-dire que son acte soit volontaire. Un acte volontaire implique que son auteur a la capacité de discernement et le libre-arbitre.

En droit pénal, les principales causes qui affectent le discernement sont les troubles mentaux ou l'imaturité de l'âge (la minorité). Tandis que celles qui affectent la liberté (libre-arbitre) relèvent de la contrainte ou de la nécessité.

Dans le cas des enfants soldats, la question de l'imputabilité du crime peut donc se heurter soit à l'absence de discernement chez les plus jeunes, soit même à l'absence de liberté, lorsqu'il y a contrainte exercée par des adultes ou un groupe (contrainte résultant du recrutement, de la discipline militaire, etc...).

En ce qui concerne la faculté de discernement des enfants, s'il est généralement admis que les très jeunes de moins de sept (7) ans sont considérés comme incapables et donc non imputables (non-responsabilité pénale de la minorité), la situation est moins claire pour les jeunes de 7 à 18 ans. Certains droits nationaux étendent l'incapacité pénale des mineurs jusqu'à 12, 14 voire 16 ans. La minorité ainsi entendue est une cause absolue de non-responsabilité pénale en raison de l'âge.

Pour d'autres droits nationaux laissant au juge le soin d'apprécier la capacité

⁵⁵ Cassation criminelle du 16 décembre 1948, Bull. crim. no 291.

⁵⁶ Cassation criminelle du 28 février 1956, JCP 1956, II, 9304, note de Lestaing).

de discernement chez les jeunes du groupe de 7 à 12 ans, la minorité est alors une cause relative de non-responsabilité.

Enfin, au-delà de la question de l'âge de responsabilité, rappelons que le développement intellectuel et moral des jeunes, même s'il peut être suffisant pour entraîner la responsabilité pénale (particulièrement pour les 15 à 18 ans), est un facteur qui justifie un traitement spécial au plan judiciaire et pénologique à travers la justice des mineurs.

Donc, nous pouvons avancer que ce type de délinquant, bien qu'il se croie libre et lucide, ne peut être pris de façon globale pour responsable objectivement, puisque son sentiment de responsabilité subjective ne correspond pas toujours à la réalité⁵⁷.

Notons qu'en droit international, chaque individu, encourt une responsabilité pénale personnelle pour les infractions graves du droit international humanitaire (DIH) dont il s'est rendu coupable. En effet, la responsabilité pénale internationale (individuelle) se définit comme étant : «une règle du droit international aux termes de laquelle tout auteur d'un fait qui constitue une infraction internationale est responsable de ce chef et est passible d'un châtement qui est prononcé, selon le cas, par un tribunal interne ou une juridiction pénale internationale»⁵⁸. Rappelons que la responsabilité pénale individuelle existe à chaque fois qu'une personne décide, soit de manière intentionnelle, soit en connaissance de cause ou par négligence, de commettre des infractions aux lois pénales existantes⁵⁹.

En principe rien ne s'oppose à l'attribution d'une responsabilité pénale à un mineur ayant la capacité de discernement. Dans ce domaine, il faut l'admettre, le droit pénal international est à peu près silencieux. Dans le cas des crimes internationaux les plus graves, sauf l'exception notable du Tribunal spécial pour la

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Anne-Marie La Rosa, *Dictionnaire de droit international pénal*, Paris, PUF, 1998, à la p. 93.

⁵⁹ Chérif Bassiouni, *Introduction au droit pénal international*, Bruxelles, Bruylant, 2002, à la p. 40.

Sierra Leone, les Statuts des instances judiciaires internationales ne donnent aucune indication claire sur les cas d'irresponsabilité pénale pour cause de minorité. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces Statuts optent plutôt pour limiter leur compétence juridictionnelle aux seuls adultes.

La conséquence de cette situation est que dans le cadre des juridictions nationales, il faut s'en remettre entièrement d'une part aux solutions très diverses des droits nationaux quant à l'âge de la responsabilité pénale, et d'autre part aux quelques indications des instruments internationaux concernant la justice pour les mineurs.

Ceci est une lacune grave du droit international, car les règles nationales de responsabilité des mineurs n'ont pas été élaborées à l'égard des circonstances particulièrement aggravantes des crimes internationaux.

En d'autres termes, une personne mineure (et à quel âge?) peut-elle être accusée d'un tel crime? Cette question fondamentale qui relève à la fois de la morale et de la psychologie, n'a jamais, à notre connaissance, été posée clairement par le droit international à l'égard de la responsabilité des mineurs pour les crimes les plus graves contre l'humanité.

Certes les réponses des droits nationaux à l'égard des mineurs varient d'un État à l'autre, mais elles concernent traditionnellement les crimes de droit commun.

Dans ces droits nationaux, la responsabilité pénale individuelle des personnes de moins de 18 ans connaît à divers degrés des limites.

Tout d'abord, celle de l'âge qui est souvent reconnue comme une incapacité fondamentale ou comme une cause d'irresponsabilité dont le seuil peut évidemment varier.

À cet égard, on peut s'étonner du silence du Statut de Rome sur cette cause d'irresponsabilité, alors que l'article prévoit comme motifs d'exonération de la

responsabilité pénale, la maladie ou la déficience mentale et même l'intoxication.

En principe donc un mineur peut engager sa responsabilité pénale individuelle pour un crime international. Pour un combattant, cette responsabilité est engagée même s'il a agi en exécution d'un ordre supérieur⁶⁰. Ce principe a été affirmé de façon expresse dans certains instruments internationaux⁶¹.

Il est à souligner que dans le droit international, la responsabilité pénale individuelle, constitue le principal fondement de toute forme de poursuite pénale à l'endroit de tous ceux ayant perpétré une infraction internationale.

Pour l'enfant soldat, ces règles générales ne tiennent pas compte de sa vulnérabilité ou des conditions de son enrôlement.

Les modalités de la participation criminelle énoncée par le paragraphe 3 de l'article 25 du Statut de la CPI⁶² permettent d'ouvrir les champs d'application de la responsabilité pénale individuelle des mineurs à tous les cas de figure qui y sont décrits.

Signalons que l'article 25 (3) prévoit pourtant la situation de l'instrumentation

⁶⁰ Françoise Bouchet-Saulnier, *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, 2^e éd., Paris, La Découverte & Syros, 2000, à la p. 402.

⁶¹ Voir *Les Conventions de Genève de 1949*, notamment dans les articles 49, 50 et 146 respectivement des Conventions I, II et IV. Voir aussi les articles 6 et 5 respectivement des Statuts des TPIY et TPIR, de même que l'article 25-1 du Statut Rome, *supra* note 29 au sujet de la responsabilité pénale individuelle

⁶² Ibid., voir le paragraphe 3 : «Une personne est individuellement responsable d'un crime relevant de la compétence de la Cour dans huit hypothèses à savoir, si elle commet un tel crime, individuellement ou conjointement avec une autre personne ou par l'intermédiaire d'une autre personne, que cette personne soit ou non pénalement responsable ;

- ordonne, sollicite ou encourage la commission d'un tel crime, dès lors qu'il y a commission ou tentative de commission de ce crime ;
- apporte son aide, son concours ou toute autre forme d'assistance à la commission ou à la tentative de commission de ce crime, y compris en fournissant les moyens de cette commission ;
- contribue de toute autre manière à la commission ou à la tentative de commission d'un tel crime par un groupe de personne agissant de concert ;
- en ce qui concerne le crime de génocide incite directement et publiquement, autrui à le commettre ;
- tente de commettre un tel crime sans un désistement volontaire».

du mineur, puisqu'une personne peut commettre un crime international par l'intermédiaire d'une autre personne, que cette autre personne soit ou non pénalement responsable.

Il faut rappeler que, dans la réalité, les divers rapports élaborés de même que les multiples témoignages recueillis, ont prouvé, à divers degrés, la participation directe ou indirecte des mineurs dans la perpétration des crimes graves pendant le déroulement des hostilités.

En effet, les analyses relatives à la détermination de la responsabilité pénale des enfants en général et des enfants soldats en particulier, gravitent, dans la majorité des cas, autour des débats sur la question de la protection de l'enfant pendant les conflits armés et celle de la problématique du seuil de l'âge d'engagement militaire et de la majorité pénale. Si dans presque tous les pays, l'âge de la majorité civile est fixé au moins à 18 ans, celui de l'engagement et de la majorité pénale est dans de nombreux cas, fixé à moins de 18 ans⁶³. Et vu l'inexistence de normes cohérentes, universelles et impératives en la matière, on a enregistré dans plusieurs pays (République démocratique du Congo, Chine, Ouganda, etc.), beaucoup de jugements d'enfants (soldats) à l'instar des délinquants adultes. Qu'en est-il de la protection générale et spéciale des enfants dans les conflits armés dans les normes internationales en vigueur ?

D'abord, les deux Protocole Additionnels (PA) de 1977 constituent les premiers instruments de droit international à se pencher sur la participation des enfants dans les hostilités en cas de guerre. Aux termes de l'art 77 du PA I, les États sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire toute participation directe des enfants de moins de 15 ans. Il est prévu également de manière expresse, la prohibition de leur recrutement dans les Forces armées nationales d'une part, et encourage toutes les parties concernées à accorder la priorité

⁶³ Voir l'article 26 du Statut de Rome de la CPI relatif à la fixation de la majorité pénale à 18 ans.

aux plus âgés parmi ceux de 15 à 18 ans au cas où leur incorporation est autorisée par les législations internes d'autre part. Quant au PA II, il est posé dans la formulation de l'art 4.3 c) de façon beaucoup plus stricte l'interdiction du recrutement ainsi que toute forme de participation directe ou indirecte aux hostilités des enfants de moins de 15ans. Ainsi, les enfants de 15 à 18 ans participant directement au déroulement des hostilités se voient-ils reconnaître en cas de conflit armé international la qualité de combattants, contrairement aux personnes civiles, et peuvent bénéficier, en cas de capture, du statut de prisonnier de guerre au suivant la CG III. En outre, les PA prévoient que les enfants combattants de moins de 15 ans ont non seulement droit à un traitement privilégié, mais aussi continuent de jouir de la protection spéciale accordée par le DIH à travers les arts 77.3 et 4.3 c) respectivement du PA I et du PA II. Donc, de ce qui précède, on peut déduire que les adolescents âgés de 15 à 18 ans peuvent participer aux combats, et par ricochet être considérés comme des soldats à part entière pouvant être obligés de subir les conséquences résultant des poursuites pénales, au même titre que des combattants adultes.

2.1.1- Les seuils de la minorité pénale en droit international et national

Les seuils de la minorité et de la majorité pénale s'entendent les différentes limites d'âge permettant aux autorités judiciaires de déterminer les divers degrés de responsabilité ou d'irresponsabilité pénale d'un enfant se trouvant dans l'obligation de se présenter devant le tribunal pour répondre de ses forfaits. Puisque, dans tout système pénal, les enfants, au-dessous d'un certain âge, sont généralement considérés comme étant trop jeunes pour être tenus responsables des infractions commises en violation du droit pénal en vigueur. D'où les raisons pour lesquelles, la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) a appelé tous les pays à «établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale». Cependant, compte tenu du fait que cet âge n'a pas été précisé dans les dispositions de cette norme, il revient à chaque pays de mettre en

œuvre cette exigence en fonction de son propre système juridique. Ce qui a donné naissance à de nombreuses variations en droit pénal international et national. En outre, les normes internationales, notamment les Règles de Beijing recommandent de tenir compte de la maturité émotionnelle, mentale et intellectuelle, pour déterminer le seuil de la responsabilité pénale, tout en évitant de le fixer trop bas, alors que le Comité des droits de l'enfant a, de son côté, recommandé à tous les États de prioriser l'intérêt supérieur de l'enfant pour fixer cet âge. En voici quelques exemples pratiques de fixation de l'âge de la responsabilité pénale :

- Aux Etats-Unis, l'âge la responsabilité pénale est déterminé par chaque État. Mais jusqu'à date, il y en a seulement 13 ayant fixé un âge minimum, qui varie entre 6 et 12 ans, alors que presque tous les autres continuent d'évoluer suivant les règles de la "common law" reconnaissant que la présomption d'irresponsabilité dont bénéficie les mineurs âgés de 7 à 14 ans peut dans certaines circonstances être écartée.
- Au Japon, les jeunes de moins de moins de 20 ans doivent comparaître devant un tribunal familial au lieu d'une juridiction pénale.
- Dans tous les pays scandinaves, l'âge de la responsabilité pénale est fixé à 15 ans. Tandis que les adolescents âgés de 15 à 18 ans sont soumis à un système centré essentiellement sur des mesures socio-éducatives, vu que l'incarcération ne peut être envisagée qu'en dernier ressort.
- En Chine, les personnes âgées de 14 à 18 ans relèvent du système de la justice pour mineurs, ce qui n'exclut pas toutefois qu'on prononce à leur rencontre des peines pour adultes comme l'emprisonnement à perpétuité pour des crimes extrêmement graves.
- Dans bon nombre de pays latino-Américains, il y a des réformes en cours en ce qui a trait aux législations et aux mécanismes judiciaires applicables aux mineurs. Par exemple, le Brésil, la Colombie et le Pérou ont fixé à 18 ans

l'âge de la majorité pénale; toutefois, entre 12 et 18 ans, les mineurs doivent être responsables de leurs forfaits, et par conséquent relèvent d'un système pénal spécial⁶⁴.

Donc, toutes ces divergences prouvent qu'il n'existe pas de consensus international en la matière, et qu'à cause de la fixation de l'âge à un niveau trop bas, les exigences des instances internationales liées à la nécessité de placer en primauté l'intérêt supérieur de l'enfant ne sont pas souvent respectées convenablement. Soulignons que cette même incohérence existe aussi au niveau national concernant les différents types de majorité. C'est ainsi que dans le cas de la Sierra Leone, le Comité des droits de l'enfant, après avoir constaté que la majorité citoyenne et en éducation était fixée à 21 ans respectivement d'une loi de 1973; alors que la législation visant à prévenir les actes de cruauté à l'endroit des enfants définit l'«enfant» comme toute personne âgée de moins de 16 ans, avait recommandé à l'État d'adopter une législation nationale visant à uniformiser la définition de l'enfant et à fixer l'âge de la majorité à 18 ans. Cette décision pourrait faciliter la solution de la problématique relative à l'âge minimum du mariage, de la conscription et de l'enrôlement dans les forces armées, et surtout celui de la responsabilité pénale qui était jusque là fixé à 10 ans⁶⁵.

Alors qu'il n'existe pas d'âge international pour la majorité, le Statut de la CPI a non seulement précisé les conditions dans lesquelles la responsabilité pénale individuelle peut être engagée, mais aussi a écarté sa compétence pour toutes les personnes de moins de 18 ans⁶⁶. Cette situation a créé une certaine confusion, compte tenu des autres normes internationales antérieures, notamment les quatre

⁶⁴ UNICEF, *Les progrès des Nations-Unies en 1997 : À quel âge est-on criminel ?* En ligne : UNICEF < <http://www.unicef.org/french/pon97/pon056a.htm> >.

⁶⁵ Convention relative aux droits de l'enfant, Vingt-troisième session, *Observations finales du Comité des droits de l'enfant : Sierra Leone*. 24/02/2000, CRC/C/15/Add.116. (Concluding Observations/Comments), au par. D.2, points 22-28 sur la définition de l'enfant.

⁶⁶ Voir les articles 25 et 26 du *Statut de la CPI*, UN Doc. A/CONF.183/9, 17 juillet 1998 (ci-après «Statut de la CPI»).

Conventions de Genève (CG) de 1949 et leurs deux Protocoles Additionnels de 1977⁶⁷, la CDE et son Protocole facultatif à la CDE relatif à l'implication des enfants dans les conflits armés, la Convention # 182 de l'OIT concernant les pires formes du travail des enfants⁶⁸, ainsi que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. En outre, il y a de grandes variations entre les législations nationales dont certaines prévoient que des enfants n'ayant que 10 ans peuvent être l'objet de poursuites pénales. Soulignons que ce problème de manque de cohérence entre le droit international et les droits internes des États fait que de nombreux enfants de moins de 18 ans, voire d'à peine 10 ans, pourraient éventuellement être reconnus coupables de crimes internationaux suite à leur procès devant des juridictions nationales⁶⁹. Tout ceci permet de comprendre que nonobstant le poids de l'âge dans l'application des règles de procédure pénale, le système pénal applicable dans le cas des mineurs met en évidence certains autres variables tels que : l'existence d'une législation spéciale axée sur les droits de l'enfant, et tendant à définir les conditions d'applicabilité des mesures punitives, et/ou socioéducatives; la mise en place de juridictions et de centres de détention destinés à garantir un traitement spécifique aux enfants, conformément aux normes du droit international des droits de l'homme en vigueur. Car, en absence de telles exigences, les enfants risquent d'être jugés ou détenus selon les mêmes procédures applicables aux adultes, dans des conditions inhumaines, injustes et illégales⁷⁰.

En effet, pendant le déroulement d'un conflit armé, ce sont les dispositions des normes de droit international des droits de l'homme (DIDH) ainsi que de DIH susmentionnées qui fixent les mécanismes de prévention, de protection spéciale, d'interdiction du recrutement et de la participation des enfants aux hostilités, de

⁶⁷Voir les quatre Conventions de Genève de 1949, *Supra* note 22.

⁶⁸Voir *Convention #182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*, 17 juin 1999 (OIT # 182), 38 I.L.M. 1207 (1999).

⁶⁹T.M.C, Les ateliers parallèles, «La responsabilité pénale des mineurs», (18 mars 2005), en ligne <http://www.ambafrance-n.org/IMG/pdf/20050319_CPI_AP-pdf>.

⁷⁰UNICEF, *Les progrès des Nations-Unies en 1997*, *supra* note 54.

même que les différentes catégories de personnes, y compris les enfants pouvant être tenus responsables pour crimes graves de droit international. Cependant, dans la majorité des instruments internationaux et suivant les pratiques nationales et internationales du traitement de la responsabilité pénale en cas de conflit armé, les enfants soldats de moins de 15 ans bénéficient d'un certain régime de protection tant comme victimes que comme bourreaux, alors que ceux qui sont âgés de 15 à 18 ans, sont généralement négligés, sous prétexte qu'ils auraient perdu la protection spéciale prévue en faveur de tous les enfants, du fait de leur statut de combattants à part entière⁷¹. La situation en Sierra Leone a permis de souligner à quel point il convenait d'examiner plus sérieusement la façon dont les enfants impliqués dans des conflits armés, des violences internes ou autres situations militarisées sont traités par les systèmes judiciaires nationaux. En ce sens, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, dans ses recommandations sur la mise en application des dispositions du Protocole facultatif relatif à la CDE concernant l'implication des enfants dans les conflits armés, a exigé que lui soient fournis des renseignements sur «la responsabilité des enfants pour les crimes qu'ils ont pu commettre lorsqu'ils faisaient partie des groupes ou des forces armées et la procédure judiciaire applicable, ainsi que les garanties destinées à assurer le respect des droits de l'enfant»⁷².

2.2- Les incidences des normes du DIH et du DIDH sur le DPI (question de qualification juridique des enfants soldats) dans tous les cas de traitement de la responsabilité pénale internationale

D'une manière générale, les enfants soldats se trouvent positionnés au carrefour de plusieurs domaines du droit international, particulièrement le DIH, le DIDH, et le DPI. Dans ces conditions, ils sont souvent victimes du jeu d'influence

⁷¹ Infra sous-section 1.2.3, aux pp. 24-25.

⁷² Comité des droits de l'enfant, *Directives concernant les rapports initiaux que les États parties doivent présenter conformément au PFIECA : 14/11/2001, CRC/OP/AC/1. (Basic Reference Document)*, art. 6, par. 3 al. F.

qui se fait entre les différentes normes et pratiques des diverses branches du système juridique international, notamment l'influence des normes du DIH et du DIDH sur le DPI. Cette situation pose souvent de sérieux problèmes concernant la qualification juridique de ces derniers. Ainsi, il devient difficile de déterminer à quel moment il faut d'office considérer un enfant soldat comme responsable de son forfait en fonction de son âge, et quand il doit être automatiquement exonéré de toute responsabilité pénale.

En effet, le phénomène de l'utilisation des enfants soldats est généralement accepté comme une situation illégale et immorale. Mais, il existe de nombreuses confusions autour des diverses catégories d'âge. En effet, de zéro à quinze ans, les enfants soldats sont considérés comme des mineurs qui sont victimes d'un crime de guerre et qui dans certains cas peuvent commettre eux-mêmes des crimes de guerre (ils sont à la fois victimes et bourreaux). Pourtant, en ce qui a trait à ceux âgés de quinze à dix-huit ans la situation est différente, puisque tant dans le droit international que dans les pratiques internationales, on a tendance à les considérer comme des jeunes soldats victimes d'un abus et non d'un crime de guerre. Donc, cette distinction entre les deux tranches d'âge constitue un problème non seulement pour la justice internationale mais aussi pour la justice nationale. De plus, notons que selon les règles de DIH, en particulier la CGI et les deux PA de 1977, l'âge est uniquement un facteur important pour accorder une protection privilégiée aux enfants soldats, mais n'est pas automatiquement un facteur d'irresponsabilité pénale prévu par le droit international. D'ailleurs, le statut de prisonnier de guerre d'un enfant soldat, qu'il soit âgé de moins de quinze ans ou de quinze à dix-huit ans, est, en règle générale, déterminé par le droit applicable à la captivité, malgré l'existence de certaines dispositions dans les instruments ci-dessus mentionnés. En d'autres termes, l'âge de l'enfant soldat prisonnier de guerre ou non constitue un motif d'atténuation de la peine et de traitement spécial⁷³.

⁷³ Fin, *supra* note 35, aux pp. 9-12.

2.3- Les efforts de la communauté internationale en vue de pallier l'incohérence et les difficultés d'application entre les normes internationales et les législations nationales en matière de protection et de traitement de la responsabilité pénale des mineurs

La communauté internationale a élaboré tout un arsenal d'instruments de nature contraignante et non contraignante dans le sens du renforcement des diverses stratégies juridiques et politiques concernant l'absolue nécessité de garantir une protection adéquate aux enfants dans des situations de conflit armé. Pourtant, à cause de l'absence d'une volonté politique suffisante, ainsi que d'un régime international d'application universelle de ces normes, on assiste à un déséquilibre entre ce progrès théorique dans l'élaboration et l'adoption des règles et leur matérialisation dans un cadre pratique (problème d'effectivité et d'efficacité des normes), notamment en ce qui a trait à la nécessité pour les gouvernants d'adopter des législations nationales intégrant les exigences normatives internationales d'une part, et de créer les conditions indispensables à leur application auprès des entités judiciaires internes, d'autre part.

En effet, les mesures les plus concrètes, visant à protéger les enfants des conflits armés, ont été envisagées durant la dernière décennie, notamment avec la nomination d'un représentant du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants soldats (M. Olara Otunnu), et les actions du Comité des droits de l'enfant, de l'UNICEF et d'autres experts à travers les ONG et les Organisations internationales. D'ailleurs, les progrès réalisés à partir de l'adoption de la Convention # 182 de l'OIT de 1999, du Statut de la CPI en 1998, de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant 1999, du Protocole facultatif à la CDE relatif à l'implication des enfants dans les conflits armés, de même que les nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité, particulièrement la résolution # 1379 du 20 novembre 2001 et celle du 25 juillet 2005, sont très significatifs dans les efforts destinés à sauvegarder et à

concrétiser le respect des droits de tous les enfants en général, et des enfants soldats en particulier. Notons qu'à travers la résolution # 1379, le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé aux États Membres de «mettre fin à l'impunité et de poursuivre les responsables de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et autres crimes abominables commis contre des enfants, d'exclure autant que possible ces crimes des mesures d'amnistie et des actes législatifs du même ordre, et de veiller à ce que les mécanismes de recherche de la vérité et réconciliation mis en place après les conflits s'occupent des abus graves dont les enfants ont été victimes»⁷⁴. Donc, les exigences de protection des enfants matière de conflit armé sont devenues de plus en plus impérieuses pour la communauté internationale. D'ailleurs, la résolution 1260 (1999) du Conseil de sécurité «souligne que tous les États sont tenus de mettre un terme à l'impunité et de poursuivre les responsables de violations graves des Conventions de Genève du 12 août 1949»⁷⁵.

Cependant, si en terme de protection il y a de grandes avancées, en ce qui a trait au régime de traitement judiciaire des enfants impliqués dans des violations graves des droits de la personne en qualité de victimes et de bourreaux à la fois, la situation reste et demeure compliquée. En ce sens, Rachel Brett (Représentante pour les droits de l'homme et les réfugiés au Bureau Quaker auprès des Nations Unies à Genève) a déclaré que : «le traitement des enfants et des mineurs, dans le cadre de la justice pour mineurs, peut concerner des jeunes dans des situations très différentes : les enfants recrutés légalement par les Forces armées d'un pays; les enfants impliqués dans des conflits armés internes ou internationaux; les enfants qui se rendent, sont démobilisés ou faits captifs pendant un conflit armé; les enfants qui sont impliqués dans des activités «terroristes» (ou considérés comme telles par ceux qui les dénoncent)». Ces recrues ou jeunes soldats sont soumis à un système judiciaire militaire, des sanctions et une discipline dont il conviendrait d'examiner la compatibilité avec les règles et normes internationales concernant la justice des

⁷⁴ Ayissi, *supra* note 18, aux pp. 5-17.

⁷⁵ Résolution du Conseil de sécurité S/RES/1260 (1999) du 25 août 1999.

mineurs⁷⁶. Enfin, il est fondamental de signaler que les plus grandes difficultés des enfants, en particulier ceux qui sont combattants, réside du fait que leur statut n'est pas clairement défini dans les normes internationales. Ce qui fait qu'à chaque fois qu'ils sont capturés par des forces d'opposition ou remis aux dirigeants étatiques, leurs droits fondamentaux ont continué d'être violés, tant dans les centres de détention que dans le cadre d'une procédure judiciaire inappropriée à leur cas. Ils sont dans de nombreux cas jetés en prison sans possibilité de jugement, tués ou maltraités, recyclés dans les rangs de la nouvelle puissance armée ou soumis à une discipline militaire des forces gouvernementales pour désertion quel que soit leur âge, etc...⁷⁷. Dans le cas de la Sierra Léone, cette même inquiétude a été signalée en ce qui concerne la question du traitement judiciaire des enfants. C'est pour cette raison que le Comité des droits, dans ses observations finales sur les droits de l'enfant en 2000, notamment vers la fin des hostilités, avait exprimé ses préoccupations concernant l'âge de la responsabilité pénale qui est fixé à 10 ans et par conséquent avait recommandé à l'État partie de relever cet âge minimum en vertu d'une révision de la législation nationale pour qu'elle soit conforme aux normes internationales y relatives⁷⁸.

Conclusions ou observations intérimaires

Le traitement de cette section portant le cadre juridique de la responsabilité pénale des enfants soldats nous donne l'occasion de faire deux grandes constatations au sujet de la justice pénale internationale et nationale.

Premièrement, les organes juridictionnels internationaux (notamment la CPI et les TPI) excluent leur compétence en matière de poursuites pénales des délinquants de moins de 18 ans ayant perpétré des crimes internationaux.

⁷⁶ Rachel Brett, «La question des enfants dans le cadre de la justice pour mineurs et la lutte contre le terrorisme», dans Forum du désarmement (Document des Nations Unies), *Les enfants et la sécurité*, Genève, 2002, à la p. 32.

⁷⁷ Mc Connan et Uppard, *supra* note 34, aux pp. 221-222.

⁷⁸ *Convention relative aux droits de l'enfant*, Vingt-troisième session, *supra* note 55, points # 28 et 29.

Deuxièmement, concernant le droit commun, la normativité internationale relative à la justice des mineurs, en particulier la CDE et les Règles minima de Beijing de 1985, a posé clairement les conditions générales de mise en œuvre de la responsabilité pénale des mineurs au niveau national. Cependant, vu les confusions qui existent entre les législations nationales, de même que l'incohérence du droit international, en ce qui a trait à l'âge de la majorité pénale et celui de la responsabilité pénale, la question de traitement judiciaire des enfants reste et demeure problématique.

Toutefois, on doit souligner que dans le Statut de Rome de la CPI, l'âge de la majorité pénale est implicitement fixé à 18 ans. De plus, dans les normes internationales sur la justice des mineurs, il est recommandé un traitement spécial de tous les infracteurs âgés de moins de 18 ans. Donc, on peut déduire que, malgré l'absence de consensus en droit national et international, il y a une certaine reconnaissance de la responsabilité pénale des mineurs, notamment en ce qui concerne ceux âgés de 15 à 18 ans, mais dans une logique différente de celle des adultes.

Par ailleurs, il est important de noter que ce développement a donné également la possibilité de mettre l'emphase, d'une part, sur les notions de culpabilité et d'imputabilité en matière de détermination de la responsabilité pénale des enfants soldats, et d'autre part, d'analyser la question du seuil de la minorité pénale au regard des deux grandes familles juridiques et d'autres familles juridiques ayant un caractère particulier (le système juridique chinois par exemple).

Ainsi, la vulnérabilité des mineurs de moins de 15 ans peut aboutir à une situation aigüe voire une incapacité pénale exigeant l'adoption de mesures de nature purement socio-éducative, tandis que celle des 15 à 18 ans peut être envisagée suivant une politique pénale, basée en même temps sur la contrainte, la rééducation et la réhabilitation sociale à partir d'un régime spécial.

CHAPITRE II : L'EXPÉRIENCE DE LA SIERRA LEONE DANS LE TRAITEMENT DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE INTERNATIONALE DES ENFANTS SOLDATS

La Sierra Leone ayant capitale Freetown est une ancienne colonie anglaise qui avait conquis son indépendance le 27 avril 1961.

Ce pays de 73326 kilomètres carrés de superficie a comme territoires limitrophes la Guinée et le Libéria, et fait partie des États ayant un gouvernement de type «République constitutionnelle». Pourtant, depuis la proclamation de l'indépendance jusqu'au début des années 1990, ce pays a connu une crise socio-économique et politique sans pareil, marquée par des coups d'État et des dictatures, notamment de 1968 à 1985 avec le règne de Siaka Stevens et de 1985 à 1992 avec celui du général Joseph Momoh.

De plus, il est essentiel de souligner que nonobstant certaines initiatives prises par ces dirigeants pour tenter de créer des structures de développement, la gabegie administrative, les contradictions sociales ainsi que la mauvaise gestion des richesses, en particulier des ressources minières (diamant), ont rendu la société de plus en plus instable. C'est ainsi qu'en 1991, le climat politique s'était empiré non seulement avec la persistance des problèmes internes de gouvernance, mais aussi à partir du moment où le président libérien, M. Charles Taylor a décidé d'étendre la guerre qui faisait rage dans son pays en Sierra Leone, en fournissant tous les moyens techniques, financiers et stratégiques aux opposants du régime du président Momoh. D'où le déclenchement d'une rébellion sanglante sous la direction de Foday Sankoh qui avait fondé le «Revolutionary United Front (RUF)»⁷⁹.

⁷⁹ Arnaud Meffre, «La justice transitionnelle à l'épreuve du Sierra Leone, analyse critique», Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), notes de recherche, (mars 2005), aux pp. 5-8.

Il est important de rappeler que cette guerre civile mettant aux prises les rebelles du RUF, les Forces armées gouvernementales et la milice civile, s'était révélée très atroce et avait duré au moins 10 années (1991-2001). L'un des faits les plus terribles de ce conflit, c'est que les différents chefs de guerre n'hésitaient pas à recruter, enrôler des enfants comme soldats et à les faire participer activement au déroulement des hostilités. On estime à environ 10.000 le nombre d'enfants soldats ayant été au service des différentes factions rivales durant cette guerre. Notons en outre qu'à côté de ces enfants combattants qui ont été la cible de toutes sortes d'abus et de mauvais traitements de la part des responsables adultes, il existe d'autres groupes d'enfants des deux sexes et de tous âges ayant été victimes de tortures sans pour autant être combattants.

Tout d'abord, 5000 à 10.000 fillettes ou jeunes femmes ont été victimes d'enlèvements par des groupes de guérilleros, avant d'être utilisées à des fins militaires ou en tant qu'esclaves sexuelles. Ensuite, 10.000 autres enfants ont été amputés, alors que 50.000 ont été tués pendant que 400 autres étaient coupés au rasoir ou avec des tessons de bouteille sur la poitrine ou sur la nuque pour éviter leur fuite⁸⁰.

Rappelons que les enfants soldats étaient considérés non seulement comme des victimes, mais également comme des bourreaux, puisqu'ils ont été encouragés par des adultes à perpétrer des violations graves des normes internationales de DIH, DPI et des DIDH. Face à cet état de fait, la gestion de la problématique du traitement judiciaire de ces derniers, dans le cadre d'une justice transitionnelle s'était révélée très délicate.

En d'autres termes, ces mineurs qui devraient être l'objet d'une protection spéciale, avant, pendant et après le conflit, se trouvent dans une situation problématique où ils sont tenus de répondre devant la justice pénale de leurs actes.

Cependant, à cause des confusions du droit international et des législations

⁸⁰ Reine-Marguerite Bayle, *Les petits soldats : Quand les enfants reviennent de guerre*, J'accuse, Paris, Syros Jeunesse, 2003, aux pp. 88 à 92.

nationales en matière de fixation de l'âge de la minorité, de la majorité et de la responsable pénale des enfants, le traitement de cette catégorie vulnérable devient une question controversée à gérer, particulièrement dans la logique d'une justice post-conflictuelle.

Dans le cas de la Sierra Leone, vu le caractère grave et horrible des crimes commis par ces enfants soldats, la communauté internationale et les autorités gouvernementales s'étaient entendues pour classer officiellement la problématique de la responsabilité pénale de ces ex-combattants parmi les dossiers prioritaires du Tribunal spécial et de la Commission de Vérité et de Réconciliation.

Donc, c'est cette spécificité qui fait que l'expérience sierra léonaise sera considérée comme modèle de base dans nos perspectives d'analyse au sujet du choix des mécanismes judiciaires et extrajudiciaires les plus appropriés dans le cas de ces enfants soldats, auteurs de crimes internationaux.

Section 1 : Les enfants soldats : caractéristiques du conflit sierra léonais dans le processus de transition (justice transitionnelle)

D'une manière générale, au lendemain d'un conflit armé ou d'une crise socio-politique caractérisée soit par une vague de crimes collectifs ou par des violations graves des droits de l'homme commises sous le règne d'un régime tyrannique ou dans une situation de violences systématiques et/ou généralisées, de nombreuses questions se posent à chaque fois qu'il s'agit de déterminer les meilleures façons de faciliter le processus de transition. C'est ce que Mark Freeman a voulu exprimer dans ses analyses, quand il a déclaré : «Les transitions démocratiques ou d'après-guerre se caractérisent par la très grande diversité des questions économiques, sociales et politiques à résoudre, du chômage de masse à la corruption généralisée et à la criminalité. La résolution de chacune de ces questions affectera, bien sûr, les perspectives de réconciliation quel que soit le scénario. Toutefois, l'une d'entre elles a un impact sans comparaison sur le processus de réconciliation : la manière dont une

nation gère l'assimilation de violations des droits de l'homme à grande échelle»⁸¹. Ainsi, les gouvernants doivent-ils non seulement promouvoir des changements démocratiques, la paix et la réconciliation nationale, mais surtout renforcer, créer et mettre en œuvre des mécanismes judiciaires et extra-judiciaires efficaces de lutte contre l'impunité, dans la logique d'une justice transitionnelle.

Comment faire pour porter les auteurs des atrocités à reconnaître et assumer leur responsabilité d'une part, et pour permettre aux victimes de se libérer de façon suffisante du passé aux fins de diriger leur regard vers le futur? Faut-il recourir automatiquement à la justice pénale classique ou à d'autres modes extrajudiciaires de résolution des conflits ⁸²?

En effet, depuis la fin des années 70 et le début des années 80, des dizaines de pays ont dû faire face à une situation de «mutation» ou de «transition». Puisque, à la fin des guerres civiles et des violations systématiques des droits humains, il est généralement devenu urgent d'organiser des élections pour jeter les bases et de construire un État de droit. Cependant, il est essentiel de souligner que le mot clé dans cette phase est toujours : «réconciliation». Dans ces conditions, les autorités politiques, ainsi que la société civile se trouvent dans l'obligation, de s'engager pleinement dans un vaste processus visant à clarifier le passé, d'une part, et à reconstruire l'avenir, d'autre part. En ce sens, le fossé qui existe entre les différents protagonistes doit être comblé. Ceci signifie que les nouveaux dirigeants doivent coûte que coûte concilier les exigences liées à la justice pour les victimes traumatisées avec celles de la réconciliation nationale. Donc, les mots justice, vérité et réconciliation sembleraient être étroitement liées, dans le cadre de la recherche de la solution⁸³.

La justice transitionnelle nécessite toute une série de réformes

⁸¹ Mark Freeman, «La réconciliation en temps de transition : Le rôle des parlements et des structures interparlementaires», 110^e Assemblée de l'UIP, Mexico, (15 au 23 avril 2004), à la p. 2.

⁸² Pierre Hassner, «Mémoire, justice et réconciliation», Irlande, Variations, critique internationale no 5, (automne 1999), à la page 1.

⁸³ Vérité et Réconciliation, *La réconciliation en situation de mutation*, aux pp. 1-2, en ligne < www.annahjaddimocrati.org/francais/droits/verite_recons.htm>.

institutionnelles, particulièrement la création de nouveaux organes relatifs aux droits humains, la restructuration de certaines institutions corrompues au sein de l'État, et la mise en place d'un ensemble de programmes de formation sur les droits et libertés de la personne à l'intention des agents de l'administration publique. Son efficacité passe non seulement par la mise en œuvre effective des mécanismes judiciaires à travers les juridictions nationales, transnationales, spéciales ou hybrides et internationales, telles que : les TPI, la CPI, mais aussi par des mécanismes quasi-judiciaires (Commission de Vérité et de Réconciliation par exemple)⁸⁴. Donc, le cas de la Sierra Leone va nous permettre de démontrer comment il est important de chercher à combiner les procédures judiciaires classiques avec celles de la justice restaurative, si on veut aboutir à une justice transitionnelle effective et efficace.

Le Secrétaire Général de l'ONU M. Kofi Annan déclarait, lors de sa visite au TPIY en 1997 : «L'impunité ne peut, ni ne doit, être tolérée. Dans un monde indépendant, l'État de droit doit prévaloir»⁸⁵. Et dans ce même ordre d'idées, en novembre 1995, lors de la conclusion des accords de paix de Dayton, le Président du Tribunal à l'époque, Antonio Cassese, tenait les propos suivants : «La justice est un élément indispensable du processus de réconciliation nationale. Elle est essentielle au rétablissement de relations harmonieuses et pacifiques entre les hommes et les femmes qui ont dû vivre sous le règne de la terreur. Elle interrompt le cycle de violence, de la haine et prévient la vengeance illégale. Ainsi la paix et la justice vont-elles de pair»⁸⁶. Selon Mathieu Ollagnon : «La justice n'est pas un élément accessoire de la construction de la paix, elle apparaît comme un élément qui permet de clore un conflit et de favoriser à éviter sa reproduction»⁸⁷. Pour le professeur Bettati : «Il ne peut y avoir de réconciliation nationale durable sans justice. Celle-ci

⁸⁴Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), Programme de coopération juridique, Rapport 2001/2003 Burundi: Une justice en construction, no 388, (octobre 2003), à la p. 20.

⁸⁵ Rendre la justice pour l'ex-Yougoslavie, *Les cinq réalisations majeures du Tribunal*, , à la p. 1, en ligne : ONU <<http://www.un.org/icty/cases/factsheets/archive-f.htm>>.

⁸⁶ *Ibid.* à la p. 4.

⁸⁷ Mathieu Ollagnon, «Liban : Les liens entre paix et justice. Après la guerre civile libanaise, il existe une forte demande pour la justice», en ligne <<http://www.irenees.net/fiches/fiche-experience-54.html>>.

étant la voie obligée pour établir, aux yeux de tous, la vérité sur une période douloureuse de l'histoire du pays et sur ceux qui en ont été les instigateurs»⁸⁸.

Cependant, malgré tous ces points de vue tendant à prioriser l'option de mise en œuvre des poursuites judiciaires dans la gestion des redressements post-conflictuels, beaucoup d'autres pensent que les aveux, les excuses, les repentirs, le pardon, l'amnistie etc, constituent les éléments les plus fondamentaux en vue d'aboutir à une paix réelle et à une réconciliation nationale viable. Cette position est clairement exprimée par l'Archevêque sud-africain Desmond Tutu (ex-président de la Commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud), dans son ouvrage intitulé : «Il n'y a pas d'avenir sans pardon». Ce dernier, dans toutes ses approches, a toujours prôné l'idée que : «Admettre la vérité et le fait que l'on sait que l'on a nui à autrui est très important, car c'est s'attaquer au mal. Pardonner et réconcilier, ce n'est pas prétendre que les choses sont autrement qu'elles ne sont. Ce n'est pas non plus se donner des petites tapes amicales dans le dos et fermer les yeux sur ce qui va mal. Une vraie réconciliation passe par la mise à nu de l'horreur, des mauvais traitements, de la douleur, de la déchéance, de la vérité [...]»⁸⁹.

Ces arguments affirment la primauté de la confession, du pardon et de la réparation comme étant trois éléments indissociables à la réussite de la réconciliation. En revanche, l'amnistie est considérée par de nombreux auteurs comme un déni de justice, une amnésie stérile, une double victimisation ou tout simplement de l'impunité⁹⁰. Elle apparaît comme une décision tendant à encourager l'irresponsabilité pénale. En d'autres termes, elle est l'engrenage conduisant à l'impunité, à la criminalité de même qu'à l'inconscience et l'incivisme⁹¹.

⁸⁸ Justice pénale internationale, *débats et enjeux : critiques sur le principe de justice pénale internationale*, en ligne <<http://www.ladocumentationfrançaise.fr/dossiers/justice-pénale-internationale/critiques-j...>>.

⁸⁹ Desmond Tutu, *Il n'y a d'avenir sans pardon*, Paris, Albin Michel, 2000, aux pp. 263-265.

⁹⁰ Ali Yahia Abdennour, «Amnistie et réconciliation», 24 mai 2005, en ligne <http://www.algeria-watch.org/article/pol/amnistie/aya_reconciliation.htm>.

⁹¹ Voir 1- Roger Langue, *Propos de l'Ordonnance 03.003 portant Amnistie relative aux événements du 28 mai 2001, Réflexion* : «Amnistie et Réconciliation Nationale», France, voir surtout 2- par Narcisse Komas (Animateur Kodro), «Amnistie et Impunités», New York, Etats-Unis, aux pp. 1-2, en ligne :

Il est fondamental de rappeler que l'amnistie est une décision étatique prise dans le cadre d'un processus de justice transitionnelle en vertu d'une loi. L'amnistie, selon le point de vue du professeur madjid Benchikh, signifie : «un pardon légal sur une durée déterminée»⁹².

En ce sens, elle est différente de l'absolution qui est également un acte de pardon ou de rémission, pris ou accordé par les responsables d'une Commission Vérité et de Réconciliation, à l'instar d'un prêtre religieux, en vue d'effacer un péché.

Il est à préciser que contrairement à l'amnistie qui désigne : «l'acte du Souverain qui efface les condamnations déjà infligées ou empêche l'exercice de poursuites contre les auteurs de certains crimes (le plus souvent politiques)», l'absolution, en tant concept de procédure pénale qui diffère de l'acquittement et de la relaxe reconnaissant la non culpabilité du délinquant, constitue : «un jugement qui, tout en déclarant coupable un inculpé, le renvoie de l'accusation, sa faute ne donnant lieu à l'application d'aucune sanction»⁹³.

En d'autres termes, le concept d'«absolution» qui peut être conditionnelle ou inconditionnelle, désigne la «décision rendue par une juridiction répressive, dispensant de la peine une personne déclarée coupable d'une infraction si son reclassement est acquis, si le dommage causé est réparé et si le trouble résultant de l'infraction a cessé»⁹⁴. Donc, ce n'est pas une mesure politique prise par les autorités étatiques en vertu d'une loi. Ainsi, l'absolution, par opposition à l'amnistie, peut être

<http://www.sangonet.com/FichPartisRCA/amnistie-rec-impunite_KL.html>.

⁹² Algeria-Watch, «Les conditions pour une amnistie», par Madjid Benchikh, lors de la conférence-débat, organisée par le FFS à Alger, sous la direction de Younes Hamidouche, publiée dans la revue «Informations sur la situation des droits humains en Algérie», Ltribune, (02 juillet 2005), en ligne : <http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/amnistie/bencheikh_conference.htm>.

⁹³ Juridictionnaire, «Amnistie/amnistier», Faculté de droit, Université de Moncton, Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), en ligne : <<http://termiuml.pwgsc.gc.ca/guides/juridi/files/138.html>>.

⁹⁴ *Ibid.*

considérée comme une véritable mesure de justice conduisant à la réconciliation et à la paix.

Toutefois, il est signalé que pour certains partisans de la réconciliation, tel que Desmond Tutu par exemple, l'amnistie est un processus accessoire : elle est vue comme un processus de responsabilisation de chacun, notamment des auteurs des violations graves des droits de l'homme. Elle n'est pas synonyme d'impunité en Afrique du Sud, vu qu'elle n'a été accordée qu'à ceux qui avaient reconnu leur culpabilité pour leurs actes, et qu'elle a été refusée aux récalcitrants feignant l'innocence⁹⁵. Cependant, il est important aussi de souligner que les débats juridiques autour de la question, ont poussé l'ONU à adopter officiellement la position que les amnisties sont inadmissibles en ce qui concerne le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Dans cet ordre d'idées, plusieurs organisations internationales de défense des droits humains dont Amnesty International, Human Rights Watch, ICTJ, FIDH, analysant les questions relatives à la portée de la loi d'amnistie en Algérie, ont déclaré que : «Les amnisties, les grâces et autres mesures nationales similaires aboutissant à l'impunité pour les auteurs de crimes contre l'humanité et autres graves atteintes aux droits humains, actes de torture, exécutions extrajudiciaires, «disparitions», bafouent les principes fondamentaux du droit international [...]»⁹⁶.

Ces diverses considérations et conceptions de la justice transitionnelle ont inspiré l'ONU de même que des autorités gouvernementales sierra léonaises en ce qui concerne la création des structures judiciaires et non-judiciaires aux fins de répondre convenablement aux besoins de la société en général, et des victimes en particulier. En outre, il est essentiel de signaler que dans le cas de la Sierra Leone, cette formule, visant à traiter les exigences post-confliktuelles suivant le mariage de

⁹⁵ Tutu, *supra* note 79, aux pp. 59-61.

⁹⁶ Amnesty International, *Algérie-La loi d'amnistie risque de légaliser l'impunité pour les auteurs de crimes contre l'humanité*, Déclaration conjointe, Index AI : MDE 28/005/2005, (14 avril 2005), en ligne < http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=5170>.

deux types de mécanismes, a été matérialisée à travers la mise en place du «Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL)» et de la «Commission de Vérité et de Réconciliation (CVR)», notamment en matière du traitement de la problématique des enfants.

1.1 Les objectifs de la justice pénale internationale dans la répression des violations graves des droits de l'homme commises par des enfants lors d'une situation de violence généralisée

La justice pénale internationale, dans toutes ses dimensions, a pour finalité de lutter contre l'impunité afin de pouvoir briser le cycle infernal de la violence, notamment dans tous les cas de violations systématiques et généralisées des droits de l'homme. Son objectif consiste d'abord à s'assurer que les coupables de crimes graves soient inévitablement jugés, c'est-à-dire à s'assurer que les auteurs de ces crimes graves répondent de leurs actes et que justice soit faite. Ensuite, il s'agit de favoriser un apaisement du conflit et une extinction des rancœurs dans le cadre d'une logique de paix et de réconciliation nationale⁹⁷.

Dans cette perspective, l'imposition d'une sanction pour atteindre ces objectifs doit avoir pour but : le châtement, la dissuasion, la prévention, la réprobation ou stigmatisation et la réadaptation. Et selon ce qui se dégage dans divers instruments de l'ONU, en particulier les Résolutions et Statuts adoptés par le Conseil de Sécurité dans le cadre de la création des juridictions internationales, la punition des auteurs des crimes graves de droit international doit constituer un élément clé dans les efforts visant à promouvoir la prévention et la transformation de la conduite criminelle des délinquants, la paix et la réconciliation collective⁹⁸.

⁹⁷ *Justice Internationale : présentation, en ligne* <<http://www.eleves.ens.fr/pollens/seminaire/seances/CPI/presentation.htm>>.

⁹⁸ William A. Schabas, «SENTENCING BY INTERNATIONAL TRIBUNALS: A HUMAN RIGHTS APPROACH», (12/10/97), 462, DUKE JOURNAL OF COMPARATIVE & INTERNATIONAL LAW [Vol. 7:461], en ligne: Law Duke <www.law.duke.edu/journals/djcil/articles/djcil7p461.htm -

Compte tenu de l'arrimage nécessaire entre justice, paix et réconciliation en situation post-confliktuelle, beaucoup d'analystes pensent que «juger et punir» est une tâche importante. Mais, d'après les circonstances ou les exigences de l'heure, il peut se révéler indispensable de «juger sans pour autant punir». À ce sujet, Antoine Garapon critique la justice internationale tendant à imposer à tout le monde un modèle universel impérialiste (justice des vainqueurs), tout en écartant les diversités socioculturelles et politiques. Et en se référant aux crimes de masse perpétrés par des États au nom de l'idéologie ou de leurs intérêts, et qui ont abouti à l'effondrement de la communauté juridique, il se demande si : «rétablir le droit n'est pas une utopie». Dans le but de promouvoir la paix et la réconciliation nationale d'une part, et afin d'éviter que la justice ne débouche plutôt sur l'insécurité, l'injustice ou sur de nouvelles victimisations et criminalités d'autre part, l'auteur s'interroge s'il n'y a pas «des crimes qu'on ne peut ni punir, ni pardonner»⁹⁹.

Hannah Arendt aurait abondé dans le même sens pour dire que : «Le propre du crime contre l'humanité, c'est qu'on ne peut ni punir ni pardonner. Il défie les catégories du jugement de la justice ordinaire. Il engage une grande partie, mais pas toute la société. Se pose la question de la responsabilité collective et de la culpabilité collective»¹⁰⁰.

Dans cette perspective plus globale, on doit s'interroger sur le sens et sur la pertinence de la responsabilité pénale individuelle de l'enfant soldat «victime et bourreau». La justice répressive doit-elle et même peut-elle être appropriée dans le contexte des crimes de masse dans lesquels ont été impliqués des mineurs.

En effet, les crimes humanitaires impliquent l'organisation ou le déclenchement d'une action de masse ayant provoqué de nombreuses victimes et ayant mobilisé un nombre considérable d'auteurs et de responsables pour leur

219k>.

⁹⁹ Antoine Garapon, *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner : Pour une justice internationale*, Paris, Odile Jacob, 2002, aux pp. 270-282.

¹⁰⁰ *Ibid.*

perpétration. Ce qui complique la problématique de la détermination du partage de responsabilité entre les donneurs d'ordres et les exécutants lors du jugement devant les tribunaux internationaux, surtout quand on est en présence des mineurs ou adolescents de moins de 18 ans.

D'où la nécessité, à côté des tribunaux, de créer des Commissions Vérité et Réconciliation, en vue d'une justice qui n'est pas uniquement répressive mais qui est aussi sensible au contexte conflictuel. En ce sens, les efforts de la justice de réconciliation ne sont pas synonymes d'une impunité socialement dommageable¹⁰¹. En ce sens, les efforts de la communauté internationale en matière de justice réparatrice apparaissent comme une contribution importante dans la lutte pour la paix et la réconciliation nationale.

À ce sujet, le juge Claude Jorda, Président du TPIY a, au cours de son allocution prononcée à Sarajevo, le 12 mai 2001, encouragé l'idée d'une coexistence de deux types de justice quand il a soutenu que l'établissement d'un système de réconciliation (Commission Vérité et Réconciliation), comme structure complémentaire à côté de l'action du TPIY, contribuerait plus efficacement à la reconstruction d'une unité nationale, sans laquelle il serait impossible d'aboutir à un climat de paix durable et de démocratie véritable¹⁰².

1.2-Les juridictions internationales en matière de traitement des enfants soldats, auteurs de crimes internationaux graves

Dans la réalité, on constate que souvent dans la majorité des cas, les membres de la population de même que certaines ONG (Amnesty international, Human Rights

¹⁰¹ Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), *Séminaire 2003-2004, 1-Vérité, justice et paix sont-ils concordants ou incompatibles?* Par Pierre Hazan, 2-*Quelles tensions traversant la justice et les relations internationales* par Antoine Garapon.

¹⁰² *Le Tribunal Pénal International et la Commission Vérité et Réconciliation en Bosnie-Herzégovine*, La Haye, (17 mai 2001), CC/S.I.P/591-f, aux pp. 1-3, en ligne : UN <<http://www.un.org/icty/pressreal/p591-f.htm>>.

Watch, ...), parce qu'elles ont été victimes de graves atrocités de la part des enfants soldats, favorisent tout d'abord la répression et le déclenchement des poursuites pénales contre les enfants soldats. Dans le cas de la Sierra Leone, Amnesty International avait même réclamé le jugement des enfants soldats ayant commis sciemment des crimes horribles de DIH contre la population¹⁰³. En outre, Isobel Mc Connan et Sarah Uppard, ont adopté ce point de vue quand elles écrivent en ce qui concerne le choix de l'option «Réconciliation» : «si les enfants ont commis des crimes de guerre pendant le conflit, ce n'est peut-être pas suffisant. Les victimes elles-mêmes, et la société dans son ensemble, auront peut-être des difficultés à accepter l'idée selon laquelle les enfants sont à la fois victimes et auteurs d'abus durant les conflits. De nombreuses personnes ont souffert à la suite d'atrocités perpétrées par des enfants soldats et peuvent vouloir que justice soit faite. En Sierra Leone, la situation a été encore plus compliquée car l'opinion dans son ensemble n'était pas satisfaite de l'accord de paix de Lomé de 1999, lequel ne mettait pas fin à l'impunité pour les graves violations des droits de l'homme»¹⁰⁴. D'où la difficile tâche pour les acteurs nationaux et internationaux de chercher à concilier à la fois la nécessité de rendre justice aux victimes des enfants, de punir les recruteurs et de préserver l'intérêt des enfants.

Malgré les incertitudes et les silences du DPI sur le Statut des enfants soldats et l'âge de leur responsabilité pénale, la communauté internationale n'est pas pour autant dispensée de rechercher, à partir des normes internationales disponibles, une politique de traitement des enfants soldats auteurs de crimes internationaux.

Tout d'abord, il est clair que la reconnaissance et la mise en œuvre de la responsabilité pénale d'une personne âgée de moins de 18 ans pour la perpétration de

¹⁰³ Voir Amnesty International, «Sierra Leone, Recommandations relatives au projet de Statut du TS», AFR 51/083/00, Document Interne, Londres, (décembre 2000), notamment les paragraphes introductifs du point 4 : Les enfants soldats âgés de quinze à dix-huit ans seront-ils poursuivis? «La question de la mise en cause judiciaire des enfants soldats, [...]».

¹⁰⁴ Mc Connan et Uppard, *supra* note 34, aux pp. 227-228.

crimes internationaux ne sont pas interdites par le droit international. Le système juridique ainsi que la pratique judiciaire des États d'une part, et les normes internationales d'autre part semblent soutenir cette possibilité.

Ainsi, la CDE fait allusion aux infractions à la loi pénale liées à des actions ou des omissions interdites par le droit international¹⁰⁵.

Dans les faits, la compétence universelle dont bénéficient les systèmes de justice nationale en matière de répression des crimes internationaux, a permis dans la réalité, la poursuite pénale de nombreux enfants soldats un peu partout dans le monde..

C'est à ce niveau que les insuffisances des normes du droit international y relatives se font plus en plus sentir.

En effet, les insuffisances ou les incertitudes des règles du droit international, concernant le traitement judiciaire ayant commis des crimes, a laissé le libre champ à toutes sortes d'abus dans le traitement de ces enfants par les juridictions nationales. En Colombie, par exemple, les anciens enfants soldats doivent se soumettre à une période de réadaptation avant d'être relâchés. Dans d'autres pays, ils risquent la peine de mort, tel est le cas en RDC (Congo), avec l'exécution d'un enfant soldat de 14 ans en janvier 2000¹⁰⁶. Les débats sur la répression pénale des enfants soldats ont été aussi très vifs au Rwanda au lendemain du Génocide¹⁰⁷.

¹⁰⁵ Cette politique s'appuie sur une lecture a contrario de l'article 40(2) de la CDE : «... Les États parties veillent en particulier : (a) à ce qu'aucun enfant ne soit suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale en raison d'actions ou omissions qui n'étaient pas interdites par le droit national ou international au moment où elles ont été commises...».

¹⁰⁶ Mc Connan et Uppard, *supra* note 34, à la p., 223.

¹⁰⁷ Voir Arzoumanian et Pizzutelli, *supra* note 8, aux pp. 847-850 : «Des enfants rwandais qui sont reprochés d'avoir perpétré d'actes graves pendant le génocide, ont été placés durant plus de six ans en détention préventive. Cependant, pour des raisons diverses liées aux problèmes de structures, à la complexité du système pénal des mineurs et à la culture rwandaise, et enfin aux exigences de la communauté internationale, presque tous les dossiers de ces enfants ont été soumis au système de justice participative dénommé «gacaca» tout en exigeant aux organes de ce système d'appliquer les dispositions de l'art 74-1 de la loi organique de 2001 réaffirmant celles de l'art 77 du code pénal rwandais relatives aux réductions de peine pour les enfants de 14 à 18 ans. Toujours dans le même

Au niveau de la justice internationale, nous sommes donc confrontés à une absence dangereuse d'une politique pénale claire à l'égard de la responsabilité et du traitement des jeunes de moins de 18 ans.

D'une part, au niveau des juridictions nationales, les pratiques les plus diverses semblent exister et, d'autre part, au niveau des juridictions internationales, on n'aborde pas cette question, pour des raisons peut-être liées à la compétence juridictionnelle. En réalité, au niveau des tribunaux internationaux, la question des enfants soldats est essentiellement abordée sous l'angle de leur victimisation par la poursuite pénale des recruteurs.

Ainsi, «La Chambre préliminaire I de la CPI a délivré, sous scellé, un mandat d'arrêt contre M. Lubanga le 10 février 2006. La Chambre préliminaire a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que M. Lubanga a commis des crimes de guerre consistant en l'enrôlement, la conscription d'enfants de moins de quinze ans et à faire participer activement des enfants de moins de quinze ans à des hostilités»¹⁰⁸.

Par ailleurs, il est important de signaler qu'à côté des diverses dispositions de DPI, de DIH et de DIDH relatives à la protection des enfants touchés par la guerre, qu'ils soient victimes ou bourreaux, la justice pénale internationale a à sa portée toute une série de règles destinées à assurer la prise en charge socio-psychologique, juridique et judiciaire de tous les mineurs impliqués dans des poursuites judiciaires en qualité de victimes et/ou de témoins. C'est là une autre source de normativité et d'expérience qu'il nous faut maintenant examiner.

ordre d'idées, le second paragraphe de l'art 74 de la dite loi, affirme que : «Les mineurs qui, au moment des faits qui leur sont reprochés, étaient âgés de moins de 14 ans, ne peuvent être poursuivis, mais peuvent être placés dans des centres de rééducation».

¹⁰⁸ Voir 1- *Supra* note 33 à la p. 26, 2- *Audience de première comparution de M. Thomas Lubanga Dyilo devant la Chambre préliminaire I (La Haye, 20 mars 2006, ICC-CPI-20060320-128-Fr)*.

1.2.1- Les enfants soldats comme victimes du crime de recrutement et témoins devant les instances pénales internationales

La mission de la justice pénale internationale ne consiste pas seulement à réprimer les auteurs des violations graves des droits de l'homme, mais également à garantir le respect des droits de toutes les parties impliquées dans le déroulement des procédures, en perspective du rétablissement d'un climat de paix et de réconciliation, particulièrement dans les sociétés ou communautés en crise. Ainsi, on a pu remarquer malgré l'existence préalable de quelques articles dans les statuts des TPI y relatives, que les objectifs de l'instance pénale internationale sont exprimés de façon beaucoup plus claire dans le Statut de Rome créant la CPI, notamment avec les dispositions qui sont consacrées aux mécanismes de traitement des victimes et des témoins devant la Cour.

Rappelons que d'après le Statut de Rome (et autres actes administratifs de la Cour¹⁰⁹), les victimes sont considérées comme des personnes ayant eu à souffrir de la commission de crimes humanitaires. En ce qui concerne les témoins, ils constituent l'ensemble des personnes appelées par le bureau du Procureur ou le conseil de la défense à témoigner devant la Cour, que ce soit des victimes, des personnes ayant vu la perpétration de l'acte criminel, des experts ou des proches parents d'un suspect, ou toute autre personne qui détient des informations pouvant servir à éclairer le du tribunal¹¹⁰.

Signalons que dans la structure organisationnelle du greffe de la Cour, il y a parmi ses trois composantes deux organes qui s'occupent des deux catégories suscitées. D'abord, il existe une «Direction des victimes et des conseils» avec un service particulier : «la section de la participation des victimes et des réparations»

¹⁰⁹ Doc. ONU PCNICC/2000/INF/add. 1 (Projet de Règlement de la CPI), voir la Règle 85 (a).

¹¹⁰ Human Rights Watch, «La Cour pénale internationale: Comment les organisations non gouvernementales peuvent contribuer à la poursuite des criminels de guerre», (septembre 2004), aux pp. 20-33.

(SPVR) ayant pour finalité d'informer les victimes de leurs droits, de faciliter la soumission des demandes de participation et d'aider à obtenir des conseils juridiques et d'organiser la représentation. Ensuite, une «Direction du service de la Cour» avec une "Unité d'aide aux victimes et témoins (UVT) qui a pour tâches de fournir une protection et soutien psychologique, de venir en aide aux personnes courant un risque à la suite de la déposition d'un témoin, de fournir conseil. Cette unité assure également la formation et fournit l'assistance aux organes de la Cour sur les moyens de garantir la sécurité et le bien-être des victimes et des témoins. Elle peut aussi fournir une prise en charge psychosociale et d'autres mesures d'assistance aux victimes et aux témoins comparaisant devant la Cour et aux personnes qui les accompagnent¹¹¹.

Donc, les victimes et témoins de crimes graves de droit international peuvent bénéficier d'un ensemble de mesures visant à les mettre à l'abri de tout préjudice à leurs droits, à leur accorder une protection adéquate (assistance médicale et économique, soutien psychologique et aide juridique). En outre, ils ont le droit: de participer à la procédure enclenchée devant les instances de la CPI, afin de pouvoir fournir leur version des faits tant en qualité de victimes qu'en celle de témoins ou d'accusés; d'avoir la possibilité de se faire représenter légalement devant la Cour; et enfin, d'exiger la réparation des préjudices dont ils ont souffert et pouvant consister soit en la condamnation de l'infracteur à la prison ou au versement d'une amende à la victime, soit à remettre la victime dans sa situation antérieure à la commission du crime¹¹². Qu'en est-il de la protection ou de la prise en charge des enfants soldats ayant la qualité de bourreaux et de victimes de crimes graves qui sont tenus de se présenter devant la CPI ou d'autres juridictions pénales internationales aux fins de témoignages?

En effet, le droit international a prévu toute une gamme de mesures visant à

¹¹¹ ACIDH (Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains), «Questions essentielles sur les droits des victimes devant la Cour pénale internationale», Lubumbashi, ACIDH, (juillet 2005), à la p. 4.

¹¹² *Ibid.* à la p. 10.

protéger tous les enfants qui sont aux prises avec la loi, afin de garantir le respect ou la sauvegarde de leur intérêt. En ce sens, la CPI, dans le cadre de l'exercice de sa compétence dans la poursuite des auteurs de crimes de guerre d'enrôlement, de conscription et d'utilisation des enfants dans les hostilités, a, malgré son incompétence en matière de mise en jugement des personnes âgées de moins de 18 ans, jugé bon de mettre à la disposition du greffe de nombreux outils permettant de respecter et de faire respecter les droits de ces derniers tant comme victimes que comme témoins. Par ailleurs, de telles mesures se trouvent renforcées par l'adoption par le Conseil économique et social des Nations Unies en date du 22 juillet 2005 des «Lignes directrices des Nations Unies en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels». Aux termes des principaux principes contenus dans cette proposition, la Cour devrait adopter une approche appropriée à la situation de l'enfant dans toutes ses sphères d'activités. En d'autres termes, elle est tenue de veiller au respect de la dignité de l'enfant, du droit de l'enfant d'être protégé contre toute discrimination, de «l'intérêt supérieur de l'enfant», de son droit d'être protégé physiquement et psychologiquement, et enfin de son droit de participer et d'exprimer ses opinions et préoccupations¹¹³. Notons que selon ce même principe normatif, les enfants victimes et témoins sont définis comme étant «les enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans qui sont victimes ou témoins d'actes criminels, indépendamment de leur rôle dans l'infraction ou dans la poursuite du contrevenant ou des groupes de contrevenants présumés»¹¹⁴. Dans le cas du traitement des différentes problématiques de justice en guise de réponse aux multiples actes criminels enregistrés durant le déroulement des hostilités, dans toutes les régions ravagées par des conflits armés, la question de «protection des victimes et témoins» s'est révélée d'une importance capitale, à chaque fois qu'il s'agit pour les instances pénales internationales de poursuivre les auteurs de violations graves des droits de

¹¹³ *Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels*, Bureau international des droits des enfants, janvier 2003, aux pp. 22-23.

¹¹⁴ *Ibid.*, à la p. 23.

l'homme, notamment ceux qui sont accusés de crimes de guerre à l'endroit des enfants. D'où la nécessité pour la communauté internationale de promouvoir, en période post-confliktuelle, un ensemble de mécanismes pouvant faciliter la tenue de procès et de mesures adaptés aux enfants soldats, pour éviter qu'ils fassent l'objet de stigmatisation et qu'ils ne soient victimes de nouveaux traumatismes. Cependant, il faut souligner que ces mesures, qui ont été déjà évoquées et expérimentées avec les procédures engagées devant le Tribunal spécial pour la Sierra Léone, ne doivent pas être appliquées de façon discriminatoire, mais de manière globale et identique pour toutes les catégories concernées, particulièrement les enfants qui sont victimes et témoins de la guerre sans pour autant avoir été recrutés comme soldats. Car, "Singling out child soldiers against other child victims from their communities, renders reintegration more difficult and raises complex questions regarding reparations" (distinguer les enfants soldats des autres enfants victimes ou des autres victimes de leur communauté peut compliquer la réintégration de ces enfants soldats et soulever des questions complexes quant aux réparations à leur accorder)¹¹⁵. Il est fondamental de signaler que les exigences de protection et d'encadrement prévues dans la réglementation de la CPI ainsi que les nombreux principes élaborés à travers les lignes directrices conformément aux diverses règles en matière de justice pour mineurs sont essentielles pour protéger les enfants, mais n'auront pas de résultats efficaces si tous les secteurs de la justice ne prennent pas des initiatives en vue de développer des programmes de sensibilisation et d'information à l'intention des communautés victimes, afin qu'elles soient bien informées et conscientes de tous les services mis à leur disposition. C'est en considérant cette logique qu'il est recommandé que tous les enfants soldats ou non, victimes et/ou témoins d'actes criminels puissent bénéficier d'une protection à tous les stades de la procédure.

D'abord, concernant la phase préliminaire, il est prévu l'obligation d'assurer

¹¹⁵ Redress (seeking reparation for torture survivors), «Victims, Perpetrators or Heroes? Child Soldiers before the International Criminal Court», London, The Redress Trust, (september 2006), à la p. 1.

une protection, une assistance et un soutien efficaces aux enfants. Ainsi, est-il recommandé au bureau du Procureur de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les enquêtes soient menées suivant des mécanismes adaptés aux enfants et sans risque pour leur intérêt supérieur¹¹⁶. Ainsi, il est important de leur permettre, en tant que victimes, de jouir de leur droit d'être informés et d'exprimer, de façon effective et efficace, leurs opinions et préoccupations¹¹⁷. Ensuite, en ce qui a trait au procès, le droit des enfants en qualité de victimes d'être informés de tous les aspects de la procédure, de même que celui de pouvoir s'exprimer aisément au cours de leurs témoignages, en terme d'échange communicationnel et d'un environnement propice et sécuritaire, doivent être garantis¹¹⁸. En ce sens, les instances de la Cour ont pour devoir de veiller à ce que les avocats de la défense manifestent du respect pour les droits des enfants victimes et témoins, d'un côté; et qu'il y ait un suivi à long terme du soutien et de l'assistance en faveur des enfants, notamment dans le cas où bon nombre d'entre eux sont particulièrement vulnérables, non seulement en raison de leur âge mais aussi par les séquelles de leur jeune expérience. Enfin, du point de vue de la réparation, il est à préciser que le système de réparations de la Cour offre de grandes perspectives au bénéfice des victimes. Donc, une fois que le crime est prouvé au-delà de tout doute raisonnable, les personnes victimes sont capables de réclamer leur droit de participation au déroulement de la procédure, aux fins de pouvoir obtenir du condamné des réparations pouvant être présentées sous forme de restitutions de propriété, compensations financières, excuses publiques ou d'autres mesures destinées à venir en aide aux victimes soit pour les funérailles ou pour leur rétablissement dans leur situation d'avant la commission de l'acte criminel, etc ¹¹⁹. Quant aux enfants, les lignes directrices ont mis l'accent sur le droit qu'ils possèdent

¹¹⁶ Voir la Règle 87 du Règlement procédure et de preuve de la CPI.

¹¹⁷ Voir l'article 68 (3) du Statut de Rome de la CPI, *supra* note 51.

¹¹⁸ Voir la Règle 88 du Règlement de procédure et de preuve de la CPI; voir aussi le chapitre IX des Lignes directrices des Nations Unies relatif au droit de protection pendant le processus de justice, *supra* note 112 à la p. 70.

¹¹⁹ Voir les alinéas de l'article 75 du Statut de la CPI concernant les principes applicables à la mise en oeuvre du droit à la réparation des victimes.

d'obtenir un mode de réparation qui puissent faciliter leur réinsertion et leur réhabilitation sociale¹²⁰. Dans beaucoup de cas, tenant compte du nombre élevé de victimes à réparer, il est préférable d'opter pour des réparations collectives en lieu et place des réparations individuelles. En ce qui concerne les enfants soldats, cette formule de réparations globales pourrait être beaucoup plus appropriée non seulement pour faire en sorte de ne pas provoquer une distinction entre les ex-enfants soldats des autres victimes, mais également pour pouvoir obtenir une plus grande satisfaction de tous les enfants et de tous les membres des communautés dans lesquelles ils évoluent¹²¹.

Toutefois, vu le nombre élevé à réparer à la fin d'un conflit armé, il semblerait beaucoup plus réaliste d'envisager des réparations collectives dans le cas des enfants impliqués dans des groupes ou des forces armées. Donc, nonobstant l'ordonnance de la Cour en vue des réparations collectives, il sera urgent de chercher à mieux gérer les défis importants liés à la situation d'après-guerre, pour ne créer ni discrimination ni stigmatisation des enfants soldats. Dans ces conditions, il peut s'avérer nécessaire de considérer, en guise de référence, les principes dégagés par la Commission de vérité et de réconciliation en Sierra Leone, particulièrement en matière de réparation à accorder aux enfants soldats. Cette Commission de Vérité et de Réconciliation avait pris le soin d'entendre l'opinion des victimes elles-mêmes et des acteurs de la société civile, dans le but de s'assurer d'avoir à sa disposition les critères essentiels de faisabilité et de durabilité, lui permettant de limiter la dépendance des victimes, à partir d'une bonne orientation des programmes de réparation. C'est peut-être dans cet ordre d'idées que la Commission a également cherché à alléger les souffrances des différents groupes de victimes, pour éviter de déboucher sur de nouvelles formes de victimisation et de stigmatisation de ces dernières. Au sujet des enfants, ce choix stratégique s'est traduit dans les mesures

¹²⁰ Voir le chapitre XIII des Lignes directrices des Nations Unies à propos des types de réparation dont les enfants peuvent bénéficier.

¹²¹ *Ibid.* à la p. 2.

prises afin qu'ils aient la possibilité de rattraper les années scolaires perdues ou de bénéficier d'une série de formations professionnelles pouvant se révéler déterminantes et utiles à leur réinsertion sociale¹²².

La protection des témoins et des victimes ainsi que la nature des mesures de réconciliation et de réparation ont été l'occasion de développement de nouvelles normes dont, nous croyons, qu'il peut être intéressant de s'inspirer dans le traitement même des enfants soldats, en tant qu'auteurs de crimes internationaux.

En effet, la minorité en droit pénal est un facteur qui peut et doit dicter les réponses sociales au crime. Dans le cas des enfants soldats la délinquance est complexe, car souvent le jeune criminel est dans une situation plus ou moins claire de victimisation qu'on ne peut complètement ignorer.

Il est donc important de poursuivre notre examen des mécanismes traitement des enfants soldats devant le Tribunal spécial et la Commission de Vérité et de Réconciliation en Sierra Leone.

1.3-Les initiatives de l'ONU en Sierra Leone: la création du TSSL et de la Commission de Vérité et de Réconciliation dans le cas des enfants soldats

En effet, la mise en jugement d'enfants soldats en Afrique pour crimes de droit international a été abordée selon diverses approches et avec des résultats très différents. Si selon certaines opinions, ces enfants devraient bénéficier d'une amnistie accompagnée d'un programme de réhabilitation pour qu'ils soient épargnés du traumatisme du jugement en tant que tel, pour d'autres, il serait préférable de les juger tout en priorisant l'application des peines alternatives. C'est ainsi que la première approche a été adoptée par des pays, tels que le Libéria et la RDC, alors que pour la seconde, l'exemple le plus typique est le cas de la Sierra Leone avec le TSSL

¹²² Redress (seeking reparation for torture survivors), *supra* 104, aux pp. 54-59.

et la CVR¹²³ créés après la guerre, en vue de promouvoir la paix et la justice, ainsi que la réinsertion sociale des enfants soldats.

Il est à souligner que jusqu'à présent il n'existe pas de jurisprudence internationale en matière de poursuites pénales contre les enfants soldats. Puisque cette problématique a été toujours mise à l'écart par toutes les juridictions pénales internationales, exception faite au TSSL qui avait pris le soin de faire la distinction entre les enfants soldats de moins de 15 ans devant être soumis automatiquement à la CVR et ceux de 15 à 18 ans pouvant être mis en jugement conformément aux normes de droit international en matière de la justice des mineurs¹²⁴. Toutefois, il est à signaler que dans la pratique, cette disposition, nonobstant son caractère innovateur dans l'évolution du droit international, n'a pas été appliquée par le Tribunal. Le Procureur David Crane, en vertu de l'étendue de ses pouvoirs dans le domaine de l'opportunité des poursuites pénales, a décidé de soustraire ces derniers de toutes formes de poursuites, d'une part; et de les mettre à la disposition de la Commission, d'autre part. En conséquence, tous les enfants soldats ont été exemptés des procédures judiciaires devant le tribunal au bénéfice des mesures non judiciaires, conformément à un commun accord entre le TSSL et la CVR.

Rappelons que d'après le Statut du TSSL, il a été clairement admis de confier le sort des enfants de moins de 15 ans à la CVR. Ceux âgés de 15 à 18 ans pouvant en principe être traités par le TSSL dans le cadre d'un commun accord avec la Commission. De nombreux programmes (démobilisation, désarmement, réinsertion sociale, formation scolaire et professionnelle, etc.) ont été mis sur place en vue des réponses aux questions de la responsabilité pénale des enfants soldats, de leur double victimisation et de la réparation des personnes ayant été victimes de leurs agissements.

En octobre 2004 la Commission de Vérité et de Réconciliation soumettait son

¹²³ Sierra Leone, «The Truth and Réconciliation Commission Act 2000», en ligne <<http://www.sierra-leone.org/trcact2000.html>>.

¹²⁴ *Supra* notes 63, 64 et 65 à la p. 46.

premier rapport constituant le document de référence pour toutes les questions relatives au conflit. Toutefois, face à la complexité des diverses problématiques se rapportant au traitement socio-judiciaire des enfants en général, nous nous demandons, suivant quelle politique pénale devrait-on traiter la question de la responsabilité pénale des enfants soldats à la fin d'un conflit? Faut-il, pour aborder le problème, choisir le système pénal classique ou les mécanismes de justice réparatrice ou restaurative, ou doit-on combiner les modèles? En d'autres termes, quel est le degré de responsabilité des jeunes de 15 à 18 ans dans des crimes commis pendant un conflit et comment doit-on les traiter durant la transition de la société vers une paix sociale durable, tout en garantissant les droits des différents protagonistes?

Il est à remarquer que nonobstant le caractère très grave des atrocités perpétrées par les enfants, et particulièrement les enfants soldats en particulier, en Sierra Léone (15 à 18 ans) et au Rwanda (14 à 18 ans)¹²⁵, les débats sont quand même très vifs en ce qui a trait à la réhabilitation sociale et de traitement de la responsabilité pénale en droit national et international des ex-enfants soldats à travers d'autres pays ayant connu des situations similaires, puisque jusqu'à présent il n'existe pas encore de solution arrêtée en la matière.

Section 2 : Application ou coexistence de deux formules en Sierra Léone dans le traitement des enfants soldats de 15 à 18 ans

Selon l'avocat Roger Muchuba analysant la situation de la RDC : «L'aboutissement heureux du processus démocratique doit répondre aux exigences de la transition. Parmi lesquelles il y a la justice transitionnelle, considérée comme un remède contre l'impunité et gage d'une réconciliation nationale. Donc, en matière de justice transitionnelle, le choix entre les options d'amnistie, de Commission Vérité et Réconciliation et de poursuites devient très difficile à faire. L'établissement de la Commission Vérité et Réconciliation est un espoir pour la réussite de la transition

¹²⁵ Voir l'article 77 du *Code pénal rwandais* à propos de l'âge de la majorité pénale.

vers l'avènement de la démocratie»¹²⁶. La finalité de toute Commission Vérité et Réconciliation, comme structure d'enquête temporaire et non-judiciaire, c'est d'établir la vérité sur la nature et l'ampleur des violations graves des droits de l'homme, favoriser un espace de rencontres et débats en public et/ou à huis clos entre les victimes et leurs bourreaux ou séparément, identifier publiquement ou non les auteurs de dites atrocités collecter les preuves nécessaires à leurs imputabilité, recommander des programmes détaillés de réparation des victimes, de réhabilitation ou d'accompagnement de certaines catégories vulnérables de la société, et des réformes légales et institutionnelles nécessaires¹²⁷. Ces analyses servent à justifier l'option de la combinaison des deux types de mécanismes (judiciaires et non-judiciaires) comme formule de justice transitionnelle pour traiter les différents cas de violations graves des droits de l'homme enregistrées en Sierra Leone pendant le déroulement du conflit armé de 1991 à 2001. De plus, précisons que cette stratégie a été plus bénéfique dans le cas du traitement de la problématique de la vulnérabilité et de la responsabilité pénale des ex-enfants soldats qui étaient devenus pour la plupart, victimes et bourreaux en même temps, au lendemain des hostilités.

2.1-Les enfants soldats et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone

En effet, suivant le critère de l'opportunité des poursuites se fondant sur la gravité et l'ampleur des crimes commis, des enfants âgés de 15 à 18 ans au moment de faits pouvaient en principe être poursuivis par le Tribunal. Le conflit en Sierra Leone est marqué par l'enrôlement d'enfants, parfois très jeunes, et leur implication à divers degrés de pouvoir dans le conflit¹²⁸. Ceux-ci faisaient parfois preuve d'une

¹²⁶ Roger Muchuba Buhereko, «La justice transitionnelle en RDC, un choix contre l'impunité et pour la réconciliation», dans Cahiers des droits de l'homme et de paix en Région des Grands Lacs/Journal of Human Rights and Peace in the Great Lakes Region's, vol I # 1,(2004), aux pp. 46 et 55, en ligne : Héritiers de la Justice Bukavu < www.heritiers.org/francais/CDHPaixenRegiondesGrandsLacs.pdf>.

¹²⁷ *Ibid.* à la p. 9.

¹²⁸ Voir E. BLUNT, «Paix fragile en Sierra Leone», *Le Monde Diplomatique*, (décembre 1999), à la p. 14 ; voir aussi M. GALY, «Libéria, une guerre oubliée», *Le Monde Diplomatique*, (septembre 1994), à

violence et d'une cruauté particulièrement graves lors des combats ou à l'encontre des civils¹²⁹. Il n'était pas rare non plus que le grade de général ait été attribué à des enfants âgés de 11 ans seulement¹³⁰. Comme le souligne le Secrétaire général, ces enfants sont sans doute les auteurs de crimes odieux, mais en tout premier, ils en sont les victimes. Avant d'être chefs guerre ou miliciens, ils ont été enlevés, enrôlés de force, drogués, maltraités, victimes de sévices sexuels et surtout poussés à la haine et au désir de vengeance. Cette particularité du conflit sierra léonais ne pouvait être niée. Le Secrétaire devait trouver un équilibre délicat entre les exigences des autorités sierra léonaises qui considéraient comme indispensable la poursuite des enfants soldats et les critiques des défenseurs des droits de l'enfant.

Selon nous, en droit international, il y a possibilité pour que les enfants soldats, auteurs de crimes de droit international soient jugés, mais à condition que toutes les normes internationales et régionales en matière de l'administration de la justice des mineurs soient respectées, notamment la fixation de l'âge de responsabilité pénale pour les personnes de moins de 18 ans, l'équité procédurale (présomption d'innocence) ou l'interdiction d'application ou d'exécution de la peine de mort¹³¹. Fort des analyses précédentes et en dépit du fait que pour certains organismes et intervenants (Johana Van Guerten, Amnesty international, etc.), le fait de mettre en jugement ces enfants soldats finirait par les rendre victimes une deuxième fois. Ainsi, il a été admis que la cohérence des divers domaines du droit international y relatifs demanderait que les tribunaux nationaux ne jugent que les enfants dont le recrutement et la participation aux hostilités sont tolérés par les normes de droit international. Cette exigence de cohérence, compte tenu du fait que

la p.11.

¹²⁹ Voir T. CRUVELLIER, «La guerre et le néant», *Le Monde Diplomatique*, (janvier 1996), p. 27. Voir notamment *Keesing's Record of World Events*, 1991, aux pp. 38136, 38181 et 38278.

¹³⁰ Rapport du Secrétaire général, à la p. 7, §31.

¹³¹ Voir : l'article 14 (4) du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques de 1966, voir aussi l'Ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, Résolution de l'Assemblée Générale 40/33, UN Doc. A/RES/40/33, 29 Novembre 1985 (ci-après « Règles de Beijing »).

les enfants de moins de 15 ans ne possèdent pas, généralement, une capacité de discernement suffisante, devrait pousser le législateur national à fixer l'âge de la responsabilité pénale pour crimes de droit international, à 15 ans. Qu'en est-il de la responsabilité pénale des enfants soldats en Sierra Leone?

Le 7 juillet 1999, le gouvernement sierra léonais et les rebelles avaient signé l'accord de paix de Lomé¹³², aux fins de l'institution d'une Commission de vérité et de réconciliation. Cependant, ce projet, bien que adopté par le parlement en février 2000, n'avait été matérialisé qu'en juillet 2002, à cause de l'ampleur de la recrudescence des combats. Dans l'intervalle, le Conseil de sécurité de l'ONU, sur demande du gouvernement de la Sierra Leone, avait adopté la Résolution 1315 du 14 août 2000, créant le TSSL ayant compétence *ratione personae* pour juger tous «ceux qui portent la responsabilité la plus lourde» dans les crimes perpétrés durant le conflit, particulièrement les dirigeants, commandants et combattants les plus notoires et les plus sadiques dans le déroulement des hostilités, ou considérés comme étant les accrocs au processus de paix. Pourtant, l'élargissement de la définition des champs de compétence à partir de l'expression : «principaux responsables» pour qualifier non seulement les auteurs des crimes les plus graves, mais également les personnes qui occupaient des fonctions publiques ou détentrices d'un quelconque pouvoir de commandement, avait tacitement ouvert la possibilité de traduire par devant le tribunal, certains enfants âgés de 15 à 18 ans, pour infractions graves. A cette phase des débats, trois alternatives ont été proposées par les membres de la Commission de rédaction du Statut du Tribunal Spécial. Il s'agit d'abord d'exclure les mineurs de toute responsabilité pénale par la fixation de la majorité pénale à 18 ans; ensuite, de confier à la Commission de vérité et de réconciliation (CVR) la tâche d'auditionner les enfants de 15 à 18 ans, qu'ils soient victimes ou bourreaux; enfin, de les juger purement et simplement devant un tribunal conformément aux normes

¹³² Voir le texte de l'Accord de paix entre le gouvernement de Sierra Leone et le Front révolutionnaire uni de Sierra Leone du 7 juillet 1999 (*D.A.I.*, 1^{er} septembre 1999, n°17, p. 706).

internationales en matière de justice pour mineurs. C'est ainsi qu'en vertu d'un commun accord entre le gouvernement et les représentants de la société civile de la Sierra Léone, la troisième option a été considérée et insérée dans le projet du statut du TSSL.

Cette disposition formulée à l'article 7 du Statut, reconnaît en droit international la possibilité d'inculpation des mineurs de moins de 18 ans. Ceci constitue en même temps une grande première et un recul dans le domaine des droits de la personne de l'enfant. Toutefois, l'article 15(5) prévoyait : « Lorsqu'il juge des mineurs délinquants, le procureur s'assure que le programme de réinsertion des mineurs n'est pas menacé et que, le cas échéant, il est fait usage d'autres mécanismes d'établissement de la vérité et de réconciliation, dans la mesure où ils existent »¹³³.

Il est important de souligner que compte tenu de l'ampleur des contestations contre cette disposition du Statut du TSSL, le Conseil de sécurité, après un échange avec le Secrétariat des Nations Unies, avait décidé d'amender l'article sept (7)¹³⁴. Le

¹³³ Voir l'article 15 du Statut du Tribunal sur la compétence du Procureur, prévoyant que :

«1. Le Procureur dirige les enquêtes et exerce les poursuites contre les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire et de crimes au regard du droit sierra-léonais commis sur le territoire de la Sierra Leone depuis le 30 novembre 1996. Le Procureur est un organe distinct au sein du Tribunal spécial. Il ne sollicite ni ne reçoit d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source.

2. Le Bureau du Procureur est habilité à interroger les suspects, les victimes et les témoins, à recueillir des éléments de preuve et à mener des enquêtes sur place. Lorsqu'il accomplit ces tâches, le Procureur est assisté, selon que de besoin, par les autorités sierra-léonaises concernées.

3. Le Procureur est nommé par le Secrétaire général pour un mandat de quatre ans qui peut être renouvelé. Il doit jouir d'une haute considération morale et avoir de solides compétences et une grande expérience des enquêtes et des poursuites pénales.

4. Le Procureur est assisté par un procureur adjoint sierra léonais et par tous autres fonctionnaires internationaux et sierra léonais nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont assignées. Eu égard à la nature des crimes commis et à la sensibilité particulière des fillettes, des jeunes femmes et des enfants victimes de viol, d'agression sexuelle, d'enlèvement et d'esclavage de toute sorte, il faut veiller à nommer des procureurs et enquêteurs possédant une expérience dans le domaine des crimes à motivation sexiste et en matière de justice pour enfants.

5. Lorsqu'il juge des mineurs délinquants, le Procureur s'assure que le programme de réinsertion des mineurs n'est pas menacé et que, le cas échéant, il est fait usage d'autres mécanismes d'établissement de la vérité et de la réconciliation dans la mesure où ils existent.»

¹³⁴ Voir le texte final amendé de l'article 7 du Statut du Tribunal spécial, sur la Compétence pour juger

texte final accorde au Tribunal une compétence limitée aux personnes âgées de plus de 15 ans et prévoit que l'âge, de même que la perspective de la réadaptation ou de la réinsertion sociale, et les normes internationales en matière de droits de l'enfant seront considérés lors du traitement des personnes âgées de 15 à 18 ans. En outre, le Statut écarte toute application des mesures purement répressives d'emprisonnement à l'endroit des enfants soldats, et privilégie les mesures de réadaptation et de réintégration¹³⁵. Cependant, au cours de l'évolution du Tribunal spécial, le procureur David Crane a décidé qu'aucun mineur ne sera jugé devant ce tribunal. Ce qui signifie que toutes les personnes âgées de moins de 18 ans ont été laissées à la disposition de la Commission de vérité et de réconciliation dans le but d'éviter toute forme de violation de leurs droits les plus fondamentaux tout en évitant une impunité pure et simple.

2.2-Le traitement des enfants soldats devant la Commission de Vérité et de Réconciliation de la Sierra Leone

La Commission de Vérité Réconciliation en Sierra Leone a été établie en juillet 2002 en vertu d'une loi élaborée par le Parlement suivant les termes de l'engagement de l'article XXVI de l'Accord de paix de Lomé du 7 juillet 1999. Notons qu'une étape préparatoire de 3 mois était prévue dans le cadre la mise en

les mineurs de 15 ans stipulant que :

«[1. Le Tribunal n'a pas compétence pour juger les personnes âgées de moins de 15 ans au moment de la commission des faits allégués. Si une personne qui était âgée de plus de 15 ans et de moins de 18 ans à l'époque des faits qui lui sont reprochés comparaît devant le Tribunal, elle doit être traitée avec dignité et respect, en tenant compte de son jeune âge et de la nécessité de faciliter sa réinsertion et son reclassement dans la société et de lui permettre d'y jouer un rôle constructif, et conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, en particulier les droits de l'enfant.]

[2. Lorsqu'il juge un mineur délinquant, le Tribunal spécial assortit son jugement d'une ou plusieurs des mesures ci-après : placement, éducation surveillée, travail d'intérêt général, service de conseils, placement nourricier, programmes d'enseignement et de formation professionnelle, établissements scolaires agréés et, le cas échéant, tout programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, ou programme des organismes de protection des enfants.])»

¹³⁵ Voir l'article 7-2 du Statut du Tribunal spécial, *supra* note 37 à la p. 29.

place de cette institution. La durée de ses travaux était fixée initialement à un an, renouvelable de 6 mois. Conformément à la Section 6 (1) de la *Loi CVR 2000*, la CVR de Sierra Leone a été instaurée « pour établir un compte-rendu impartial et historique des atteintes et des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en relation avec le conflit armé en Sierra Leone, depuis le début de la guerre civile en 1991 jusqu'à la signature de l'*Accord de Paix de Lomé*, pour répondre à l'impunité et aux besoins des victimes, pour guérir les blessures de guerre, promouvoir la réconciliation et prévenir la répétition des violences et atrocités »¹³⁶. Cette Commission, contrairement aux autres, avait une portée internationale, en ce sens que sa mise en place avait été grandement facilitée par l'implication du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la Sierra Leone et du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, notamment dans les procédures de nomination de trois parmi les 7 membres de la CVR n'étant pas de nationalité sierra léonaise.

En effet, il est vrai que sa compétence temporelle était censée se limiter à partir de 1991 (période du déclenchement de la guerre), jusqu'à la conclusion du dit Accord, le 7 juillet 1999, aux termes de l'article 6 de la loi, mais il faut signaler que dans la pratique la Commission fit montre d'une compétence beaucoup plus élargie, vu que la loi portant sa création l'obligea à mener des investigations et à établir un dossier d'informations autour des antécédents de la guerre. Cela signifie que même si l'institution n'avait pas de compétence judiciaire proprement dite, elle était compétente non seulement pour effectuer un travail de justice réparatrice ou restaurative (réparations, mais également pour établir la vérité avant, pendant et après le déroulement du conflit (sous forme de justice historique).

En d'autres termes, la CVR avait pour mandat de 1- créer un répertoire historique impartial des violations et des abus des droits de l'homme et du droit

¹³⁶ William A. Schabas, «La Commission Vérité et Réconciliation de Sierra Leone», *Droits fondamentaux*, no 3, (janvier-décembre 2003), aux pp. 113-115, en ligne : <www.droits-fondamentaux.org>.

international humanitaire en rapport avec le conflit armé ; 2- répondre aux besoins des victimes; 3- adresser l'impunité; 4- promouvoir la réconciliation nationale 5- prévenir la répétition des violations et d'abus similaires à l'avenir. La CVR avait une double mission consistant d'abord en une fonction d'établissement des faits et une autre à caractère thérapeutique. Comme le Procureur Général de l'époque, Solomon Berewa l'indiquait : «loin d'être chicanière et punitive, la Commission doit devenir le forum le plus légitime et le plus crédible pour permettre aux victimes de retrouver leur valeur humaine, et un moyen pour les criminels d'expié leur culpabilité, et purifier leur conscience. Le processus servira de catharsis nationale, à travers le récit de la vérité, l'écoute respectueuse, et surtout, la réparation pour les victimes dans les affaires qui le méritent ». Le « Mémoire Objet et Raisons », qui était lié à la *Loi CVR*, remarquait que l'Accord de Paix « envisageait les réunions de la Commission comme une catharsis pour un échange constructif entre les victimes et les auteurs des abus et des violations des droits de l'homme ». Quant aux enfants et aux femmes victimes de violences sexuelles, la CVR avait la mission de leur accorder un traitement spécifique¹³⁷. D'ailleurs, la problématique du traitement de la situation vulnérable des ex-enfants soldats qui étaient à la fois “victimes et bourreaux” était au centre des débats dès le début du déroulement des travaux de la Commission de Vérité et de Réconciliation. Les diverses déclarations faites par certains d'entre eux ont confirmé le fait qu'ils ont été sous l'effet de la drogue ou de la contrainte amenés à commettre de graves atrocités (incendies, viols, meurtres, assassinats, amputations, destructions de propriétés, etc), et qu'ils étaient, dans de nombreux cas, forcés d'assister aux massacres de leurs propres parents et amis, juste pour les impressionner et les faire devenir de plus en plus sadiques. D'autres avaient pour leur côté fait état de violences physiques, sexuelles, morales et psychologiques dont ils étaient victimes de la part des adultes. En outre, il faut souligner que de nombreux enfants tant en qualité d'infracteurs ou de victimes qu'en celle de témoins

¹³⁷ *Ibid.* aux pp. 115-118.

ont eu la possibilité de témoigner devant les organes de la CVR. Ce qui a constitué un élément fondamental vers la concrétisation des objectifs de justice historique et restaurative d'une part, et un facteur ayant servi à éclairer le TSSL en terme de renforcement de la preuve dans le cadre des poursuites engagées à l'encontre des conscrits d'enfants soldats. C'est aussi dans cet ordre d'idées que la CVR, après avoir fait le bilan des différentes révélations issues de ces derniers au cours des auditions, s'était engagée à travailler avec diverses organisations internationales, régionales et nationales dans le domaine de la protection de l'enfant, afin de leur offrir une alternative appropriée. Ainsi, une assistance psychologique a été mise à la disposition de tous les ex-enfants soldats auditionnés¹³⁸. En outre, il est à souligner que durant ce processus, les mineurs témoins âgés de moins de 18 ans ont été entendus à huit clos, soit individuellement, soit en même temps avec leurs victimes dans les cas d'agressions sexuelles. Et également, compte tenu de la gravité des conséquences néfastes résultant des traumatismes laissés par les crimes odieux dont ces enfants ont été l'objet, il a été entendu au sein de la CVR d'élaborer, de concert avec l'UNICEF et de plusieurs ONG, une «version simplifiée» du rapport à l'intention des enfants¹³⁹. Quels sont le sens et la portée des tâches accomplies par la Commission en ce qui concerne la gestion des vulnérabilités et de la problématique de la réinsertion sociale des ex-enfants soldats?

En effet, le travail d'auditions réalisé par la Commission de Vérité et de Réconciliation a permis de comprendre le degré et l'ampleur de l'implication de plusieurs secteurs gouvernementaux et de la société civile dans le déclenchement et le déroulement du conflit. De plus, le résultat des travaux de cette Commission a faciliter une meilleure compréhension de la vulnérabilité des enfants dans le conflit, d'une part; et de s'informer du fait que l'épine dorsale des différentes forces combattantes a été constituée d'enfants soldats, d'autre part. Notons que même ceux qui étaient devenus adultes avaient, à leur tour, connu une enfance bouleversée par la

¹³⁸ *Ibid.*, aux pp. 121-122.

¹³⁹ *Ibid.*

guerre.

Les éléments de preuve recueillis devant la Commission signalait que les chefs militaires tant du RUF que des milices pro-gouvernementales avaient entamé leurs carrières militaires à titre d'enfants soldats eux-mêmes. En ce sens le Professeur William Schabas a déclaré : «Ils avaient été recrutés par les forces coloniales britanniques dans les années 1950, quand ils étaient eux-mêmes de jeunes adolescents. Apparemment, c'étaient les Britanniques qui avaient créé le terme "Small Boys Units" utilisé dans les années 1990 comme une étiquette pour les unités de combat composés d'enfants âgés d'à peine dix ans. Ceci n'excuse pas leur conduite (le recrutement d'enfants soldats est maintenant reconnu comme un crime de guerre) mais cela peut certainement aider à expliquer les origines de cette pratique»¹⁴⁰.

La soumission du Rapport final au gouvernement sierra léonais en date du 4 octobre 2004, a été réalisée dans le cadre d'un commun accord entre CVR, la Société civile, et l'ONU. En effet, nonobstant certains problèmes enregistrés dans le cadre du fonctionnement de la CVR, il était clair que ses conclusions ont été d'une portée extraordinaire dans le rétablissement de la paix en Sierra Leone. Ainsi, l'analyse du dit rapport a permis de signaler facilement les points les plus importants tels : la redevance de la société à l'endroit des enfants, la volonté des victimes d'obtenir une réparation tendant vers la garantie des droits sociaux, économiques et culturels au lieu de compensation, indemnisation et de restitution à titre individuel, la recommandation au parlement visant la nécessité d'adopter une loi interdisant les peines corporelles contre les enfants, le lien entre l'enfant violent et l'enfant victime de la violence, et finalement la vulnérabilité des femmes et des filles victimes de violences sexuelles...¹⁴¹.

2.2.1- Avantages et inconvénients de l'application simultanée des deux formules

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ Note tirée de la conférence du Professeur William Schabas intitulée : «Justice et Commission de Vérité et de Réconciliation en Sierra Leone», UQAM, (29 septembre 2005).

de justice transitionnelle dans la reconstruction de la société sierra léonaise

En effet, l'exemple de la Sierra Léone révèle un caractère tout particulier. D'abord, la Commission de Vérité et de Réconciliation, établie par une loi en application d'un Accord convenu entre les rebelles du RUF, le gouvernement sierra léonais et l'ONU, était de nature hybride, en ce sens qu'elle était constituée d'un personnel mixte avec des Commissaires nationaux et internationaux, d'un côté, et des hommes et des femmes de l'autre. Ensuite, contrairement à toutes les autres commissions nationales qui devaient évoluer dans un contexte où elles étaient tenues de collaborer de près ou de loin avec les juridictions nationales, la CVR sierra léonaise devait cohabiter avec non seulement les instances judiciaires locales, mais surtout avec le Tribunal Spécial créé toujours dans le cadre des mécanismes de justice transitionnelle. Cette exigence de complémentarité des deux organes a été soulignée lors des différents ateliers organisés entre les représentants respectifs. C'est ce que le "International Peace Academy" a voulu exprimer dans son rapport, quand il a avancé: "While the Special Court has the mandate to prosecute the most culpable perpetrators of crimes against humanity, war crimes, and serious violations of humanitarian law, the TRC will encourage societal reconciliation by documenting a larger number of human rights violations and encouraging victims to speak out"¹⁴².

Pourtant, il a été prouvé que dans la pratique, les relations entre les deux institutions ont été compliquées pour ne pas dire conflictuelles. En ce sens, il est rapporté que: "Some participants cautioned that problems may materialize in the future since the legal relationship between the two institutions has not yet been clearly defined-it has not been determined which institution has primacy. Both institutions have, for example, the right to subpoena information from the other. Theoretically, testimony given in the TRC could be used as evidence by the Special Court, which may deter some victims from speaking out. However, participants

¹⁴² International Peace Academy, *Security and Development in Sierra Leone*, New York, June 10-11 2002, à la p. 9, en ligne: <www.ipacademy.org>.

argued that this is very unlikely since the Special Court will focus on the prosecution of a relatively small number of high-level individuals against whom there is enough independently available evidence. Information would only be made available by the TRC if it was crucial for a particular (sic) case and if the TRC was the only source"¹⁴³.

Tout cela confirme le fait que la Commission était confrontée à de nombreuses difficultés liées à la nature de sa collaboration avec le TSSL, puisqu'elle pouvait, parallèlement à ses propres activités, faire des enquêtes pour la Cour sans pour autant avoir la possibilité d'échanger les informations. D'ailleurs, à plusieurs reprises, les juges du Tribunal Spécial avaient interdit aux Commissaires et autres enquêteurs de la CVR de prendre les témoignages de certains détenus, bien que ces derniers étaient prêts à le faire, indépendamment d'un échange d'amnistie.

Il est important de noter que cette CVR avait aussi pour mission de traiter de façon totale et indépendante la délicate question de protection et de la responsabilité pénale des enfants soldats. Toutefois, on doit conclure que malgré les diverses sortes de problèmes quant à son financement par la Communauté internationale; le manque de support de la justice (TSSL); le manque de volonté politique; le refus de certains bourreaux de coopérer contrairement aux victimes, par crainte de voir leur dossier transférer au tribunal; le manque de motivation et de coordination au sein des Commissaires; etc, le travail fourni par la CVR, d'après le rapport soumis en octobre 2004, a été considérable, tant en théorie qu'en pratique. C'est en ce sens que beaucoup de spécialistes dont William Schabas pensent que la Sierra Leone constitue le laboratoire d'un fonctionnement conjoint, nonobstant certains conflits, tensions ou incompatibilités.

Cependant, il faut dire que les mésententes entre les deux organes avaient parfois abouti à des résultats positifs, notamment dans le cas des enfants et des femmes victimes de violences sexuelles par exemple. Il est à remarquer qu'il a été

¹⁴³ *Ibid.*

prévu dès l'adoption de la loi un comité habilité à prendre la relève à la fin des travaux concernant la mise en œuvre des Recommandations¹⁴⁴.

Sur le plan comparatif, il y a lieu de signaler que la CVR en Sierra Leone peut être mise en parallèle avec celle de l'Afrique du Sud en terme de finalité de justice historique, mais du point de vue de compétences matérielles, de la durée du mandat, capacités financières, volonté politique, pouvoirs et de crédibilité, etc, la CVR sud africaine dépasse largement celle de la Sierra Leone, bien que les mécanismes bidimensionnels appliqués par cette dernière sont beaucoup plus aptes à combattre l'impunité et à aboutir à la réconciliation nationale pour plus d'uns.

2.3- Les préoccupations et actions de la communauté internationale en matière de désarmement, démobilisation et réinsertion sociale (DDR) : éléments d'une politique internationale relative aux enfants dans les conflits armés

Depuis plusieurs décennies, il est constaté que les conflits armés, se déroulant entre les factions belligérantes d'un même État, ont eu des conséquences beaucoup plus désastreuses pour la paix et la sécurité internationales. Cette situation s'explique du fait que ces hostilités, qui tendent à s'élargir au-delà des frontières des pays limitrophes, constituent une menace grave pour la sauvegarde des droits et libertés fondamentales des peuples, d'une part; et visent à aggraver les conditions d'existence des catégories vulnérables, particulièrement les enfants touchés directement ou indirectement par la guerre. Ainsi, tenant compte des effets dévastateurs de ces conflits armés non internationaux sur les enfants, notamment ceux qui sont recrutés, enrôlés comme soldats pour prendre part activement dans les combats, la communauté internationale s'est-elle engagée à intervenir dans les zones ravagées par des conflits violents, en vue de chercher à résoudre les conflits ou de prévenir les cas de violations systématiques et généralisées des droits de l'homme en général, et ceux des enfants en particulier.

¹⁴⁴ Voir *supra* note 124.

Dans le but de lutter contre le phénomène de l'utilisation des enfants dans la guerre, il y a d'abord la nécessité pour toutes les organisations internationales et régionales, bilatérales et multilatérales, non seulement de contribuer au renforcement et à la mise en œuvre des normes existantes, mais aussi d'adopter de nouvelles règles de plus en plus adaptées, et d'exiger leur plein respect par tous les secteurs concernés sur le plan interne. Ainsi, les conventions internationales et les résolutions des Nations Unies concourent à l'établissement d'un principe portant sur la défense des droits des enfants en période de conflits armés. Les actions de la communauté internationale gravitent autour de quatre axes fondamentaux d'après l'esprit qui se dégage des normes internationales :

- Protection globale des enfants contre toute forme de maltraitance en général et dans les situations de conflit en particulier;
- Nécessité de mettre les enfants à l'abri de toute forme de recrutement de la part des armées gouvernementales ou des groupes armés;
- Mise en œuvre de la responsabilité politique et pénale des États, des principaux commandants des forces armées ou des groupes armés utilisant des enfants soldats;
- Intégration de la protection des enfants dans la problématique de reconstruction, de paix, de réconciliation et de justice post-confliktuelle (désarmement, démobilisation, rééducation, réparation, traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats pour crimes graves de droit international).

Du côté de l'ONU, il est à souligner que, hormis le combat normatif consistant à consolider le respect et l'application des instruments internationaux, le Conseil de sécurité et le bureau du Secrétaire Général ont adopté plusieurs types de mesures et posé un certain nombre d'actions. À titre d'exemple, on peut citer comme étant les plus récentes et les plus importantes :

- la décision du Secrétaire Général nommant en 1997 de M. Olara A. Otunnu, représentant spécial pour les enfants impliqués dans les conflits armés;
- le déploiement des diverses missions de paix dans les pays en guerre, telles : la MINUSUL en Sierra Léone en 1999, la MONUC et République démocratique du Congo;
- le choix de l'expert Graça Machel par le Secrétariat Général à partir des années 1994, en vue d'étudier les impacts des conflits armés sur les enfants;
- les Résolutions du Conseil de sécurité, notamment la première 1260 (1999), 1261 (1999), 1314, 1315 (2000), la dernière en date adoptée le 25 juillet 2005 prévoyant diverses sortes de sanctions à l'encontre des autorités gouvernementales continuant d'utiliser les enfants dans les conflits armés, etc.;
- les différents programmes des institutions de l'ONU, ainsi que d'autres ONG, en vue de désarmer, démobiliser, réhabiliter ou réinsérer socialement les enfants soldats;
- les décisions dans le cadre de la mise en place des Tribunaux pénaux internationaux (TPI) ou des juridictions spéciales, ou visant le renforcement des juridictions nationales. Concernant ce point, il est à signaler l'évolution du droit international en ce qui a trait aux enfants soldats, en particulier les dispositions contenues dans le Statut de Rome créant la CPI, les mécanismes de traitement de la responsabilité pénale dans le cadre du Statut du Tribunal spécial pour la Sierra Léone, l'implication de la CPI en République démocratique du Congo, Burundi, Ouganda, Rwanda, Myanmar, etc.

Sur le plan régional, il y a également d'importantes initiatives en matière de lutte contre le phénomène des enfants soldats. C'est le cas de l'implication de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans les tentatives de résolution des conflits armés au niveau de la région des grands lacs; de l'UE-ACP, surtout avec l'accord de partenariat de Cotonu, prévoyant le déploiement,

en même temps que des troupes, des spécialistes de haut niveau de la protection de l'enfance en général et des enfants contre l'enrôlement pour la guerre en particulier¹⁴⁵. Toutefois, il est important de souligner que la réussite de tous ces efforts passe au prime abord par la mise en place de sérieux programmes de désarmement, démobilisation et de réinsertion sociale de tous les combattants en général et des enfants soldats en particulier.

Les termes «désarmement, démobilisation et réinsertion» (DDR) traduisent la procédure officielle issue d'un accord de paix. Cette définition se rapportant à celle du DDR pour *adultes*, cependant peut dans une certaine mesure servir de base pour la compréhension au sens large du processus de démobilisation et de réinsertion des enfants. En effet, «le désarmement» est la «collecte des armes légères et lourdes dans une zone de conflit. Il suppose souvent le rassemblement et le cantonnement des combattants ; il doit aussi comprendre l'élaboration de programmes de gestion des armes, y compris pour les stocker en toute sécurité et les actions nécessaires pour s'en débarrasser, ce qui peut supposer leur destruction». Tandis que la «démobilisation» fait référence au processus par lequel les parties au conflit commencent à disperser leurs structures militaires et les combattants commencent à réintégrer la vie civile. Elle suppose généralement d'enregistrer tous les anciens combattants, de leur fournir une assistance pour leur permettre de répondre à leurs besoins fondamentaux immédiats, de les rendre à la vie civile et de les transporter jusqu'à leur communauté d'origine. [Les adultes] peuvent éventuellement être recrutés ensuite dans une nouvelle force militaire unifiée»¹⁴⁶. En ce qui a trait à la «réinsertion», elle concerne le «processus qui permet à d'anciens combattants et à leurs familles de s'adapter économiquement et socialement à une vie civile productive. Cela implique généralement différentes mesures, sous forme d'argent ou

¹⁴⁵ Hémisphères (Journal de débats sur le développement), «La place des enfants- soldats dans la prévention des conflits armés» par Félix Nkundabagenzi et «l'enrôlement d'enfants- soldats : de nombreux scénarios» par Marc Schmitz, aux pp.1-2, en ligne : <http://www.colophon.be/pages/hemisphere/theme15.html>.

¹⁴⁶ Mc Connan et Uppard, *supra* note 34, à la p. 102.

de compensation en nature, de stages de formation, d'un emploi ou de projets générateurs de revenus). L'efficacité de ces mesures dépend souvent d'autres actions à plus grande échelle, telles que l'assistance aux réfugiés qui rentrent chez eux et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le développement économique aux niveaux communautaire et national, la réhabilitation des infrastructures, des efforts de réconciliation et de vérité, et des réformes institutionnelles...»¹⁴⁷.

Il est à préciser que compte tenu de la nature spécifique des besoins des enfants par rapport à ceux des adultes les programmes de DDR revêtent certaines différences au niveau de la conception, de la planification, de l'exécution et de la finalité. C'est en ce sens que Mc Connan et Uppard pensent que la démobilisation des enfants doit être la libération officielle et contrôlée de personnes âgées de moins de 18 ans de toutes les obligations au sein d'un groupe rebelle ou d'une force armée (e). Et en tant que première phase du processus tendant faciliter la réintégration des enfants dans leur famille et leur communauté, la démobilisation doit avoir pour objectifs d'abord de vérifier l'effectivité de la participation de l'enfant aux forces combattantes, puis de recueillir les données de base pouvant établir l'identité de l'enfant en vue de rejoindre sa famille dans la mesure du possible et de lui procurer une assistance nécessaire à sa survie ainsi que sa protection ou son encadrement à l'avenir. Tout ceci doit être fait dans la logique d'une réinsertion sociale (processus de transition à long terme de la vie militaire à la vie civile), d'une part, et suivant une prise en charge psycho-thérapeutique et socio-économique de manière réelle et efficace. D'où l'importance de placer en priorité la problématique du rôle des enfants dans les conflits armés, de même que ses droits fondamentaux dès le début de toute négociations pour la paix et la réconciliation nationale¹⁴⁸.

Dans le cas de la Sierra Leone, l'Accord de Lomé conclu en 1999 est le premier acte officiel reconnaissant la présence d'enfants soldats dans les rangs des

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.* aux pp. 103-108.

différentes factions rivales impliquées dans le conflit. L'importance d'adopter des mesures, aux fins de la démobilisation et la réinsertion des enfants engagés dans les forces combattantes, a été soulignée, de manière précise, par la Résolution 1314 du Conseil de sécurité, ainsi que le Statut du Tribunal pour la Sierra Leone ¹⁴⁹. Il est essentiel de rappeler que pour ce qui concerne la nature spécifique de cette pratique de l'utilisation des enfants soldats dans le cadre du conflit de la Sierra Leone, Angela McIntyre, Emmanuel Kwesi Aning & ...pensent que: "The coercitive methods used to induce young abductees to fight have been well documented in Sierra Leone and have included forcing children to commit acts of violence against their own families and community members. This brutal severing of the social contract represents a collective failure on the part of families and governments, to offer protection"¹⁵⁰. De plus, la complexité des questions relatives à l'existence ou l'inexistence d'une définition unanime ou standard du concept d'"enfant", dans les différentes normes du droit international, a rendu de plus en plus indispensable la nécessité des normes législatives nationales pouvant résoudre les ambiguïtés en matière de traitement interne des enfants soldats en tant que victimes et bourreaux, conformément aux exigences de paix et de réconciliation nationale. C'est dans ce contexte que l'on pense que: "The interest in youth agency lies in seeking out the political significance of youth and youth consciousness in the war, the need for reconciliation with, and recognition of, youth as stakeholders in the peaceful reconfiguration of Sierra

¹⁴⁹ Voir *Accord de paix entre le gouvernement sierra léonais et le Front Révolutionnaire Uni (RUF)*, Doc. ONU S/1999/777, 12 juillet 1999, *Accord pour et Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone*, U.N. SCOR, U.N. Doc. S/2002/246, 16 janvier 2002 : 1- *Accord entre l'ONU et le Gouvernement sierra léonais sur la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, 2- *Statut Créé par un Accord entre l'ONU et le Gouvernement sierra léonais* conformément à la résolution 1315 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 14 août 2000, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (ci-après dénommé le « Tribunal spécial, voir surtout Résolution du Conseil de Sécurité des NU, U.N. Doc. S/RES/1314 (2000), 11 août 2000 : «Elle souligne aussi l'importance de prendre en considération les besoins spéciaux et les vulnérabilités particulières des fillettes touchées par [...]».

¹⁵⁰ Angela McIntyre, Emmanuel Kwesi Aning & Prosper Nii Nortey Addo, Politics, «War and Youth Culture in Sierra Leone: An alternative interpretation», *African Security Review* 11(3), (2002), à la p. 9.

Leone»¹⁵¹.

Donc, il est essentiel de conclure que dans le traitement des enfants soldats en période post-conflictuelle, l'adoption des mesures socio-éducatives revêt une importance capitale. En effet, généralement la problématique du recrutement, de l'enrôlement et de l'utilisation des enfants comme soldats, au cours d'un conflit armé, constituent un fléau majeur pour la société. En ce sens, la réussite de toute initiative tendant à promouvoir leur réinsertion ou leur réintégration sociale, passe inévitablement par la conception, la planification et la matérialisation de divers programmes sociaux à l'égard de ces derniers.

Un tel projet permettra aux autorités de l'État et aux principaux secteurs de la société civile, de même qu'à la communauté internationale, d'assumer tout d'abord leur responsabilité sociale concernant le respect et la garantie des droits sociaux, économiques et culturels des victimes en général, et des enfants soldats en particulier. Ensuite, les protagonistes auront l'occasion de faire participer les victimes et bourreaux au processus de réparation socio-économique et psychologique, considéré comme condition indispensable à la paix et la réconciliation nationale.

2.3.1-La double victimisation et la question du processus de DDR des enfants soldats de la Sierra Leone

Le jeune âge des enfants soldats n'est pas le seul élément à prendre en compte quand on évalue la question de leur responsabilité pénale. Les enfants soldats, sont d'abord des victimes d'un crime de guerre, vu qu'ils ont été recrutés et utilisés pour participer aux hostilités. Les enfants impliqués dans des crimes de guerre l'ont souvent été par la force ou sous l'effet de la drogue. Donc, face à la gravité des violences physiques et psychologiques dont ils ont été l'objet, les soumettre à un Tribunal Spécial aux fins de jugement reviendrait à les punir une seconde fois, alors

¹⁵¹ *Ibid.*

qu'ils sont eux-mêmes des victimes¹⁵². Cela signifie que la Communauté, le gouvernement sierra léonais, le TSSL ainsi que la Commission de Vérité, avaient la lourde responsabilité non seulement de convaincre la société civile sierra léonaise de même que les membres de la famille de chaque enfant soldat à accepter leur réintégration sociale, nonobstant les graves atrocités commises au cours des hostilités, mais sans négliger le devoir de rendre justice à toutes les victimes.

En effet, la complexité de la situation a favorisé le déploiement d'une certaine célérité dans les principales actions à entreprendre pour chercher à écarter tous les désirs de vengeance et les risques de représailles de la population, dans le cadre des efforts visant à instaurer un climat de paix et de réconciliation nationale. Notons que suivant processus de DDR, la réinsertion des anciens enfants soldats, notamment ceux ayant commis des atrocités graves contre leurs communautés, est considérée comme étant l'élément clé dans les actions en vue de la reconstruction nationale. Car, une mauvaise gestion de cette composante du DDR, caractérisée par des situations de traumatisme psychologique, de stigmatisation sociale et de vulnérabilité économique, peut se révéler catastrophique pour la société, et aboutir à une recrudescence des actes de violence à l'avenir.

C'est dans cet ordre d'idées que Connan et Uppard, se référant aux initiatives de la communauté internationale, précisent que : "Les agences doivent donc envisager la réinsertion des enfants démobilisés dans le contexte plus large de la réhabilitation sociale et économique de leurs familles et communautés respectives. Il est essentiel d'apporter un soutien en matière d'éducation et de moyens de subsistance pour que la réinsertion des enfants réussisse, et les stratégies pour offrir cette aide doivent prendre en compte la situation économique dans laquelle l'enfant va se retrouver. Dans le passé, un soutien au moyen de la formation et de moyens de subsistance a été apporté sans véritable évaluation préalable",¹⁵³.

Dans la réalité, on a pu constater que la tendance de beaucoup de gouvernants

¹⁵² Voir Van Guerten, *supra* note 50.

¹⁵³ Mc Connan et Uppard, *supra* note 34, aux pp. 105-106.

à incarcérer, à juger et à condamner des enfants, tout en abandonnant depuis plusieurs années les principales exigences gouvernementales aux secteurs appelés à exécuter les divers programmes de DDR entrepris par d'autres instances indépendantes de l'État. C'est en ce sens qu'on a assisté cette dernière décennie à de nombreuses initiatives, tant des organisations intergouvernementales, des ONG, que des autorités étatiques, tendant à accélérer les processus de désarmement, démobilisation et de réintégration (les différents projets de l'UNICEF en Sierra Leone).

De façon récurrente, l'UNICEF paraît exercer un rôle fondamental dans ces types de projets, notamment en Sierra Leone. En effet, l'expérience sierra léonaise constitue un exemple concret d'un processus de DDR envisagé dans un cadre gouvernemental et suivant les termes d'un accord de paix, en vertu duquel veille la mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL). Notons que la création d'une commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration a été prévue dans les dispositions de l'Accord de Lomé. De 1998 à 2001, un nombre considérable d'enfants soldats ont été démobilisés et transférés dans des centres de réhabilitation où ils ont pu bénéficier d'un suivi médical et psychologique. De plus, ils ont eu la chance de prendre part à des programmes éducatifs et récréatifs, en attendant de pouvoir rejoindre leur famille¹⁵⁴. Toujours dans le cas de la Sierra Leone, diverses instances de la communauté internationale, particulièrement le Conseil de Sécurité de l'ONU (MINUSIL), UNICEF, CICR, Médecins du monde, Amnesty international, Human Rights Watch, etc, ont entrepris une vaste campagne de DDR sur le terrain exécutés par des équipes pluridisciplinaires, afin d'encadrer ces jeunes pour le bien-être collectif¹⁵⁵. Car, "Reintegration of former combattants constitutes one major challenge at the intersection of security and development: if ex-combatants find economic alternatives to warring and marauding, the risk of sporadic (sic) violence is

¹⁵⁴ Mauske, *supra* note 31, à la p. 35.

¹⁵⁵ Bayle, *supra* note 70, aux pp. 113-118.

significant (sic) diminished. At the time of workshop, some short-term reintegration had begun with training of former fighters from the RUF, the Civil Defense Forces (CDF), and the armed Forces Revolutionary Council (AFRC)/Sierra Leone Army in skills such as carpentry, car repair, and hairdressing. Former combatants were also receiving psychosocial counseling and education"¹⁵⁶.

Ce sont toutes ces expériences, qui nous conduisent à justifier notre choix d'une politique pénale restaurative dans le traitement des enfants soldats auteurs de crimes internationaux. Précisons que les initiatives de DDR, conçues par de nombreuses ONG et Organisations internationales, suggèrent en effet une rationalité prospective plutôt que réactive, en matière de réponse aux crimes, dans la perspective d'une justice transitionnelle vers la paix.

¹⁵⁶ International peace academy, *supra* note 129, à la p. 5.

CHAPITRE III : PROLÉGOMÈNES D'UNE POLITIQUE PÉNALE COHÉRENTE DANS LE TRAITEMENT DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ENFANTS SOLDATS DE 15 À 18 ANS

Section 1 : Nature, fonctions, détermination et objectifs de la peine

1.1- Nature de la peine

En effet, du point de vue didactique, le concept «peine» s'entend : «toute sanction liée à une incrimination et prononcée par une juridiction pénale»¹⁵⁷. Si la peine en tant que telle revêt un caractère universel, les attitudes qu'elle tend à sanctionner, son régime juridique, ses conditions d'application, sa position dans la pensée collective et dans les représentations mentales, restent et demeurent très variables. Toutefois, il est à souligner que toute peine implique une dimension temporelle, qu'elle soit exécutée de façon immédiate ou continue. Cette réalité s'explique du fait que la sanction donne généralement lieu à des conséquences durables, positives ou négatives, pour le délinquant condamné, ses parents et amis, pour la société toute entière. Notons que ces conséquences positives peuvent concerner soit la société en matière de prévention générale (exemplarité et de dissuasion), soit le condamné sous forme de prévention spéciale (correction et amélioration de son comportement antisocial). Mais, lorsque la collectivité en conserve la mémoire négative et prive l'infacteur puni ou ses proches parents d'un statut social normal,

¹⁵⁷ Pierrette Poncelat, *Droit de la peine*, Thémis, Paris, PUF, 1995, à la p. 37.

les conséquences peuvent être négatives en ce qui concerne les fonctions utilitaires de la peine (intimidation, dissuasion, prévention de la récidive et réinsertion)¹⁵⁸.

L'approche répressive du droit pénal classique aboutit naturellement vers l'imposition d'une peine qui exprime à première vue les finalités de la justice pénale. La détermination de cette peine peut être considérée comme la phase ultime du procès pénal. En tant que conséquence d'une infraction ou d'un comportement fautif, il s'agit d'un exercice qui doit tenir compte non seulement des intérêts de la communauté, mais aussi des intérêts du condamné.

En effet, le droit pénal, en général, a comme finalité l'infliction d'une peine comme le moyen essentiel pour manifester sa désapprobation avec l'acte commis par le délinquant d'abord, et rétablir la paix sociale ensuite.

Cette forme de justice n'est autre qu'un moyen pour entériner la norme, souvent indépendamment des principaux protagonistes (auteur ou victime de la faute commise).

Cette faute peut, au plan individuel, avoir une intensité variable. Généralement, la peine doit refléter la gravité de la faute du délinquant aussi bien que la gravité du crime (gravité objective).

Selon les principes du droit pénal moderne, la justice pénale ne peut se réduire à l'application d'une peine fixe suivant la nature de l'infraction. On doit considérer le degré d'implication morale du délinquant et les circonstances de son implication dans la commission du crime (gravité subjective).

1.2- Fonctions générales de la peine

¹⁵⁸ J. Hoareau, Dodinau, P., Texier. «La peine : Discours, pratiques, représentations», Cahiers de l'Institut d'Anthropologie Juridique # 12, Paris, Presses universitaires de Limoges, [2005] aux pp.12-13.

La peine se définit comme «la sanction caractéristique de l'infraction. C'est une mesure de répression atteignant le délinquant, soit dans sa personne, soit dans ses biens, soit dans son honneur»¹⁵⁹.

D'une façon générale, la peine se divise en deux grandes fonctions dont l'une est morale et l'autre utilitaire.

Fonction morale de la peine

Sur le plan utilitaire, la peine est considérée comme une mesure d'expiation qui tend à satisfaire le besoin de la justice, en remplacement de la vengeance, en tant que formule de base de la répression.

En effet, cette fonction, qui consiste pour le coupable à payer sa dette à la société pour les préjudices dont elle a été victime, a vu son importance diminuer considérablement à travers les âges jusqu'à laisser la place aux «idées de défense de la société et d'amendement du condamné». C'est dans cette perspective que beaucoup de criminalistes contemporains (Pierre Bouzat, Jean Pinatel, etc.) sont d'avis qu'il faut, tout en essayant de conserver une certaine coloration morale de la sanction, redonner au délinquant (particulièrement celui subissant une peine privative de liberté) la possibilité d'exprimer son ''sens de responsabilité et ses devoirs envers la société''¹⁶⁰.

Fonction utilitaire de la peine

Dans le droit pénal contemporain, la fonction utilitaire constitue la fonction principale de la peine. Selon cette vision, la peine est une mesure de prévention du crime pouvant être de nature générale ou spéciale.

Du point de vue de prévention générale, la peine doit contribuer à détourner,

¹⁵⁹ Bouzat et Pinatel, *supra* note 36, à la p. 385.

¹⁶⁰ *Ibid.*, aux pp. 386-387.

de manière globale, de la délinquance, par le biais de la mesure punitive infligée à l'infracteur, tous ceux qui auraient rêvé ou essayé de l'imiter. Cette fonction de prévention générale est souvent qualifiée dans les rangs des pénalistes et criminalistes de "fonction d'intimidation collective", et de surcroît, la fonction essentielle de la peine qui peut servir à garantir l'ordre social¹⁶¹.

En matière de prévention spéciale, la peine doit servir à éliminer ou à empêcher toute volonté de récidive chez le délinquant ayant commis une infraction. Donc, elle est une fonction de prévention individuelle pouvant se manifester sous trois formes : d'intimidation pure, d'amendement ou de la réforme morale et d'élimination¹⁶². En quoi consiste la détermination de la peine en matière pénale?

Selon l'importance que l'on accorde à l'une ou l'autre des fonctions générales de la peine dans un système juridique, celle-ci adoptera des objectifs généraux et spécifiques qui traduisent globalement par une politique pénale qu'il s'agit de réfléchir et de rendre plus cohérente possible.

En droit pénal international, force est de constater que la lutte contre l'impunité a été un leitmotiv qui a fait passer au second plan, jusqu'à un certain point, la question d'une véritable politique pénale et de la justification des peines.

D'une part, l'extrême gravité objective des crimes internationaux incite au prime abord à privilégier la fonction morale de la peine et à punir les coupables. Outre l'exclusion du principe de la peine de mort, le choix des juridictions internationales a été réduit à déterminer les termes de la durée de l'emprisonnement des auteurs de ces crimes graves contre l'humanité.

D'autre part, le but assigné à la justice pénale internationale de rechercher le rétablissement de la paix et de la réconciliation sociale a introduit des mesures nouvelles qui caractérisent la justice transitionnelle.

¹⁶¹ *Ibid.*, aux pp. 387-388.

¹⁶² *Ibid.*, aux pp. 388-390.

Le rôle des Commissions de Vérité et de Réconciliation apparaît comme un élément majeur de cette orientation de politique pénale, où il importe de réfléchir au rôle et à l'adéquation de la sanction pénale comme réponse à l'établissement des responsabilités pour les crimes perpétrés durant les conflits.

Selon nous, le traitement des enfants soldats, pour autant qu'on accepte le principe de leur capacité pénale dans les cas des 15-18 ans, oblige à considérer avec la plus grande attention le choix des approches et des objectifs des mesures qui seront proposés en réponse à leur degré de responsabilité dans la commission des crimes internationaux.

Donc, tant sur le plan national qu'international, le type de peine à appliquer doit permettre aux instances compétentes d'aboutir à la résolution des conflits mettant en présence les victimes et les auteurs de l'acte antisocial, ainsi que la collectivité. Toutefois, il faut ajouter que les instances pénales internationales sont tenues, à une autre dimension, de contribuer grandement au processus de réconciliation au sein des sociétés en crise. Puisque, la nature des condamnations, des acquittements et des peines prononcées dans le sens de la vérité, peut être conçue comme étant un élément fondamental et durable vers la création ou la promotion d'un climat de paix sociale¹⁶³.

1.3- Les objectifs de la peine

La justification des fondements du droit de la peine est souvent envisagée en référence à certaines fonctions ou certains principes.

Dans son acception la plus neutre, la peine n'est autre que la conséquence attachée par les législations pénales à des attitudes fautives. Elle établit la distinction entre ces comportements en tant qu'infraction et est considérée comme l'unique signe objectif de l'infraction. De plus, elle tend à sanctionner une faute, c'est-à-dire

¹⁶³ *Ibid.* à la p. 171.

la volonté manifeste et délibérée de contrevenir à la loi.

Aglaïa Tsitsoura soutient que les «objectifs de la peine ou les justifications pour son application varient à travers les siècles, selon les attitudes et les orientations : la rétribution, le rétablissement de l'ordre social, l'amendement du délinquant». Cet auteur pense que l'idée de faire du jugement de justice un «traitement médical de la perversité» a commencé déjà à faire surface depuis Platon et Socrate. On peut en effet constater le développement d'un certain nombre d'approches biologiques, psychologiques ou sociologiques, qui sont souvent en contradiction mais parfois en combinaison (approches interdisciplinaires), ayant comme but principal de «guérir» le délinquant de son comportement antisocial. D'où l'usage un peu plus tard, de façon ironique de l'expression «modèle médical»¹⁶⁴.

En d'autres termes, la justice pénale ne se réduit pas à l'imposition mécanique d'une peine au coupable, mais pose aussi et surtout comporte la détermination et le choix d'une peine appropriée selon les finalités propres à la sanction.

De plus, il faut ajouter que les principaux objectifs de la peine (la dissuasion, la réadaptation et la neutralisation) sont de façon manifeste d'ordre utilitaire¹⁶⁵.

Les rationalités punitives sont en règle générale considérées comme étant les principes de cohérence et d'intelligibilité des divers discours sur la sanction pénale (peine). Cette conceptualisation relative au sens de la peine est une analyse qui permet d'articuler la sanction aux objectifs auxquels se rattache l'acte de punir le coupable.

C'est à partir de l'articulation possible entre la faute commise et la peine infligée, que l'on peut distinguer deux sortes de «rationalités punitives», en se référant à la nature du projet ou de l'intention contenus dans l'acte de punir ou le but

¹⁶⁴ Aglaïa Tsitsoura, *Les objectifs de la sanction pénale*, Bruxelles, Bruylant, 1989, à la p. 24.

¹⁶⁵ Hélène Dumont, *Sentencing : La détermination de la peine*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1987, à la p. 224.

poursuivi socialement¹⁶⁶. Il s'agit de : la «rationalité prospective» et la «rationalité restitutive (réactive)».

La rationalité prospective, selon Pierrette Poncelat, «fait de la peine un pari, un risque calculé ou un investissement chargé d'espoir; elle contient un projet pour l'avenir». Tandis que la rationalité réactive «fait de la peine un retour de mise, une restitution mesurée par la faute commise, elle aspire à l'équivalence, voire à l'effacement»¹⁶⁷.

Toujours dans le même ordre d'idées, Guy Casadamont s'associe avec Pierrette Poncelat pour dire d'abord, en ce qui a trait aux deux rationalités punitives, que l'une est prospective, vu que la peine renferme un projet pour l'avenir : «éviter la récidive; dissuader les autres de commettre des infractions; éliminer ou neutraliser; mais aussi éduquer, resocialiser ou réinsérer les condamnés».

Ensuite, l'autre est restitutive, compte tenu du fait que «la peine mesurée en fonction de la faute commise ou du dommage occasionné, aspire à l'équivalence, voire à l'effacement. Les notions de rétribution, d'expiation y sont alors associées»¹⁶⁸. Cette rationalité a prédominé dans l'objectif de lutte contre l'impunité de la justice pénale internationale.

Il est à remarquer en outre que dans un «régime prospectif» de la pénalité, le mot «dissuasion» joue un rôle primordial, en ce sens que la peine doit dissuader de commettre une infraction et trouve sa justification dans cette logique utilitaire. D'abord, cette utilité de la dissuasion se manifeste par sa finalité intimidante ou corrective, parce qu'elle permet d'éviter la récidive, sa nature exemplaire et éducative, sa mission de prévenir la délinquance. Ensuite, la peine est également utile, parce qu'elle est éliminatrice, soit définitivement, soit temporairement

¹⁶⁶ *Ibid.* aux pp. 51-52.

¹⁶⁷ *Ibid.* à la p. 52.

¹⁶⁸ Guy Casadamont et Pierrette Poncelat, *Il n'y a pas de peine juste*, Paris, Odile Jacob, 2004, aux pp. 11-12.

(neutralisation ou incapacitation)¹⁶⁹.

Concernant la rationalité restitutive de la peine, elle se résume ainsi : «restituer le mal fait ou restituer ce qui a été pris ou détruit; entre l'expiation et réparation, il y a place pour diverses acceptions de la rétribution, davantage référée à une exigence de justice. Donc, le régime rétributif comporte trois notions fondamentales : expiation, rétribution et réparation (selon de nombreux philosophes, tels : Platon, Aristote, Kant et Hegel). En d'autres termes, la rationalité restitutive tend vers la vengeance (bien sûr étatique et non privée), la peine afflictive et infamante, l'expiation et enfin la réparation¹⁷⁰. De nos jours les grandes interrogations concernant les objectifs de la sanction visent à renforcer l'importance de la prévention de la criminalité d'une part, et des mesures de «déjudiciarisation et de médiation» d'autre part. En effet, même si elles n'arrivent pas à apporter la solution à tous les problèmes de la criminalité, ces stratégies permettent d'envisager de sérieuses perspectives constructives, surtout dans les sociétés en crise¹⁷¹.

De plus, signalons que cette remarque est beaucoup plus réelle dans le cas des enfants, puisque, selon Guy Casadamont et Pierrette P. : «s'agissant des mineurs, en droit et en fait, la peine est l'exception, la mesure éducative le principe»¹⁷². Donc, il est nécessaire d'envisager l'élaboration d'une politique pénale en fonction des exigences liées à la rationalité prospective. Cependant, il faut souligner que depuis plusieurs décennies, de nombreuses voies s'élèvent en faveur d'une autre rationalité, de nature réparatrice ou reataurative pouvant faciliter un meilleur traitement des divers problèmes issus de la perpétration d'une ou des infractions.

Toujours dans le même ordre d'idées, Hervé De Charrette précise que : «Les peines alternatives sont fondamentales pour remédier au laxisme actuel et demeurent le recours privilégié afin de mettre un terme à la non exécution des sanctions

¹⁶⁹ Poncelat, *supra* note 144, aux pp. 52-53.

¹⁷⁰ *Ibid.* à la p. 58.

¹⁷¹ Tsitsoura, *supra* note 151, aux pp. 25-26.

¹⁷² Casadamont et Poncelat, *supra* note 155, à la p. 149.

pénales»¹⁷³. D'où les raisons pour lesquelles plusieurs mécanismes sont souvent recommandés à chaque fois qu'il est question de faire face à certaines exigences de justice en période post-confliktuelle, comme par exemple dans les cas de la Sierra Leone et du Rwanda.

1.3.1- Modèles de politique pénale dans une justice transitionnelle

Dans la philosophie rétributiviste (rationalité restitutive) défendant le droit pénal sur une base de principes éthiques, c'est la sanction infligée comme punition qui garantit le respect des lois et de la morale sociale, et qui permet aussi de distinguer le bien du mal et de prévenir la reproduction des actes criminels¹⁷⁴. Dans le cadre de cette rationalité, il s'agit d'obtenir la compensation d'un mal à partir d'un autre mal (cela implique qu'il faut payer le prix de sa faute suivant une peine jouant un rôle symbolique).

Quant au modèle réhabilitatif (rationalité prospective), il est par excellence le modèle central du 20^e siècle qui s'est manifesté de manière plus directe après la seconde guerre mondiale, notamment par la mise en œuvre des stratégies de traitement psychologique du condamné. Son but principal est la réhabilitation et la réinsertion du délinquant au sein de sa communauté.

De ce qui précède, il y a lieu de constater que la victime n'a pratiquement aucune place tant en terme de protection et de réparation qu'en terme de participation à la résolution du problème. C'est en vue de corriger cette lacune que la prise en charge des victimes dans le déroulement du processus judiciaire qui apparaît, selon l'analyse de Salas, comme étant une innovation majeure des tendances du droit pénal contemporain, en réintroduisant sous une autre forme l'importance anthropologique

¹⁷³ Hervé De Charrette (éd.), *Réflexions sur l'efficacité de la sanction pénale*, Paris, Économica, 2003, à la p. 60.

¹⁷⁴ Lode Walgrave, «La justice restaurative et la justice pénale : un duo ou un duel», École Nationale de la Magistrature (ENM), (1999-2001), aux pp. 5-6, en ligne : ENM<http://enm.justice.fr/centre_de_ressources/dossiers_reflexions/oeuvre-justice2/18_...>.

et mythologique accordée au rôle fondamental de la victime depuis la Grèce antique. Donc, la réapparition de la place de la victime sur la scène judiciaire a occasionné de profondes transformations dans les sociétés en général, et dans la pratique judiciaire des États en particulier¹⁷⁵.

D'où l'émergence de la justice réparatrice en tant que solution de rechange aux imperfections et failles enregistrées dans les modèles traditionnels. Selon les chercheurs de IDEA, «la justice restaurative traite les infractions différemment : grâce à l'entière participation des victimes et des communautés concernées, les faits sont débattus, les causes en sont identifiées et les sanctions sont définies. Le but ultime est de rétablir autant que possible les relations entre victimes et agresseurs et entre leurs communautés, but plus général (mais aussi peut-être plus ambitieux) que la simple punition des coupables et qui, dans tous les cas en théorie, correspond clairement aux buts généraux de la politique de réconciliation»¹⁷⁶.

Donc, compte tenu de l'objectif du droit pénal international visant à rétablir la paix, la réconciliation et l'harmonie sociale confirme, dans une large mesure, la nécessité pour les instances concernées de privilégier l'exploration des mesures découlant d'une rationalité prospective. Une telle option permettra de cerner de manière plus exhaustive les différents aspects du processus de justice transitionnelle à partir d'une combinaison des éléments des rationalités réactive, prospective et restaurative.

1.4- La sanction pénale et la responsabilité pénale internationale des enfants soldats

En ce qui concerne la responsabilité pénale des mineurs, nous avons constaté tout d'abord l'incertitude qui découle de la diversité des normes nationales, puisqu'il

¹⁷⁵ Salas Denis, «Le souci des victimes et la recomposition de la justice», dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, 6-7 mars 2003, aux pp. 1-2.

¹⁷⁶ IDEA (International Institute for Democracy and International Assistance), *La réconciliation après un conflit violent*, Stockholm, International IDEA, 2004, à la p. 18.

n'existe pas en droit international d'âge légal minimal de la responsabilité¹⁷⁷.

Le problème du traitement judiciaire de la délinquance des mineurs a été au cours des deux dernières décennies l'une des problématiques les plus débattues au sein des ONG et des organisations internationales, notamment dans le cas des enfants soldats ayant commis des crimes internationaux. Les nombreux chercheurs (Catherine Denis, Mouzayan Osseiran-Houballah, Naïri Arzoumanian et Francesca Pizzutelli, ...) qui se sont déjà penchés sur cette question soulignent d'importantes réserves relatives à la mise en œuvre de la responsabilité pénale de ces derniers. Selon leurs études, le problème est complexe et il faut tenir compte de tenant compte de nombreux facteurs : le fait qu'ils sont à la fois «victimes et bourreaux», la nature immorale, irrégulière et illégale de leur recrutement et leur enrôlement dans les Forces armées gouvernementales ou dans d'autres groupes armés rebelles, ainsi que les conditions de leur participation dans le déroulement des hostilités. Dans cet ordre d'idées, beaucoup d'experts et d'institutions (Johana Van Guerten, David Crane, UNICEF, Amnesty, CICR, etc.) dénoncent le caractère grossier, injuste et inapproprié des procédures pénales traditionnelles pour adultes, appliquées dans les poursuites pénales contre le cas des enfants en général, et les enfants soldats en particulier.

Ainsi, Van Guerten pense qu'il n'est pas possible de juger les enfants impliqués dans la perpétration des crimes de DIH, du fait que d'une part ils ont souvent été forcés, manipulés, drogués, violés, et que d'autre part, pour sauver leur vie, ils ont été dans beaucoup de cas contraints de tuer leurs propres parents et amis d'autre part. La répression post-conflictuelle par la communauté internationale peut

¹⁷⁷Voir le *Grand Larousse encyclopédique* en dix volumes, tome 9, Librairie Larousse, Paris, 1964 : «La répression pénale ne peut s'exercer qu'à l'égard des personnes responsables. Le législateur, adoptant une attitude de neutralité à l'égard du problème du libre arbitre, discuté par les philosophes, exige, pour engager la responsabilité, que l'acte visé ait été commis avec conscience et volonté», voir aussi le Dictionnaire encyclopédique Quillet, *supra* note 45, à la p. 5839 : 1- «Pour les mineurs de 13 ans, il y a présomption d'irresponsabilité absolue, 2- Pour les mineurs de 13 à 18 ans, il y a présomption d'irresponsabilité non irréfragable : le juge peut prononcer une condamnation bénéficiant de l'excuse atténuante de minorité».

ainsi apparaître comme une sorte de double victimisation¹⁷⁸. Quel devrait être les objectifs et la nature de la sanction dans le traitement des enfants soldats impliqués dans la perpétration des crimes les plus graves contre l'humanité?

Il est essentiel de souligner que les fonctions attribuées à la peine n'ont pas toujours la même portée sociale ou judiciaire suivant qu'il est de juridictions nationales ou d'instances pénales internationales. En effet, dans le fonctionnement des organes juridictionnels internationaux, il semble dès lors logique, conformément aux normes internationales ainsi que de leurs actes constitutifs, d'établir la preuve de tous les paramètres à considérer pour déterminer et prononcer le type de sanction à mettre en application.

Cependant, concernant les enfants soldats, faisant l'objet de poursuites pénales, la situation est d'autant plus compliquée qu'on ne le pense. Rappelons que ces derniers, du fait qu'ils sont généralement victimes de toutes sortes d'abus et de mauvais traitements de la part des adultes, se trouvent dans un contexte très délicat, puisqu'on devrait les traiter en même temps comme victimes et délinquants.

Dans le cas des enfants soldats, la logique réparatrice ne devrait-il pas prévaloir?

En d'autres termes, nous nous demandons si les membres de la société ne devraient pas contribuer au rétablissement de l'harmonie entre ces jeunes, leurs victimes et les différentes structures sociales?

Dans cette perspective, « *le but essentiel du traitement de l'enfant durant le procès, et aussi s'il est déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale, est son amendement, sa réintégration au sein de sa famille et sa réhabilitation sociale* »¹⁷⁹. Par ailleurs, il est fondamental, compte tenu de la vulnérabilité de ces enfants et des traumatismes auxquels ils se trouvent exposés, d'envisager des mécanismes bien spécifiques de traitement à leur égard, tout en privilégiant leur

¹⁷⁸ Van Guerten, *supra* note 50, aux pp. 1-2.

¹⁷⁹ Voir l'art. 17 § 3 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, *supra* note 26 à la p. 17.

participation dans toutes les décisions qui doivent être prises avant, pendant et après la procédure de jugement. Cette participation permet surtout d'écarter la possibilité de recommencer à patauger dans le cycle de la violence. Et cette attitude prospective vers la paix durable et la réconciliation civile a été clairement exprimée par M. O. Otunnu déclarant :

« Les enfants, victimes de la guerre et laissés à l'abandon, deviennent vite "des créateurs de guerre". Il faut leur donner une alternative, avant et après la guerre ! Sinon se recrée le cercle vicieux entre économie de guerre, continuation des hostilités, utilisation des enfants, victimisation des civils »¹⁸⁰.

De telles dispositions et déclarations peuvent permettre de justifier le fait que les mécanismes de justice restaurative sont considérées comme étant la formule la mieux appropriée en matière de traitement judiciaire des enfants soldats, en vue de leur responsabilisation, de leur prise en charge (réparation, participation, encadrement, réhabilitation, etc.), pour la sauvegarde des droits des victimes et la stabilité sociale. Donc, il serait nécessaire pour la communauté internationale d'envisager une justice pénale internationale des mineurs, conçue en fonction d'une combinaison de la rationalité prospective et des mécanismes de justice restaurative, notamment en matière de gestion de la responsabilité pénale des enfants soldats.

Section 2 : L'application de la justice restaurative en matière de la responsabilité pénale des enfants soldats dans le cadre du processus de réconciliation nationale

En règle générale, la justice rendue au nom de l'État est garante de l'ordre social, des droits et libertés de tous les citoyens. En ce sens, la justice pénale a pour

¹⁸⁰ Propos de O. OTUNNU, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés, cités par J.-P. MARI, dans J.-P. MARI, «Ces enfants qu'on oblige à tuer», Le Nouvel Observateur, n°1855 du 25-31 mai 2000, p. 14.

finalité première de sanctionner les atteintes contre les personnes, les biens et la société¹⁸¹. Ainsi, il s'en suit que la morale sociale de même que les règles de droit en vigueur dans la société permettant de reconnaître et de ressentir la nécessité de punir les crimes commis dans le passé requièrent que « justice soit donnée » à tous ceux ayant été victimes d'un tort ou d'un préjudice quelconque. D'après Paul Ricœur, "l'acte de juger repose sur une double finalité: une finalité courte consistant à trancher, mettre fin à l'incertitude, séparer les parties; une finalité longue conduisant, par la reconnaissance de chacun à la part que l'autre prend à la même société que lui, à la paix publique"¹⁸². Ce point de vue reflète l'ambition de la justice restaurative, consistant en la reconnaissance et le placement de l'individu au cœur du différend à résoudre, la participation des divers acteurs à toutes les initiatives visant à aboutir à un procès équitable, la garantie de la promotion de la restauration sociale des personnes concernées. En résumé, disons qu'un tel projet suppose uniquement, «un réel et profond changement des attitudes et des comportements des citoyens et des institutions face aux victimes»¹⁸³.

Selon la nature des circonstances, la justice peut donc se présenter sur diverses formes. Elle peut être rendue d'après une rationalité punitive et se concentrer uniquement sur les éléments de l'accusation : c'est le cas de la justice pénale applicable aux adultes. Mais, elle peut être mise en œuvre suivant une rationalité purement restaurative et basée sur des formules alternatives, particulièrement la médiation pour une justice participative, responsabilisatrice, compréhensive, transformatrice et thérapeutique comme le cas des commissions de vérité, en vue

¹⁸¹ *La justice pénale (1990-2005): Acteurs, juridictions et interdit pénal*, en ligne: *Vie publique.fr*, <<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/justice-penale/acteurs-juridictions-penales-peines-infractions/>>.

¹⁸² Paul Ricœur, *Le juste*, Paris, Esprit, 1995, aux pp. 185-192.

¹⁸³ P. Milliez, dir., *Rapport de la Commission d'étude et de proposition dans le domaine de l'aide aux victimes*, multigraph, Min. de la justice, Documentation française, 1982, à la p. 11.

d'une justice historique¹⁸⁴.

En effet, dans beaucoup de pays en situation post-confliktuelle, les débats au sein de la société civile, se sont généralement déroulés autour de l'option à choisir entre : la création d'un TPI ou d'un Tribunal spécial, les tribunaux nationaux, ou autres mécanismes de justice restauratrice ou réparatrice (Commissions de Vérité par exemple) d'un côté, la combinaison d'au moins deux formules (judiciaire et non-judiciaire) dans le but de chercher à obtenir des résultats satisfaisants en terme de justice et de réconciliation, de l'autre. Toutefois, les expériences faites avec le TPIY et la Commission Vérité de Bosnie-Herzégovine; le TSSL et la CVR, le TPIR et la "Gacaca", etc., ont permis de comprendre la nécessité d'associer ces deux types d'organes pour aboutir à un climat de paix sociale.

L'ambitieuse initiative, visant à restructurer des tribunaux "gacaca" au Rwanda aux fins de pouvoir accélérer les poursuites des auteurs présumés du génocide de 1994, d'encourager la participation de la population et d'introduire certains aspects essentiels du mécanisme de médiation et de réconciliation dans le déroulement du processus de justice transitionnelle, constitue le modèle le plus simple et le plus efficace en terme de gestion des crimes de masse en période post-confliktuelle¹⁸⁵.

D'où le point de vue de Mary Robinson, dans un message au cours d'une réunion du Haut Commissariat des Droits de l'Homme (HCDH) tenue à Arusha, le 24 mai 2002, au sujet de la «promotion de la justice et de la réconciliation comme bases du développement en Afrique». Elle a exprimé l'importance pour la Commission des Droits de l'Homme (CDH) de créer, avec le concours de l'ONU, des mécanismes judiciaires spéciaux à l'instar du Rwanda et de la Sierra Leone dans le but de rendre possible une réconciliation véritable. En effet, il n'y a pas de réconciliation sans paix et justice. Bien que ce soit difficile, les sociétés en transition

¹⁸⁴ IDEA, *supra* note 163, à la p. 15.

¹⁸⁵ *Ibid.*, aux pp. 18-19.

doivent chercher à trouver un équilibre entre le besoin de vérité et de justice d'une part et le besoin de paix d'autre part¹⁸⁶.

2.1- Les caractéristiques de la justice transitionnelle

L'attitude adoptée par les leaders dans une société post-confliktuelle face aux divers crimes ayant été commis dans le passé tant à la collectivité qu'aux individus est souvent considérée comme un obstacle majeur à l'édification de la paix. La situation est dans la majorité des cas plus problématique en matière de transition vers la démocratie, où des citoyens qui ont été victimes de violence ou qui avaient enregistré des pertes irréparables se trouvent dans un contexte où ils doivent demander justice auprès des autorités au pouvoir qui, dans la plupart des cas, avaient eux-mêmes pris part à ces exactions ou atrocités¹⁸⁷. Dans de telles conditions, diverses questions se posent concernant le modèle de justice le plus apte à favoriser le rétablissement des liens sociaux brisés entre les bourreaux, les victimes et la société. À ce sujet, beaucoup pensent qu'il serait fondamental de renforcer les structures judiciaires existantes, alors que pour d'autres il serait préférable de prioriser l'application d'autres mécanismes non judiciaires, en perspective d'un rétablissement effectif de cette harmonie sociale entre les concitoyens.

Il est nécessaire de souligner que, en période post-confliktuelle, on parle depuis plusieurs années de «justice transitionnelle» pour qualifier les divers mécanismes d'interventions mis en place dans le cadre du traitement des violations graves des droits de la personnes ayant été commises dans le passé.

Dans un premier temps le modèle de justice rétributive basée spécifiquement sur la condamnation du délinquant, et de justice réhabilitative axée sur la rééducation de l'infracteur, apparaissent comme étant les seuls moyens d'obtenir la solution à la

¹⁸⁶ Message de Mary Robinson, «Dialogue Africain II» : *Promouvoir la justice et la réconciliation en Afrique : Les défis pour les Droits de l'Homme et le Développement*, à la p. 2, en ligne : ICTR <<http://www.ict.org/ENGLISH/africandialogue/papers/robinsonFR.htm>>.

¹⁸⁷ *Ibid.*

fin d'un conflit ou d'une crise.

Mais de nos jours, beaucoup pensent que le système pénal traditionnel, bien qu'il soit nécessaire ne peut à lui seul ou ne permet pas toujours d'aboutir à la paix sociale ou à la réconciliation nationale. À ce sujet, l'opinion de Pierre Hassner se révèle très significative¹⁸⁸. Ainsi, dans la logique d'une justice transitionnelle caractérisée par la réparation des torts causés à la victime, au délinquant et la communauté avant, pendant et après la perpétration des atrocités, ainsi que par l'encouragement d'un climat d'apaisement social et de réconciliation nationale pouvant favoriser la création d'un État en reconstruction, il est possible d'envisager d'autres solutions de rechange à côté de la justice. En ce sens, l'apparition des Commissions de Vérité et de Réconciliation (CVR), comme mode de justice réparatrice semblerait être particulièrement bien adapté dans la transition vers la paix sociale. De plus, la «justice réparatrice» constitue une formule consistant à pallier l'incapacité du système judiciaire classique à répondre aux besoins, tant des délinquants et des victimes qu'à ceux de la communauté en question. Elle est basée sur le fait que le crime est une atteinte à la dignité des personnes et aux rapports sociaux, et qu'il revient à la justice de procéder à la réparation des préjudices causés aux parties et de rétablir la paix et l'harmonie sociale¹⁸⁹. Dans quelle mesure peut-on justifier ou démontrer la pertinence particulière des mécanismes de justice réparatrice dans le cas des enfants soldats, vu que l'ampleur et la gravité de leurs agissements soulèvent d'importantes questions, particulièrement celles de leur capacité pénale, de leur degré de responsabilité face à ces crimes de nature collective, ainsi que de leur réintégration sociale?

¹⁸⁸ Pierre Hassner, *supra* note 81, aux pages 1-2 : «Certes, à long terme, justice et paix doivent coïncider : pas de véritable réconciliation sans justice. Mais, dans l'immédiat, il est parfois nécessaire, pour mettre fin à la violence, d'accepter une large impunité, comme l'ont illustré les transitions négociées ou «pactées» de la décennie qui s'achève».

¹⁸⁹ ISUMA, «La justice réparatrice : Comment intégrer un courant marginal au système judiciaire conventionnel», par Don Clairmont, vol. 1 no 1, «printemps 2000», en ligne <http://www.isuma.net/vol1n01/clairmon/clairmon_f/.html>

2.2- Finalité et cadre procédural du processus de justice restaurative en période post-confliktuelle

Finalité

L'expression "justice réparatrice" est la traduction française de "Restorative justice" employé dans les pays anglo-saxons. Certains auteurs (Mylène Jaccoud, Frieder Dünkel) ont choisi d'employer l'épithète "réparatrice", alors que d'autres (Lode Walgrave, Robert Cario, Denis Salas) ont préféré utiliser l'une ou l'autre des deux expressions, mais emploient plus volontiers l'expression "justice restaurative", en référence au concept du modèle anglo-saxon. Par ailleurs, il y a un autre groupe d'auteurs qui préfèrent s'accrocher au néologisme «justice reconstructive», tout en écartant l'anglicisme «restaurative»¹⁹⁰.

L'une des définitions les plus utilisées est celle de Robert Cario : La «justice restaurative» est définie comme «un processus dynamique par lequel les parties concernées par une infraction donnée décident en commun de la manière de réagir aux conséquences de l'infraction ainsi qu'à ses répercussions futures»¹⁹¹.

Notons qu'aux États-Unis, le Canada, l'Australie, Nouvelle-Zélande, la Belgique et dans une moindre mesure dans quelques pays de l'Europe du Nord, ces nouvelles approches ont été expérimentées dans des domaines spécifiques au sein des communautés autochtones, en matière de petite délinquance, dans le cadre de la résolution des différends de nature familiale, en matière de justice juvénile, etc¹⁹². En

¹⁹⁰ Voir à cet effet, Antoine Garapon, «La justice reconstructive» dans A. Garapon, F. GROS, et T. PECH, *Et ce sera justice – Punir en démocratie*, Paris : Odile Jacob, 2001, à la p. 248, pour cet auteur : «ce néologisme exprime la double idée de reconstruction d'une relation détruite, d'une part et, d'autre part l'esprit dans lequel elle doit se faire. Sans entrer dans cette querelle terminologique, nous avons préféré le terme «justice réparatrice» qui est utilisé dans la plupart des documents que nous avons exploités et qui ne s'écarte pas d'ailleurs du néologisme «reconstructive» que préconisent ces auteurs».

Sur les origines de la justice réparatrice, voir notamment, J. FAGET, «La justice réparatrice en France», www.enm.justice.fr/centre_de_ressources/actes_sessions/justice_perspectives/reparatrice_restaurative_france.htm.

¹⁹¹ Cario, *supra* note 17, à la p. 4.

règle générale, on peut, considérer la totalité des mesures réparatrices comme relevant de la justice restaurative.

Pour Martin Wright, il existe trois formes de la justice restaurative : justice restaurative unilatérale, justice restaurative autoritaire et justice restaurative démocratique, suivant que l'initiative ainsi que les conditions du bon déroulement proviennent de l'une des parties, des autorités judiciaires ou de tous les protagonistes. Dans le cadre du traitement judiciaire des enfants soldats, puisqu'il est question d'une justice transitionnelle envisagée dans une logique de passage d'une société tyrannique à une société démocratique, nous croyons que la formule de "justice restaurative démocratique" serait la plus propre à répondre aux attentes des différentes parties. Notons que dans les pays issus de la tradition juridique romano-germanique qui représente la majorité des États de l'Union européenne, la justice réparatrice est pratiquée sous forme de médiation pénale¹⁹³.

En effet, l'idée de restaurer le lien «victime-accusé», qui implique de déterminer par la médiation une sanction appropriée, aurait beaucoup plus de sens et de portée sociale que celle consistant à imposer une peine par le juge. D'où la position du Groupement Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées (GENEPI) qui, dans son analyse sur le sens de la peine et la place de la victime, pense que "les politiques pénales qualifiées de «tout répressif» ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. Témoin de cet échec, l'important taux de classement sans suite. La justice restaurative est une approche alternative de la justice pénale"¹⁹⁴ conformément à la définition de Robert Cario¹⁹⁵.

¹⁹² Jacques Faget, «La justice restaurative en France», dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, les 6 et 7 mars 2003, voir la page 5 concernant les propos de John Braithwaite : «la normalité des conduites n'est pas assurée par [...]».

¹⁹³ *Ibid*, aux pp. 1-8, Voir aussi la *Décision-Cadre du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales* (2001)/220/JAI), Journal officiel des communautés européennes : la médiation pénale (MP), selon l'alinéa e) de l'art premier de la Décision-Cadre du CE, se définit comme : «la recherche, avant ou pendant la procédure pénale, d'une solution négociée entre la victime et l'auteur de l'infraction, par la médiation d'une personne compétente».

¹⁹⁴ GENEPI, «Le sens de la peine et la place de la victime», Thème proposé par le groupe de Paris-La

Depuis plusieurs décennies, les initiatives dans le domaine de la justice réparatrice ont connu un développement considérable partout dans le monde. Cette nouvelle approche constituant, dans une certaine mesure, un élément nouveau mais essentiel dans la lutte contre la délinquance et la restauration du lien social après le crime. La justice réparatrice mettant en même temps l'accent sur les besoins de la victime, du délinquant et de la société, en termes de protection, de réparation, participation, de responsabilisation et de réhabilitation, permettrait une intervention beaucoup plus constructive quant à l'apaisement du conflit social, la vulnérabilité des différents acteurs et le sentiment de sécurité.

Un peu en opposition à la justice pénale classique, l'objectif central de la justice réparatrice est de répondre plus directement d'une part aux attentes de la victime et du délinquant, et, d'autre part du corps social en général, tout en favorisant un climat d'échange, de communication, de paix et de réconciliation entre les ennemis d'une même communauté. Signalons que concernant la victime, ses besoins consistent, sur le plan matériel, à lui restituer ses ressources perdues, disparues, détruites ou endommagées; sur le plan psychologique, à rétablir sa dignité; et sur le plan social, à restaurer ou améliorer le sentiment de sécurité. Quant au délinquant, il trouve l'occasion d'assumer sa responsabilité face à ses forfaits et ses conséquences. Cette prise de conscience de l'autre peut aider à changer son comportement antisocial grâce notamment au type d'encadrement dont il peut bénéficier. Dans le cas de la société, il faut signaler que cette forme de justice est caractérisée par une procédure moins coûteuse, moins tatillonne, moins longue, et permet aux autorités, ainsi qu'aux autres acteurs sociaux de mieux combattre et prévenir le phénomène criminel à partir de ses racines. En effet, la justice réparatrice permet l'établissement de la vérité et des responsabilités. Cette approche rejoint en quelque sorte celle du Conseil de

¹⁹⁵ Voir Cario, *supra* note 178.

l'Europe, exprimée dans les conclusions faites lors de la 26^e Conférence des Ministres européens de la justice¹⁹⁶.

Il est essentiel de noter que la justice restaurative a, au cours des quinze dernières années, évolué progressivement tant comme un champ important d'expérimentation pratique en matière de gestion de la criminalité, que comme un terrain riche favorable aux recherches criminologiques et un sujet capital dans les grandes discussions autour des réformes du système de justice pénale et de la justice des mineurs.

De nos jours, dans de nombreux pays (Allemagne, France, Italie, etc.), il est réservé dans le système pénal de même que dans celui de la justice des mineurs une place importante à la médiation entre les parties aux fins d'arriver à une réparation éventuelle.

De plus, des instances internationales telles que le CE et l'ONU ont adopté des Recommandations et des Déclarations relatives aux formules alternatives de lutte contre la criminalité, notamment la justice réparatrice ou la médiation pénale¹⁹⁷.

En effet, à travers l'ensemble de ces dispositions, l'accent est surtout mis sur la nécessité qui incombe aux États de promouvoir le respect des droits des différents acteurs dans tout processus de justice restaurative, particulièrement de médiation pénale, en tant que solution de rechange aux imperfections ou failles du système judiciaire classique.

Pourtant, certains chercheurs expriment des positions craintives vis-à-vis des

¹⁹⁶ Conseil de l'Europe, *Les aspects sociaux de la justice, la mission sociale du système de justice pénale*, 26^e Conférence des Ministres européens de la justice, Helsinki, 7-8 avril 2005, à la p.1, aux pp. 3-9 : «La justice réparatrice, c'est un moyen de traiter les victimes et les délinquants en s'intéressant au règlement des conflits découlant d'une infraction et à la résolution des problèmes sous-jacents à l'origine de l'infraction. C'est aussi, dans un sens large, une manière de traiter la criminalité sous l'angle rationnel de la résolution du problème. L'idée centrale de la justice réparatrice est de reconnaître la collectivité, plutôt que les juridictions pénales, comme lieu principal de lutte contre la criminalité».

¹⁹⁷ Walgrave, *supra* note 161, à la p. 1.

modèles de justice restaurative. En ce sens, ils pensent que l'irruption de la victime sur la scène judiciaire à travers ce modèle participatif, peut être considérée comme une arme à double tranchant, vu que cela peut aboutir soit au renforcement de la justice pénale classique ou à son affaiblissement tout simplement.

Ainsi, Denis Salas, dans ses réflexions sur le souci des victimes et la recomposition de la justice, pense que le fait de placer la victime au centre des débats dans le processus de justice restaurative, alors qu'elle serait considérée comme un élément de perturbation pour la justice pénale, pourrait être vu comme un dilemme très délicat. Cela signifie qu'elle peut être à la fois un facteur de réconciliation nationale et un élément de déstabilisation du système judiciaire¹⁹⁸. D'un autre côté, le groupe de travail Droits de l'Homme et Dialogue International (DHDI), dans le cadre d'un travail de recherche sous la direction de Michel Van de Kerchove, a d'abord souligné le caractère trop embryonnaire et théorique des modèles de justice restaurative, et ensuite l'aspect vulnérable et équivoque de cette pluralité de définitions. C'est dans cet ordre d'idées qu'il a été signalé la nécessité d'avoir une théorie normative fixe en vue de combattre les disparités et éviter toute forme de déviation pouvant provoquer des risques de pénalisation du social et de création d'une sous-justice ou d'une justice marginalisée¹⁹⁹.

Précisons tout d'abord que cette stratégie de résolution des conflits est considérée comme un mode original de réponse à la délinquance permettant de traiter

¹⁹⁸ Voir Salas, *supra* note 162, à la p. 5 : « Dans tous les cas où une collectivité donnée a besoin de renouer des liens qui ont été brisés, le modèle restauratif est extrêmement efficace dans la mesure où il ne pointe pas comme coupable un individu. Dans beaucoup de cas, la dimension individualisante de la justice pénale est très inopérante; les perspectives collectives conduisent à se tourner vers des réponses partagées, fondées sur une perspective non pas punitive mais de reconstruction des liens. Au-delà du modèle restauratif, la victime constitue un élément perturbateur du système judiciaire, en particulier pénal. La victime est très ambivalente dans la mesure où elle apparaît, non seulement, comme un facteur de réconciliation collective, mais aussi comme une violence supplémentaire imposée à la société ».

¹⁹⁹ DHDI, SITACK YOMBATINA Béni, « Entre le punitif et le réhabilitatif : Pour une théorie de la « justice restaurative » (devoir avec M. le Prof. Michel Van De Kerchove), (avril 2002), aux pp. 7-10.

de façon plus consensuelle les conflits et d'aboutir à des résultats beaucoup plus satisfaisants en comparaison avec ceux obtenus à partir du procès pénal organisé selon les procédures traditionnelles ou classiques. C'est dans cette perspective que l'on constate qu'elle a pris naissance entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, à partir d'une crise pénale dans le fonctionnement des différentes instances bureaucratiques et juridictionnelles, notamment en ce qui concerne leur efficacité entre les classements sans suite et les poursuites²⁰⁰.

En d'autres termes, le parquet, en tant qu'organe détenteur de l'opportunité des poursuites, a eu recours à la médiation pénale comme mesure de politique criminelle palliative ou corrective non seulement pour les majeurs, mais aussi pour les mineurs avec une sorte d'originalité en terme de procédure et de finalité en matière de lutte contre la criminalité juvénile. D'ailleurs pour ces derniers, elle peut être appliquée tant comme solution de rechange aux poursuites que pendant tout le déroulement de la procédure pénale, en mettant en œuvre le vaste potentiel éducatif du processus de réparation. Donc, elle peut être facilement adaptée aux divers mécanismes de la justice des mineurs²⁰¹.

Depuis plusieurs années, «la médiation victime-auteur est le moyen d'expression privilégié de la justice restauratrice en Europe ²⁰²». Ce mécanisme consiste à réunir les deux parties concernées directement dans un conflit en vue de leur permettre de se concerter dans le but d'aborder et de résoudre leur problème. Il s'agit d'une nouvelle perception, une méthode concrète, une technique, un programme, un nouveau regard dans les stratégies de lutte ou de gestion du

²⁰⁰ ISUMA, *supra* note 176, à la p. 2.

²⁰¹ Laura Messina, *Médiation et justice réparatrice dans le système pénal des mineurs italien et français*, thèse de doctorat à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, Faculté de droit et de science politique doctorat franco-italien, 2004-2005, sous la direction de Md Muriel Giacomelli, aux pp. 36-38.

²⁰² Le journal international de victimologie (JIDV), «Des politiques européennes en matière de justice restauratrice, par Ivo Aertsen et Tony Peters, Belgique, JIDV, 2003 2 (1), aux pp. 1-2, en ligne JIDV <[http://www.jidv.com/Aertsen, I-Peters, T%20-%20JIDV%202003%201%20\(4\).htm](http://www.jidv.com/Aertsen,I-Peters,T%20-%20JIDV%202003%201%20(4).htm)>.

phénomène criminel²⁰³. La médiation pénale (justice restaurative), d'après l'analyse de Robert Cario, se démarque de la justice pénale pour les raisons suivantes: rapidité, douceur, proportionnalité, moindre coût, efficacité, etc. Il s'agit d'un «phénomène de mode où de retour aux sources», un instrument privilégié de «politique criminelle» considéré comme étant une formule clé de «régulation et de symbolisation» des conflits.

Et concernant la poursuite des objectifs visant à encadrer la victime, la médiation pénale facilite en même temps la «réparation des préjudices, la responsabilisation et la réinsertion sociale de l'infracteur, tout en apportant une grande contribution à la reconstitution du tissu social». Elle favorise, ajoute Daniel Jullion, «la prévention de la récidive»²⁰⁴. Donc, c'est en quelque sorte un processus qui est déclenché en priorité au bénéfice de la victime; subséquent de celui du délinquant ; et de façon plus large, de celui de la société. Une autre définition importante de la «médiation» est celle contenue dans la Recommandation no R (99)19 du CE²⁰⁵.

Signalons que malgré le caractère innovateur de la médiation pénale dans la recherche d'une solution plus simple des conflits dans le développement de la justice pénale classique, elle soulève l'inquiétude de nombreux chercheurs à chaque fois qu'on veut l'appliquer dans le cadre d'une logique judiciaire, notamment lorsqu'elle a tendance à apporter une trop grande souplesse dans le respect des droits fondamentaux des parties pouvant avoir de graves conséquences pour le futur. Cette constatation est d'autant plus visible en matière de respect des droits de l'homme, toutes les fois que ce modèle de justice a tendance à prendre la forme d'une sous-

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ Robert Cario, dir., *La médiation pénale: entre répression et réparation*, Logiques juridiques, Paris, L'Harmattan, 1997, aux pp. 7-13.

²⁰⁵ Voir le point I de la *Recommandation no R (99) 19 sur la médiation en matière pénale*, Comité des Ministres de l'Union Européenne, 679^e réunion, (15 septembre 1999): les dispositions de l'Annexe à la *Recommandation R (99) 19*, la médiation pénale s'entend : «tout processus permettant à la victime et au délinquant de participer activement, s'ils se [...]», en ligne : justice réparatrice <<http://www.justiceréparatrice.org/intergov/mediation>>.

justice. Telle est l'opinion dégagée par Jacques Faget dans ses analyses sur la justice restaurative²⁰⁶. De plus, on doit ajouter que l'opinion peut être différente suivant qu'on est diversionniste ou maximaliste. Ainsi, doit-on croire avec les diversionnistes que la justice restaurative ne peut s'exercer que dans des situations très restreintes? Puisqu'ils considèrent cette forme de justice comme étant limitée dès lors qu'il y a impossibilité d'obtenir la concertation. Donc, la nécessité d'avoir recours aux mécanismes coercitifs dans de nombreux cas fait que la justice pénale classique reste une voie centrale de solution dans le système pénal en général.

Les maximalistes voient en revanche dans ce modèle l'occasion d'opérer de façon approfondie des réformes dans le système pénal. En ce sens, ils préconisent l'idée de son extension à un plus grand nombre d'infractions de plus en plus diversifiées, voire à des actes criminels graves, à toutes les phases de la procédure. Et de plus, ils n'écartent pas non plus une application sous contrainte²⁰⁷. En outre, il faut souligner que tous ces modèles de justice restaurative analysés jusqu'ici, ont souvent été expérimentés dans le cadre de la justice pénale des mineurs, notamment en Europe et en Amérique.

2.3- La justice restaurative sous forme de médiation pénale et la justice des mineurs

La justice restaurative tend généralement vers l'implication des différents protagonistes du conflit les oppose la victime et l'agresseur. Elle est non seulement un processus de règlement des conflits, mais aussi une stratégie dynamique permettant d'identifier et de gérer, voire traiter l'ensemble des difficultés qui en découlent.

Donc, comme beaucoup (les minimalistes) le prétendent, elle n'est pas nécessairement une justice de troisième voie destinée à bafouer ou à remettre en

²⁰⁶ Voir Faget, *supra* note 179, «La dévolution de nombreux conflits pénaux à des médiateurs peut avoir pour effet de [...]».

²⁰⁷ GENEPI, *supra* note 181, à la p. 15.

question les vertus morales et juridiques de la justice pénale classique. Ce mécanisme met en présence tous les acteurs (victime, délinquant et représentants de la société), en vue de définir les meilleurs moyens pour poser et chercher à régler les conséquences réelles, de même que les répercussions futures résultant du crime.

C'est en ce sens qu'on dit que ce modèle transcende de manière plus positive les modèles punitifs et réhabilitatifs, car il favorise la restauration sociale, économique et psychologique du délinquant et de la victime en toute dignité et équité, à partir d'une rationalité axée principalement sur la participation, la responsabilisation, la punition, la réparation, la resocialisation ou la réinsertion sociale et la prévention de la récidive. C'est une approche plus globale du crime dans ses dimensions sociales.

L'un des modèles les plus utilisés au cours des dernières décennies est la «médiation pénale» considérée théoriquement comme un excellent mode de régulation des conflits, et un instrument privilégié de politique criminelle. Suivant l'opinion de nombreux analystes, il s'agit d'une forme de «justice négociée plutôt qu'imposée» conduisant à une prise de conscience et une responsabilisation réciproque des acteurs, à la transformation des comportements, la restauration de l'image personnelle de chacun, ainsi qu'à la reconstitution des relations sociales et interpersonnelles qui ont été basculés à l'issue de la perpétration de l'acte criminel.

La négociation pénale est présentée comme une formule de pédagogie socio-judiciaire plus souple, plus rapide et moins coûteuse que la justice pénale traditionnelle. Elle est aussi plus humaine, plus consensuelle et plus flexible.

Même si le recours à la négociation pénale est plus restreint dans le cas des criminels d'âge adulte, elle est néanmoins mise à la disposition du parquet ou d'autres organismes associatifs dans beaucoup de juridictions.

En ce qui concerne les mineurs délinquants, ce procédé qualifié, en règle générale, de «médiation-réparation» est beaucoup plus généralisé et est conçu

comme une réparation pénale de nature socio-éducative et psychothérapeutique²⁰⁸.

Ainsi, vu le caractère délicat de la problématique de traitement judiciaire des enfants soldats, notamment ceux âgés de 15 à 18 ans, au lendemain d'un conflit armé violent, ne pourrait-on pas considérer cette formule de médiation restaurative comme étant l'alternative la plus appropriée dans la perspective de la restauration de la paix et de la réconciliation post-confliktuelle? En effet, le fait de refuser le retour des enfants soldats dans leur communauté et d'engager des poursuites judiciaires à leur rencontre sans pour autant chercher à gérer leurs vulnérabilités en terme de prise en charge socio-éducative et psychologique, pourrait développer chez ces derniers la tendance à vouloir récidiver dans leurs pratiques criminelles.

En effet, l'inexistence de normes spécifiques relatives au traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats de 15 à 18 ans, en justice pénale internationale, a pour conséquence qu'ils sont généralement laissés à la merci des autorités nationales qui, dans presque tous les cas, décident de les juger au même titre que les adultes, ou de les ignorer tout simplement. Cet état de fait occasionne souvent de vives tensions entre les gouvernements, la société civile, les ONG de défense des droits humains, les victimes de ces ex-enfants soldats et les enfants soldats eux-mêmes (étant à la fois victimes et bourreaux). Car, d'un côté il faut juger et réparer, de l'autre, il faut réhabiliter, réconcilier et reconstruire. Précisons que, hormis le cas de la Sierra Leone où cette problématique a été officiellement débattue et incluse dans le Statut du TSSL²⁰⁹, cette question fait en règle générale l'objet de solutions bâclées et improvisées.

Il est essentiel de souligner que dans l'évolution de la justice pénale internationale, la tendance, tant dans les normes qu'à travers les institutions consiste généralement à accorder la primauté à la répression des crimes graves selon une politique pénale ferme de rationalité punitive restitutive visant à mettre fin à

²⁰⁸ Robert Cario, *Victimologie: De l'effet du lien intersubjectif à la restauration sociale*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000, aux pp. 187-208.

²⁰⁹ Voir l'art 15-5 du Statut du TSSL, *supra* note 122.

l'impunité. Pourtant, nous devons souligner qu'en matière de traitement de la responsabilité pénale internationale des enfants soldats, le caractère spécifique de la situation des criminels mineurs (15-18 ans) appelle des solutions différentes. Ainsi, dans le but de contrebalancer les exigences concernant le respect des principes du DPI avec celles découlant des normes relatives à la justice des mineurs en droit national et international, nous comptons aborder le problème suivant des «mécanismes restauratifs (Commission Vérité et Réconciliation, médiation pénale, etc.) centrés sur un régime prospectif de la sanction». En ce sens, la justice restaurative est capable d'offrir des perspectives beaucoup plus prometteuses, en terme de conciliation de l'impératif de resocialisation du délinquant condamné ou reconnu coupable, de la restauration sociale de la victime traumatisée par le crime, de même que celui de reconstruction de la société.

2.4- L'application de la justice restaurative ou réparatrice dans le cadre du traitement de la responsabilité pénale internationale des enfants soldats

En effet, conformément au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant selon la CDE, les enfants, enfreignant les lois pénales, doivent être traités en justice suivant un système pénal spécifique priorisant les mesures extrajudiciaires en lieu et place des sanctions pénales traditionnelles qui, en principe, devraient être toujours envisagées en dernier recours. C'est ce qui ressort des diverses normes internationales en matière du traitement de la délinquance des mineurs, en particulier des «Règles minima des Nations-Unies de 1985 concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)». D'ailleurs, l'article 40 de la CDE, traitant de l'administration de la justice juvénile, précise que l'enfant a droit «à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle» dans la logique du renforcement ou de la promotion des droits et libertés fondamentales d'autrui et de lui-même, et à le préparer à assumer «un rôle constructif au sein de la société». Il cite les garanties minimales d'une procédure régulière telles : être présumé innocent, être informé dans le plus court délai et

clairement des accusations portées contre lui, bénéficier d'une assistance juridique, voir sa cause entendue sans retard par l'autorité compétente. Tout en respectant ces garanties judiciaires de base, les États parties s'efforcent de prendre des mesures pour que les enfants soient traités, le plus souvent possible, sans recourir à une procédure judiciaire trop formaliste. Aux termes du paragraphe 4 de ce même article, il est prévu que les États parties sont tenus d'adopter «toute une gamme de dispositions, relatives notamment aux soins, à l'orientation et à la supervision, aux conseils, à la probation, au placement familial, aux programmes d'éducation générale et professionnelle et aux solutions autres qu'institutionnelles en vue d'assurer aux enfants un traitement conforme à leur bien-être et proportionné à leur situation et à l'infraction»²¹⁰. Notons que ces dispositions sont également renforcées par celles d'autres normes régionales, par exemple le paragraphe de l'article 17 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) disposant que: «Le but essentiel du traitement de l'enfant durant le procès, et aussi s'il est déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale, est son amendement, sa réintégration au sein de sa famille et sa réhabilitation sociale»²¹¹.

Donc, tout processus de justice des mineurs, quel qu'il soit, répressif ou restauratif, doit garantir un cadre respectueux des droits fondamentaux.

Comment situer la justice réparatrice par rapport aux philosophies qui ont orienté la justice des mineurs depuis sa création au début du 20^e siècle? Soulignons que les expériences réalisées jusqu'à présent en matière d'une justice des mineurs axée sur une application de la justice réparatrice apparaissent mieux adaptées au traitement de la délinquance des jeunes contrevenants²¹². La délinquance juvénile est

²¹⁰ Voir les arts 3, 37, 40 de la CDE, 20 novembre 1989, Rés.A.G.44/25.

²¹¹ Voir les paragraphes de l'article 17 relatifs à l'administration de la justice pour mineurs de la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*, adoptée le 11 juillet 1990, entrée en vigueur le 29 novembre 1999, OUA doc. CAB/LEG/24.09/49 (1990).

²¹² Jean Trépanier, «La justice réparatrice et les philosophies de l'intervention pénale sur les jeunes», seconde conférence introductive, aux pp. 1-2, en ligne : Regroupement des organismes de justice

un phénomène préoccupant qui interpelle avec acuité l'avenir des sociétés.

En effet, les formules de justice réparatrice ou restaurative expérimentées au cours des trente dernières années dans de nombreux pays, notamment en Europe et en Amérique du nord ont prouvé qu'il s'agit de traiter les difficultés issues de la délinquance ou de la criminalité juvénile.

L'expérience européenne nous apparaît particulièrement significative en la matière.

En Italie, un document du Bureau central pour la Justice des mineurs (BCJM) a apporté quelques précisions à propos du sens de la justice réparatrice sous forme de médiation en ces termes : La médiation pénale concernant les mineurs peut être définie comme une «activité entreprise par un tiers neutre afin de régler un conflit entre deux parties au moyen de la réparation du dommage subi par la victime ou de la réconciliation entre la victime et l'auteur de l'infraction», on souligne, en outre, que par «activité réparatrice on entend aussi une réparation faisant abstraction du dédommagement au sens strict et privilégiant l'aspect symbolique»²¹³.

En ce sens, le Conseil de l'Europe, lors de la 26^e conférence du Comité des Ministres, a déclaré ce qui suit : «C'est dans le domaine de la délinquance juvénile que l'apparition des modèles de justice réparatrice donne les meilleurs résultats. Les sanctions prononcées à l'encontre des jeunes s'efforcent souvent d'améliorer leur future adaptation dans la société. Toutefois, le traitement et la sanction n'accordent pas toujours une attention suffisante à la détresse de la victime et ne réussissent pas toujours à faire comprendre au jeune délinquant qu'il a fait quelque chose de répréhensible. Le problème fondamental des délinquants juvéniles provient souvent de leur contexte familial, de leur exclusion de l'école et de l'emploi, et de leur abus

alternative (ROJAQ) <<http://www.rojaq.qc.ca/documents/trepan.html>>.

²¹³ Voir Ministère de la justice italienne, «Médiation et justice réparatrice dans le système pénal italien», *dixième congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants*, Vienne, (10-17 avril 2000), Bureau Central de la Justice des Mineurs (BCJM), aux pp. 2-3 aux pp. 2-3, en ligne : Giustizia.it <http://www.giustizia.it/minori/area_penale/med_pen_fr.htm>.

d'alcool et d'autres substances»²¹⁴. Ces approches tendent à considérer la justice réparatrice comme une sorte de procédé thérapeutique pour les jeunes en difficulté.

Les perspectives dans lesquelles se trouve orientée la justice restaurative sembleraient être plus appropriées à la consolidation d'un climat de paix viable dans les sociétés victimes des crimes graves perpétrés par les ex-enfants soldats durant le déroulement des hostilités.

Signalons que la justice réparatrice est souvent introduite sous forme de «médiation pénale». En matière de justice des mineurs, elle comporte trois objectifs centraux qui sont : «Stimulation d'une grande prise de conscience et une plus large responsabilisation chez le délinquant, la revalorisation de la dignité et la transformation de l'attitude frustrante de la victime, une meilleure gestion des causes et conséquences du phénomène criminel et de la déviance à l'avenir. Cet espace inter-communicationnel créé entre les différents protagonistes constitue un élément fondamental pour une justice compréhensive en vue d'une justice transformatrice et reconstructive»²¹⁵. En d'autres termes, disons que de tels éléments se révèlent fondamentaux dans les efforts visant à responsabiliser et réhabiliter le délinquant, réparer la victime et reconstituer l'édifice social. Ainsi, à travers ce modèle, dans le but d'aboutir à la paix, l'harmonie et la réconciliation par le biais de la réparation, la responsabilisation et la réinsertion sociale, l'homme du droit est remplacé par l'homme du besoin et de l'émotion, ou encore l'universalité formaliste a cédé sa place à la sociabilité naturelle des hommes dans une réalité axée sur une logique pré-juridique ou extrajudiciaire²¹⁶.

En Allemagne, Italie et France, plusieurs législations ont été adoptées à ce sujet. En outre, de nombreux projets ont été élaborés et exécutés dans le domaine de la médiation pénale des mineurs au plan national et supranational, à partir du moment que les acteurs gouvernementaux et indépendants ont fini par comprendre que la

²¹⁴ CE, *Les aspects sociaux de la justice*, *supra* note 183, à la p. 6.

²¹⁵ Ministère de la justice italienne, *supra* note 200, aux pp. 3-9.

²¹⁶ Antoine Garapon et Denis Salas, dir., *La justice des mineurs : Évolution d'un modèle*, Librairie Générale de Droit et de la Jurisprudence (LGDJ), Paris, Bruylant, 1995, à la p. 98.

réconciliation entre le coupable et la victime constitue inévitablement la clé de voûte de toute politique pénale²¹⁷.

Il est à remarquer que la justice réparatrice sous forme de médiation, contrairement à la justice pénale qui tend généralement à se tourner vers le passé, constitue une pratique de justice restaurée reposant sur une rationalité communicationnelle et peu formaliste pour gérer les conflits. Toutefois, on doit rappeler que depuis plusieurs années, il existe de nombreuses initiatives tant normatives que pratiques (les Recommandations et la Décision-Cadre du CE, les mécanismes législatifs et de mise en œuvre de la France, l'Allemagne et de l'Italie par exemple) visant à mettre ce modèle sous le contrôle de l'autorité judiciaire afin, d'une part, de renforcer le respect et l'application des ententes conclues, et d'autre part donner une certaine reconnaissance officielle au processus.

De nos jours, beaucoup de secteurs sont d'accord pour que la médiation pénale soit placée sous le contrôle du tribunal pour enfants, compte tenu du fort pourcentage des succès obtenus dans le domaine de la lutte contre la délinquance, notamment concernant la grande réduction du taux de récidive²¹⁸.

En Allemagne, on pratique à grande échelle la médiation pénale, même en matière de crimes graves commis par des adultes. Dünkler, après avoir analysé les opinions exprimées par beaucoup de victimes concernant la nécessité d'étendre l'application de la médiation à d'autres types d'infractions de grande importance pour éviter les défaillances du système judiciaire traditionnel, en terme de coût, de durée, de caractère un peu trop formaliste et non social, etc. Toutefois, il est à

²¹⁷ Ivo Aertsen et Tony Peters, «Des politiques européennes en matière de justice restauratrice», Belgique, Journal international de victimologie (JIDV), 2003 2 (1), aux pp. 1-3, en ligne JIDV <[http://www.jidv.com/Aertsen, I-Peters, T%20-%20JIDV%202003%201%20\(4\).htm](http://www.jidv.com/Aertsen, I-Peters, T%20-%20JIDV%202003%201%20(4).htm)>, aux pp.

²¹⁸ Dünkler Frieder, «La justice réparatrice en Allemagne», Criminologie, vol. 32, no 1 (1999), aux pp. 6-8.

remarquer que de nombreux secteurs de la société allemande ont exigé la mise sous contrôle des tribunaux étatiques du processus de médiation pénale. De nos jours, beaucoup de secteurs sont d'accord pour que la médiation pénale soit placée sous le contrôle du tribunal pour enfants, compte tenu du pourcentage élevé des succès obtenus dans le domaine de la lutte contre la délinquance, notamment avec la grande réduction du taux de récidive²¹⁹.

En France, la pratique de médiation pénale se fait sous deux formes: d'abord, il y a un modèle qualifié de judiciaire qui est largement majoritaire et se déroule sous le contrôle judiciaire (parquet) par des juristes actifs ou retraités ayant d'autres expertises que le droit, alors que le second, qualifié de pédagogique ou restauratif, est mis en œuvre dans un cadre associatif par des professionnels ayant suivi une formation spécifique en la matière²²⁰. La première forme, du fait que le bureau est généralement placé au local même d'un tribunal ou du parquet et que les accords convenus doivent être entérinés par les autorités judiciaires chargées de leur homologation, pourrait être considérée comme un modèle de justice négociée²²¹ ou une justice pénale déléguée.

Quant à la seconde, elle est, de par son indépendance par rapport au système pénal étatique en ce qui concerne la procédure et le mode de fonctionnement, conçue comme une alternative judiciaire purement restaurative ou réparatrice. Cependant, les ententes conclues, dans le fonctionnement de ce modèle, doivent également être acheminées au parquet aux mêmes fins procédurales que de droit²²². Tel est aussi le point de vue de Serge Charbonneau dans ses approches relatives à l'usage des

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Faget, *supra* note 179, aux pp. 4-5.

²²¹ Voir Mylène Jaccoud, *Justice réparatrice et Médiation pénale (convergences ou divergences?)*, Sciences criminelles, Paris, Budapest et Torino, L'HARMATTAN, 2003, aux pp. 52-53 : « Dans beaucoup de champs relationnels où les conflits mettent aux prises des personnes physiques et des enjeux d'ordre interpersonnel, c'est la médiation qui fait figure d'emblème de ce nouveau modèle de justice « négociée » ».

²²² *Ibid.*, aux pp. 4-5.

formules réparatrices dans la justice des mineurs²²³.

Au plan international, cette tendance visant à prioriser l'application des mécanismes non judiciaires commence de plus en plus à devenir un sujet de préoccupation pour les divers acteurs de la communauté internationale engagés dans la lutte destinée à mettre fin à la propagation du phénomène des enfants soldats. En ce sens, l'ampleur et la gravité des atrocités perpétrées par les enfants soldats en général, et ceux de la Sierra Leone en particulier, ont permis de comprendre pourquoi l'établissement d'une Commission de Vérité et de Réconciliation (en tant que modèle de justice négociée) serait considéré comme un élément fondamental, en vue d'une justice historique, transformatrice et reconstructive pouvant garantir la réussite du processus de paix, de justice et de réconciliation nationale.

D'ailleurs, la nécessité d'encourager les formules de justice réparatrice ou restaurative complémentaires est de plus en plus exprimée dans beaucoup de dispositions prises par l'ONU dans ses engagements dans le sens du maintien de la paix. C'est ce qui a été recommandé dans le paragraphe 5 de la Résolution 1593 adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 5158^e séance, le 31 mars 2005, dans le cas de la crise au Darfour, lorsqu'il est précisé : Souligne qu'il importe de promouvoir l'apaisement et la réconciliation et, à cet égard, encourage la création d'institutions auxquelles soient associées toutes les composantes de la société soudanaise, par exemple des commissions vérité et/ou réconciliation, qui serviraient de complément à l'action de la justice, et renforceraient ainsi les efforts visant à rétablir une paix

²²³ Charbonneau, Serge, «Justice réparatrice et justice des mineurs : considérations sur l'objet et enjeux pour la pratique», en ligne : École Nationale de la Magistrature, aux pp. 9-10, (ENM) http://www.enm.justice.fr/centre_de_ressources/dossiers_reflexions/oeuvre_justice2/... : «le développement des mesures réparatrices à l'intérieur de la justice des mineurs ne remet nullement en cause l'idée voulant qu'il faut tenir compte des besoins et du développement des mineurs. Suivant les grands principes de la médiation, nul ne pourrait organiser une rencontre [...]».

durable, avec le concours de l'UA et de la communauté internationale si nécessaire»²²⁴.

2.5- Les normes internationales en matière de justice réparatrice et de justice des mineurs applicables aux enfants soldats

Selon Don Clairmont : «L'incapacité du système judiciaire conventionnel à répondre aux préoccupations tant des délinquants que des victimes et de la collectivité devient de plus en plus notoire, ce qui a suscité un regain d'intérêt envers la justice réparatrice. Celle-ci repose essentiellement sur la prémisse que le crime constitue une atteinte à l'intégrité des personnes et aux rapports sociaux, et que le système judiciaire a pour double tâche de réparer les torts faits aux parties, et de rétablir l'harmonie dans la collectivité. La justice réparatrice est un mouvement de pensée et un édifice social majeur dans la société contemporaine»²²⁵.

2.5.1- Les normes concernant la justice réparatrice

En effet, pour Robert B. Cormier : «La justice réparatrice est une approche de justice axée sur la réparation des torts causés par le crime en tenant le délinquant responsable de ses actes, en donnant aux parties directement touchées par un crime-victime (s) : délinquant et collectivité- l'occasion de déterminer leurs besoins respectifs et d'y répondre à la suite de la perpétration d'un crime, et de chercher ensemble une solution qui permette la guérison, la réparation et la réinsertion, et qui prévienne tout tort ultérieur»²²⁶. Ainsi, en tant que réponse dynamique face à la criminalité, priorisant le respect de la dignité de chaque partie de même que l'égalité entre tous les secteurs concernés, le processus de justice réparatrice tend à promouvoir un climat de compréhension et d'harmonie sociale tout en insistant sur la

²²⁴ Nations Unies, *Résolution 1593 (2005)*, adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 5158^e séance, le 31 mars 2005, S/RES/1593 (2005).

²²⁵ ISUMA, *supra* note 176.

²²⁶ Robert Cormier, «La justice réparatrice : orientations et principes-évolution au Canada», en ligne : Sécurité publique et protection civile Canada <http://www.psepc-spcc.gc.ca/publications/corrections/2000202_f.asp>

guérison socio-psychologique des victimes, des délinquants et de la communauté. Ce modèle, considéré comme le procédé le plus économique, le plus rapide, le plus simple et le plus humain ou juste pour les différents protagonistes, est de plus en plus utilisé tant sur le plan national qu'international, notamment en matière de justice transitionnelle à la fin d'un conflit armé ou d'une crise socio-politique violente. D'où les raisons pour lesquelles de nombreux gouvernements ainsi que d'organisations et institutions internationales et régionales se sont engagés à élaborer des principes normatifs visant à orienter et encourager les divers programmes en la matière, tant en temps de paix qu'en temps de guerre.

Premièrement, sur le plan international, la communauté internationale, particulièrement le Conseil économique et social des Nations Unies a beaucoup insisté sur la nécessité pour les États de promouvoir le recours à la médiation et d'autres formes de justice réparatrice pour faciliter la résolution des conflits de petite et de moyenne gravité. D'après ces différentes règles, le recours à ces stratégies alternatives permettra aux autorités nationales de mieux gérer les exigences de justice, en terme d'aide aux victimes et aux délinquants (notamment en matière de réparation, de responsabilisation et de réhabilitation); de prévention des comportements illicites, de nouvelles victimisations ainsi que de la récidive; et également de reconstitution du tissu social déchiré²²⁷.

Toujours dans la même perspective, le Conseil économique et social, à travers la Résolution 2000/14 avait prié le Secrétaire général de «demander aux États Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales

²²⁷ Voir : 1- *Résolution 40/34* du 11 décembre 1985 de l'Assemblée 47 Générale des Nations Unies sur «*La Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et d'abus de pouvoir*». Voir aussi les *Résolutions # 1997/33* sur la «*Prévention de la criminalité*», et # 1998/23 invitant les États Membres à recourir à des solutions alternatives et amicales pour traiter les conflits moins graves, à partir de l'utilisation de la médiation, la réparation financière du dommage ou la réparation matérielle (implication du délinquant dans des travaux conçus au bénéfice de la victime). Voir surtout la *Résolution # 1999/26* sur le «*Développement et l'actuation de la médiation et de la justice réparatrice dans le domaine de la justice pénale*». Voir enfin la *Résolution # 15/2000* invitant les États à collaborer entre eux au sujet de la recherche, des échanges d'expériences, des évaluations dans le domaine de la justice réparatrice.

concernés ainsi qu'aux instituts du réseau du programme des Nations-Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de faire part de leurs commentaires sur l'utilité et les moyens d'établir des principes communs concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale, y compris sur l'opportunité d'élaborer un instrument». C'est en ce sens qu'un avant-projet d'éléments de déclaration sur des principes fondamentaux relatifs à des programmes de justice réparatrice en matière pénale a été annexé à la dite résolution, aux fins d'examens. Et après de nombreux travaux réalisés par un groupe d'experts constitué en vue d'étudier les différentes propositions et d'analyser les divers commentaires acheminés au Secrétaire général, en application de la Résolution 2000/14, particulièrement à l'occasion d'une réunion tenue au Canada (Ottawa) du 29 octobre au 1^{er} novembre 2001, plusieurs recommandations ont été formulées dans le rapport final. En outre, des projets révisés relatifs aux principes portant sur le recours à la justice réparatrice, ont été examinés et modifiés au cours de la réunion. Soulignons qu'à l'occasion de ces initiatives, la question principale a été de faire en sorte que tous les participants admettent que le concept de «justice réparatrice» devrait être accepté comme un élément fondamental sur les questions de responsabilité et d'équité concernant les délinquants et les victimes dans la procédure judiciaire. Dans cet ordre d'idées, le principe de base de la justice réparatrice est de «gérer le préjudice causé et de rétablir le délinquant et la victime dans leur situation antérieure».

Donc, il y a en quelque sorte un consensus entre les différents acteurs sur le fait que la justice réparatrice doit offrir à la justice pénale classique ou traditionnelle «une solution de substitution aux formes existantes de procès et de châtiments et doit favoriser l'intervention de la collectivité et la société toute entières dans le processus de réparation»²²⁸.

Par ailleurs, le concept de justice réparatrice est aussi évoqué au paragraphe 27 de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice : «relever les défis du

²²⁸ Conseil économique et social des Nations-Unies, *Commission pour la prévention du crime et la justice pénale*, onzième session, Vienne, 16-25 avril 2002, E/CN-15/2002/5, aux pp. 1-2.

XXI^e siècle», adoptée lors du dixième Congrès (résolution 55/59 de l'Assemblée générale, annexe)²²⁹.

Dans cette perspective, un plan d'action sur la justice réparatrice a été élaboré et adopté par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale durant la dixième session, notamment à cause de l'intérêt manifesté par de nombreux gouvernements en faveur de la négociation d'un nouvel instrument international relatif à la justice réparatrice et la médiation²³⁰.

Enfin, la problématique de la justice réparatrice a été également abordée à l'issue de plusieurs conférences régionales, en témoigne l'organisation d'une téléconférence nationale concernant la justice réparatrice aux USA en 1996, sous le patronage des instituts nationaux de répression, et un séminaire sur la médiation et d'autres moyens de règlement des différends à Plovdiv (Bulgarie) en décembre 2000²³¹.

Ainsi, après la tenue de ces discussions, se dégage un consensus que la justice réparatrice repose sur l'idée fondamentale qu'une infraction a souvent une incidence tant sur l'avenir des délinquants que sur celui des victimes et des collectivités. Cette forme de justice vise à reconstituer l'intégralité des intérêts des divers acteurs touchés par le crime, en accordant une grande importance à la participation active et volontaire des délinquants, des victimes et des communautés. Toutefois, malgré de nombreuses tentatives, aucune définition formelle de la justice réparatrice n'a pu être proposée dans les Résolutions 1996/26 ou 2000/14 du Conseil économique et social.

Parmi les définitions proposées par les États, signalons les Philippines qui ont avancé la définition qui suit : «La justice réparatrice est une mesure de substitution dans le système de justice pénale, qui n'est pas punitive par nature, mais qui vise plutôt à rendre justice tant au délinquant qu'à la victime, au lieu de privilégier expressément l'une des parties au détriment de l'autre. Elle s'emploie à rétablir les

²²⁹ *Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice*, Résolution 55/59 de l'Assemblée générale, annexe, dixième Congrès.

²³⁰ Conseil économique et social des Nations-Unies, *supra* note 215.

²³¹ *Ibid.*

relations sociales, ce qui est l'objectif ultime de la justice réparatrice et cherche à considérer les préjudices du point de vue tant du délinquant que de la victime, ce qui est également l'objectif de la justice réparatrice».

Ensuite, le Comité consultatif mondial de la Société des amis a, de son côté, proposé la définition suivante : «La justice réparatrice vise à rétablir un équilibre entre les préoccupations de la victime et de la collectivité et la nécessité de réinsérer le délinquant dans la société. Elle s'emploie à aider la victime à se remettre du préjudice subi et à faire en sorte que toutes les parties interviennent dans le processus judiciaire pour participer fructueusement»²³².

Deuxièmement, les différentes initiatives des instances de la communauté internationale, dans le sens de l'établissement d'un cadre normatif et conceptuel de la justice réparatrice, avaient incité beaucoup de pays à fixer leur position par rapport aux différents points de «l'avant-projet» et des résolutions, et à agir en vue des avancées positives en la matière. C'est ainsi que d'abord les Etats-Unis, après avoir fait part de la portée de la justice réparatrice en ce qui a trait à la responsabilisation du délinquant, le rétablissement de la victime et au rôle fondamental de ce modèle vis-à-vis du système de justice pénale en particulier et de la communauté en général, notamment en matière de participation de toutes les parties à une solution à caractère individuel et collectif (réparation, réinsertion sociale et réconciliation), avaient proposé lors de la téléconférence ci-dessus mentionnée "sept grands principes" pour une bonne application de la justice réparatrice. Il s'agit des conditions suivantes : «a) une infraction est un acte commis à l'encontre des relations humaines; b) les victimes et la collectivité jouent un rôle central dans la procédure judiciaire; c) la première priorité de la procédure judiciaire est d'aider les victimes; d) la deuxième priorité est de rétablir, autant que possible la collectivité dans sa situation antérieure; e) le délinquant a une responsabilité personnelle à l'égard des victimes et de la collectivité pour les infractions qu'il a commises; f) le délinquant améliorera ses compétences et

²³² *Ibid.*, à la p. 3.

sa compréhension de la situation grâce à la mise en pratique de la justice réparatrice; et g) les parties prenantes partagent des responsabilités dans le processus de justice réparatrice grâce à un partenariat axé sur l'action».

De plus, un bon nombre de pays (Afrique du sud, Argentine, Belgique, Bolivie, Mexique, Pakistan, Pérou, Sierra Léone et Turquie) ont, de leur côté, exprimé l'idée que «les systèmes de justice pénale traditionnels ne donnaient pas toujours de meilleurs résultats possibles dans la recherche d'une solution aux conflits surgissant entre les victimes, les délinquants et la collectivité». Il a été admis que, dans le fonctionnement de ces systèmes, les victimes du phénomène criminel n'ont pas pu généralement bénéficier du support escompté et sont privées de tout traitement rapide et approprié. Sur ce point, l'Afrique du sud, la Belgique et la Sierra Léone en particulier avaient souligné les phrases suivantes comme étant la colonne vertébrale de la Résolution 1996/26 du Conseil économique et social : «Les mécanismes traditionnels de justice pénale n'apportent pas toujours dans les délais requis une réponse appropriée à ces phénomènes...Les mesures...de justice réparatrice...sont susceptibles de donner satisfaction aux victimes et de prévenir des comportements illégaux futurs, et...elles peuvent représenter une alternative viable à des courtes peines d'emprisonnement et à des amendes»²³³. Il est à remarquer entre autres que l'une des fonctions principales de la justice réparatrice est de servir comme mécanisme compensatoire aux insuffisances des systèmes pénaux en vigueur.

Troisièmement, il faut noter que les meilleurs progrès normatifs dans le domaine de la justice réparatrice ou restaurative ont été enregistrés au niveau du continent européen, tant en matière de législations nationales qu'en celles de normes supranationales, particulièrement en Allemagne, au Royaume-Uni, dans les pays scandinaves, en France, en Italie, en Belgique, en Irlande, en application surtout des recommandations R (99) 19 sur la médiation pénale du Comité des ministres de

²³³ *Ibid.* aux pp. 3-4.

l'Union européenne (UE)²³⁴, et de la Décision-cadre du Conseil de l'UE (15 mars 2001) relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales²³⁵.

2.5.2- Les normes en matière de justice des mineurs

À travers plusieurs dispositions du droit international, il est prévu l'ensemble des circonstances auxquelles les États doivent recourir à des formules spécifiques en matière de traitement judiciaire des mineurs délinquants.

En effet, la crise pénale caractérisée surtout par l'encombrement des tribunaux, la longue durée et la complexité des procédures, les difficultés financières, structurelles et socio-politiques, fait que la justice pénale classique est incapable de répondre efficacement ou adéquatement aux attentes des justiciables et de la communauté, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. C'est dans cette optique que l'idée de recourir aux mécanismes extra-judiciaires tend à devenir de plus en plus courante, puisqu'ils sont susceptibles de pallier les imperfections du système pénal non seulement en matière de prévention, et de répression (poursuite, condamnation, réparation, réhabilitation, etc), mais aussi en terme de contribution à une société orientée vers la paix et l'harmonie entre les diverses catégories de citoyens. Cette nécessité a été toujours évoquée dans le cas de la justice des mineurs, à chaque fois qu'il est question d'adopter des normes ou des dispositions spécifiques visant le traitement judiciaire des personnes âgées de moins de 18 ans qui sont en contravention avec la loi pénale. Ainsi, sur le plan international, est-il recommandé aux États de prioriser les mesures non punitives pour traiter le cas des mineurs accusés ou reconnus coupables de crimes. Cette position vise à orienter la justice des mineurs vers objectifs de protection et de déjudiciarisation, pour éviter que ces derniers soient l'objet des effets trop néfastes de stigmatisation. Par ailleurs, il est également demandé aux États de prendre des mesures nécessaires afin que les

²³⁴ *Supra* note 192.

²³⁵ *Supra* note 180.

procédures devant aboutir aux mesures socio-éducatives soient conduites par des spécialistes qui soient capables, tout en respectant les garanties juridiques définies dans les normes nationales et internationales, d'envisager les besoins des enfants en fonction des exigences familiales et sociales²³⁶.

Tout d'abord, la CDE, à travers son article 40, prône une prise en charge constructive de l'enfant, tout en exigeant aux États Parties d'envisager "toute une gamme de dispositions relatives notamment aux soins, à l'orientation et à la supervision, aux conseils, à la probation (...) et aux solutions autres qu'institutionnelles". Donc, la Convention de New York de 1989 impose la recherche de solutions socio-éducatives à la délinquance des mineurs²³⁷.

Ensuite, les Règles Beijing insistent également sur la nécessité d'adopter des «mesures positives» «assurant la mobilisation complète de toutes les ressources existantes, notamment la famille, les bénévoles et autres groupements communautaires ainsi que les écoles et autres institutions communautaires, afin de promouvoir le bien-être du mineur et donc de réduire le besoin d'intervention de la loi et de traiter efficacement, équitablement et humainement l'intéressé en conflit avec la loi»²³⁸. De plus, il est recommandé aux gouvernements d'une part d'«assurer une justice des mineurs plus rapide évitant les délais excessifs, afin qu'elle puisse avoir une action éducative efficace»²³⁹, et d'autre part de recourir aux mécanismes extrajudiciaires en lieu et place d'une procédure judiciaire trop formaliste, à chaque fois qu'il convient de traiter des affaires de délinquance juvénile²⁴⁰.

IL est important de préciser que ces dispositions contenues dans la CDE et les Règles de Beijing sont renforcées par celles d'autres instruments, particulièrement ceux ayant été adoptés par les Nations Unies en 1990 : les Principes directeurs pour la prévention de la délinquance juvénile ou Principes directeurs de Riyad (art 12), les

²³⁶ Messina, *supra* note 188, aux pp. 46-47.

²³⁷ Voir l'article 40 par. 3 de la CDE, *supra* note 23.

²³⁸ *Règles des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs* (Beijing de 1985), point 1.3.

²³⁹ *Ibid.* point 4.

²⁴⁰ *Ibid.*, voir les articles 11, 11.1 et 11.2.

Règles pour la protection des mineurs privés de liberté dites Règles de la Havane.

Sur le plan régional, les textes fondamentaux sur la justice des mineurs se retrouvent, pour le continent européen, dans les Recommandations du Comité des ministres des États-Membres de l'Union Européenne (UE) 1987-1988 : R (87)-20 sur les réactions sociales à la délinquance juvénile et R (88)-6 sur les réactions au comportement délinquant de jeunes issus de familles migrantes²⁴¹, ainsi que dans la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants de 1996. Tandis que dans le cas de l'Afrique, il faut se référer aux prescrits de l'article 17 de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) de 1999²⁴².

Notons qu'aux termes de l'article 13 de la Convention européenne suscitée, se rapportant à la médiation et autres méthodes de résolution des conflits, il est stipulé : «Afin de prévenir ou de résoudre les conflits, et d'éviter des procédures intéressantes les enfants devant une autorité judiciaire, les Parties encouragent la mise en œuvre de la médiation ou toute autre méthode de résolution des conflits et leur utilisation pour conclure un accord, dans les cas appropriés déterminés par les Parties»²⁴³. De plus, le Rapport explicatif à la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants précise que: «il peut être nécessaire de promouvoir, dans les cas appropriés qui doivent être déterminés par le droit interne, des solutions amiables aux conflits concernant l'exercice des droits des enfants. La médiation devrait pouvoir être utilisée en dehors de toute intervention de la part d'une autorité judiciaire, ou encore avant et pendant une procédure, voire après si un conflit survient au cours de l'exécution de la décision prise par l'autorité judiciaire. Les autres méthodes

²⁴¹ Voir la *Recommandation* R (87) 20 sur les «Réactions sociales à la délinquance juvénile», Comité des Ministres de l'Union européenne, adoptée en 1987; Voir aussi la *Recommandation* R (88) 6 sur les «Réactions au comportement de jeunes issus de familles migrantes»; Voir enfin la Convention européenne sur l'«Exercice des droits des enfants», STE # : 160, adoptée le 25 février 1996 et entrée en vigueur le premier juillet 2000.

²⁴² ONU, Conseil économique et social, 58^{ème} session de la Commission des droits de l'homme : Droits civils et politiques et, notamment, indépendance du pouvoir judiciaire, administration de la justice, impunité (droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier des enfants et des jeunes en détention), E/CN.4/2002/63, 11 février 2002.

²⁴³ Conseil de l'Europe, *Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants*, série des traités européens- no 160, Strasbourg, 25-I-1996.

auxquelles il est fait référence dans cet article sont des méthodes informelles de résolution des conflits qui permettent aux personnes concernées de parvenir à un accord amiable»²⁴⁴. L'article 66 souligne également que : «les accords résultant de la médiation ou d'autres méthodes de résolution des conflits ne doivent pas aller à l'encontre des intérêts supérieurs des enfants. Si ces accords sont contraires aux intérêts supérieurs des enfants, l'autorité judiciaire à laquelle il est fait référence à l'article 2, paragraphe a), peut agir et prendre une décision»²⁴⁵.

Enfin, on doit admettre que le point central de tous ces instruments consiste en la nécessité de transformer les affaires judiciaires en affaires de protection, par le truchement des formules non judiciaires, en particulier «la médiation pénale», en vue de promouvoir ces trois types de mesures : celles qui «visent à faire face à la persistance du comportement délinquant du mineur par l'amélioration de ses aptitudes sociales au moyen d'une action éducative intense», celles qui «comportent la réparation du dommage causé par l'activité délictueuse du mineur», et celles qui «prévoient un travail pour la communauté adapté à l'âge et aux finalités éducatives». En d'autres termes, il est nécessaire d'encourager un système de justice axé sur des objectifs d'éducation et d'insertion sociale. Pour y parvenir, une sérieuse modification des législations et des pratiques judiciaires et extrajudiciaires s'avère nécessaire, notamment en matière de prévention de la délinquance et de l'inadaptation, de «déjudiciarisation» ou de «diversion», d'administration de la justice, et enfin de développement de la recherche universitaire appropriée²⁴⁶.

En ce qui concerne le cas des enfants soldats, il est à souligner qu'il n'existe pas de normes internationales et régionales spécifiques traitant de leur situation de leur traitement judiciaire. Cependant, au vu des principes restauratifs découlant des divers instruments préalablement cités, et compte tenu de leur vulnérabilité en tant que «victimes et bourreaux» à la fois, beaucoup pensent que l'application des

²⁴⁴ Voir l'article 65 du Rapport explicatif à la «Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants», Pub. Du Conseil de l'Europe, 1997.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ Nations Unies, Conseil économique et social, *Op.Cit.*, aux pp. 23-25.

mécanismes de justice réparatrice ou restaurative à leur cas pourrait faciliter une meilleure résolution de cette problématique dans le sens de la garantie de leurs droits, de même que de ceux de leurs victimes. D'ailleurs, l'exemple de la Sierra Leone, quant à la formule ayant été utilisé pour le traitement judiciaire de ces derniers, s'est révélé très significatif.

Cette même expérimentation a été faite aussi au Rwanda où les enfants âgés de plus de 14 ans, ayant participé au génocide de 1994, avaient été soumis au jugement selon la procédure de "gacaca", et au Mozambique où d'anciens enfants soldats avaient pris part à des cérémonies communautaires de purification ayant permis de gérer les traumatismes psychologiques et les pertes matérielles et humaines résultant des graves atrocités commises dans le passé. Ces deux cas, ont facilité leur meilleure réintégration au sein de leur communauté respective²⁴⁷. Rappelons que dans toutes les sociétés où le modèle de justice adopté par le Mozambique est pratiqué, la perpétration des crimes par des enfants est considérée comme « [...] un problème de contamination spirituelle qui est de nature collective et non simplement un acte autonome de responsabilité individuelle. Si un soldat hanté retourne au village, l'esprit possesseur est la source d'un mauvais comportement qui peut engendrer des problèmes tels le crime et le meurtre au sein de la communauté. Les membres de la communauté doivent rétablir l'harmonie spirituelle par le moyen d'un rituel de purification approprié vengeant les esprits de ceux qui ont été tués. L'absence d'un rituel de purification met la communauté entière en danger. Cette détresse communautaire constitue un obstacle considérable à la réintégration de soldats mineurs retournant. Afin de permettre la réintégration, la purification et la décontamination spirituelles sont nécessaires²⁴⁸. Il s'agit d'un processus traditionnel s'apparentant à la justice réparatrice.

Étant donné que les enfants soldats, auteurs de crimes graves de droit

²⁴⁷ Saoudatou Fousseni, *supra* note 14, aux pp. 51-52.

²⁴⁸ M. Wessel et C. Montero, "Culture, Healing and post-conflict reconstruction: A community based approach to assisting war-affected children", à 31.

international sont souvent aussi des victimes de ces mêmes infractions pénales, et qu'ils se trouvent généralement dans une situation socio-économique très précaire, il est donc indispensable que leur cas soit traité à partir d'un modèle pouvant prendre en compte la gestion thérapeutique des traumatismes psychologiques tant des délinquants que des victimes, la réparation des préjudices causés aux victimes des différentes communautés, la rééducation et la réinsertion sociale des ex-enfants soldats délinquants tout en cherchant à les responsabiliser, etc.

En ce sens, la justice réparatrice, de par ses objectifs orientés vers la non stigmatisation, la rééducation ou resocialisation, apparaît comme la stratégie la plus appropriée.

Il est à préciser qu'en matière de justice transitionnelle ou post-confliktuelle, plusieurs tentatives ont été envisagées en référence aux diverses recommandations faites par les ONG et les Organisations internationales concernant la spécificité du traitement de la responsabilité pénale des délinquants mineurs.

Ainsi, à côté de l'exemple de la Sierra Léone développé dans le chapitre II de la recherche, il est nécessaire de mettre l'accent sur le cas du Rwanda (la gacaca), considéré par de nombreux spécialistes (Naïri Arzoumanian et Francesca Pizzutelli, etc.) comme étant le modèle le plus ambitieux de justice restaurative en situation post-confliktuelle, bien qu'il s'agit en réalité d'une simple procédure traditionnelle de justice populaire renforcée par des éléments de médiation et légitimée par l'intervention de l'autorité légale. Qu'en est-il du traitement de la responsabilité pénale des enfants génocidaires du Rwanda dans le processus de la «gacaca»?

2.5.2.1-L'expérience rwandaise dans le cas des enfants génocidaires

L'expérience rwandaise illustre en quelque sorte la vulnérabilité des enfants accusés d'actes de génocide dans un pays où le système judiciaire national a été dévasté.

En effet, la problématique de la justice pour mineurs n'a pas été prise en compte lors de la mise en place du Tribunal pénal international pour le Rwanda en

1994. De ce fait, des enfants rwandais accusés d'avoir perpétré des actes criminels graves dans le cadre du génocide, ont été privés de liberté pendant plus de six ans en détention préventive.

Au cours du mois de juin 1996, il existait environs 1741 enfants rwandais détenus dans des conditions inacceptables. Alors que l'âge minimum national de responsabilité pénale est de 14 ans, 550 d'entre eux avaient moins de 14 ans et avaient été transférés dans des établissements de détention pour les mineurs délinquants construits à cette fin. Soulignons que selon certaines dispositions du code pénal rwandais, les enfants âgés de 14 à 18 ans devaient être placés dans des locaux séparés de ceux des adultes et qui leur garantissent des peines plus clémentes. À cette phase complexe de la situation, l'UNICEF, par l'intermédiaire du Ministère de la Justice, a offert une assistance judiciaire en vue de la défense des 1191 enfants âgés de 14 à 18 ans restant, tout en préconisant l'application des dispositions spéciales pour leur mise en jugement. Cependant, en dépit de l'inexistence de procédure judiciaire spéciale en vue de leurs poursuites jusqu'au milieu de 1998, l'aide judiciaire prévue par cette instance internationale de l'ONU s'est révélée inopérante. Ce ne fait qu'à la fin de la même année et au début de 1999, que l'unité spéciale du Ministère de la Justice a démarré ses travaux en vue d'engager des poursuites judiciaires contre les jeunes délinquants. En conséquence, faute de ressources dans la préparation des dossiers, et à cause des complications au niveau de la recherche et de la réunification familiales, un nombre considérable de ces jeunes avaient passé beaucoup de temps en détention prolongée²⁴⁹.

En outre, il est important de signaler qu'il avait été prévu dans la loi organique de 1996, la mise en place de chambres spécialisées, au sein des tribunaux militaires avec des sièges composés de trois magistrats pour enfants. Pourtant, malgré l'importance de cette nouveauté dans le système pénal rwandais, à côté des dispositions du code pénal prévoyant des réductions de peine pour toutes les personnes âgées de 14 à 18 ans, et la libération sur papier de celles de moins de 14 ans, le système judiciaire

²⁴⁹ Mc Connan et Uppard. *Supra* note 34, à la p. 230.

rwandais n'était pas en mesure de résoudre le problème des enfants détenus ou accusés dans le cadre du génocide. C'est pour ces raisons que presque tous les dossiers de ces enfants ont été soumis au système de justice participative dénommé «gacaca» tout en exigeant des organes de ce système de mettre en application les dispositions de l'article 74-1 de la loi organique de 2001 réaffirmant celles de l'article 77 du code pénal rwandais relatives aux réductions de peine pour les enfants de 14 à 18 ans. Toujours dans le même ordre d'idées, le second paragraphe de l'article 74 de la dite loi, affirme que : « Les mineurs qui, au moment des faits qui leur sont reprochés, étaient âgés de moins de 14 ans, ne peuvent être poursuivis, mais peuvent être placés dans des centres de rééducation ». Toutefois, même si de grands progrès ont été réalisés en matière de protection judiciaire des enfants de moins de 14 ans dans le déroulement de la procédure devant les juridictions de « gacaca », il n'était pas prévu aucune garantie procédurale dans le sens de l'intérêt supérieur de l'enfant²⁵⁰. En ce qui a trait aux enfants âgés de 14 à 18 ans au moment des faits, la situation se révèle de plus en plus difficile, puisque leurs cas étaient traités suivant la même procédure appliquée aux adultes. Il s'ensuit, par exemple, que cette catégorie de mineurs n'avait pas la possibilité de pouvoir bénéficier des réductions de peine conformément au droit interne. De toute façon, tenant compte du non fonctionnement du système judiciaire national en ce qui les concerne, ces enfants de 14 à 18 ans nourrissent de grands espoirs pour quitter les lieux de détention, grâce, d'une part, à la gacaca, nonobstant ses limites, et d'autre part, conformément aux dispositions du droit international en la matière²⁵¹.

²⁵⁰ Par cette initiative, les autorités rwandaises se montraient déterminées à adopter des normes législatives en vue de rendre les procédures de la justice juvénile de plus en plus adaptées aux instruments internationaux prônant des mesures alternatives de protection au lieu de sanctions judiciaires, sous formes de peines de prisons.

²⁵¹ Arzoumanian et Pizzutelli, *supra* note 8, aux pp. 847-850.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Les questions relatives au traitement et à la responsabilité des enfants soldats s'intègrent non seulement dans la problématique globale de gestion de la responsabilité pénale individuelle, mais également dans celles de la protection générale de ces derniers en qualité de catégorie vulnérable, de même que de la nécessité d'encourager leur contribution dans la construction de leur société respective. Ainsi, est-il fondamental de circonscrire l'analyse, tant en terme théorique que pratique dans une logique de lutte et de traitement généralisés des divers grands sujets de préoccupation soulevés de façon générale, avant, pendant et après le déroulement d'un conflit armé.

En effet, compte tenu de la nature délicate de la problématique de traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats, notamment ceux âgés de 15 à 18 ans ayant commis de graves atrocités durant les conflits armés, il semble, au vu des considérations faites au cours des différentes phases d'analyses de ce travail, que les formules de justice restaurative pourraient constituer une alternative appropriée à leurs conditions vulnérables, puisqu'ils sont à la fois victimes et bourreaux. D'ailleurs, dans beaucoup de pays, et même au sein des institutions internationales et non-gouvernementales, il y a un grand nombre de propositions qui sont formulées par les spécialistes, afin que la médiation pénale, renforcée par d'autres types de mécanismes non-judiciaires, puisse être choisie comme modèle de politique criminelle pouvant servir de guide d'orientation théorique dans le traitement des questions de détermination de la responsabilité pénale des enfants soldats, auteurs de crimes de droit international.

En d'autres termes, disons qu'étant donné qu'il est question de traiter la responsabilité pénale d'une catégorie vulnérable constituée de jeunes combattants de 15 à 18 ans ayant perpétré des infractions internationales très graves, alors qu'ils ont été eux-mêmes victimes et témoins de toutes sortes de violences, d'abus et de mauvais traitements, nous croyons qu'il serait normal que leur vulnérabilité soit traitée en vertu d'une politique pénale élaborée et conçue dans la logique d'une justice restaurative ou réparatrice renforcée par les principaux éléments de la rationalité prospective.

C'était dans une telle perspective que l'option de traitement spécifique, suivant des mécanismes de justice restaurative (Commission Vérité et Réconciliation) et des procédures de justice des mineurs, a été recommandée et appliquée dans le cas de la gestion de la responsabilité pénale des enfants soldats sierra léonais à la fin du conflit armé²⁵².

Ainsi, la médiation pénale, comme formule de justice négociée plutôt qu'imposée, une justice participative visant à assouplir la réponse pénale à partir d'une réparation des torts causés à la victime, de la responsabilisation et de la restauration du délinquant ainsi que du rétablissement des valeurs et des intérêts de la société, pourrait être acceptée et adoptée en tant que gage de resocialisation, authentique mesure de prévention de la récidive pouvant aider à éviter des dommages individuels et sociétaux à l'avenir. Mais surtout, elle peut être considérée comme outil pertinent de restauration ou de reconstitution des liens sociaux brisés par la commission du crime ou du délit²⁵³.

Concernant les mineurs les analystes parlent souvent de médiation/réparation, qui consiste à tenir compte non seulement de la réponse pénale mais aussi à se concentrer sur la dimension éducative. Bref, cette mesure vise à concilier trois

²⁵² Voir la sous-section 1.3 et la section 2 du même chapitre II, au sujet du modèle de justice restaurative expérimenté en Sierra Leone pour traiter les enfants soldats.

²⁵³ *Ibid.* aux pp. 21-23.

objectifs fondamentaux: »la prise en charge du mineur, celle de la victime ainsi que celle de l'intérêt social»²⁵⁴.

Donc, pour les mineurs, la médiation pénale répond à une nécessité d'aide d'une part, d'éducation et de responsabilisation d'autre part. Elle est conçue par plusieurs analystes comme un vaste domaine privilégié d'expérimentations, et un moyen pour les dirigeants d'une communauté, en particulier les magistrats et intervenants socio-éducatifs, de s'investir de façon prioritaire dans l'éducation et l'encadrement des jeunes en perspective de la reconstitution et la sauvegarde des liens sociaux.

En ce qui a trait aux enfants soldats, cette manière de traiter la question leur permettra non seulement de prendre conscience des conséquences désastreuses résultant de leurs actes, exprimer leurs regrets en tant que délinquants et partager leurs propres souffrances et besoins en qualité de victimes; mais également de contribuer au processus de réparation matérielle ou symbolique des victimes, de se réconcilier avec leurs victimes, de guérir leurs traumatismes et enfin de reconnaître la responsabilité sociale et citoyenne.

Toutefois, il est à remarquer que dans le cas des mineurs, la médiation a une portée ou un champ d'application beaucoup plus large. Puisque, si pour les majeurs elle est utilisée par le parquet comme mesure de politique criminelle destinée à accélérer la réponse pénale, diversifier et éviter la procédure judiciaire par la sensibilisation et l'implication de la victime et de la collectivité; dans le cas des mineurs, il y a une dimension pédagogique²⁵⁵. Donc, pour les mineurs et adolescents, la médiation pénale présente des caractères très spécifiques pouvant faciliter un traitement juste et équitable à leur égard et d'appliquer des formules extrajudiciaires beaucoup plus humanitaires et appropriées en considération de leur personnalité et de leur vulnérabilité, notamment à chaque fois qu'il revient de traiter la responsabilité

²⁵⁴ Jean Yves Guilhemjouan, «Les enjeux de la médiation/réparation pour le médiateur», dans Robert Cario, *La médiation pénale: entre répression et réparation*, sous la direction de, coll. Logiques juridiques (série sciences criminelles), Paris, L'Harmattan, 1997, aux pp. 104-106.

²⁵⁵ Messina, *supra* note 188, aux pp. 39-46.

pénale de ceux qui sont en difficulté en période post-confliktuelle.

Ce qui signifie que la justice réparatrice ou la médiation pénale permet seule, selon nous, de rendre compte de la réalité vécue par les enfants soldats dont les crimes s'inscrivent dans un contexte plus global dont ils ont été des agents mais, plus exactement, les instruments, aux mains des véritables responsables adultes et politiques.

Dans cette perspective, le modèle le plus approprié serait: « la médiation socio-judiciaire ou déléguée, ou sociétale sous contrôle judiciaire, ou encore le modèle professionnel ou communautaire ». Ce choix permettrait d'aboutir à une justice restaurative ou réparatrice qui soit capable de répondre en même temps aux besoins de la victime, du délinquant et de la communauté, de manière plus ou moins équilibrée, suivant un mariage des exigences de justice, de la dimension psychothérapeutique et socio-éducative. Toutefois, pour que cette stratégie puisse satisfaire l'ensemble des exigences d'une société en transition à la fin d'un conflit armé violent, il serait nécessaire qu'elle soit accompagnée des travaux d'une «Commission Vérité et Réconciliation», en vue de la justice historique, transformatrice, reconstructive et démocratique, ainsi que d'une bonne réussite des stratégies de réinsertion sociale des ex-mineurs combattants et de réparation collective pour les torts causés à la société durant le déroulement des hostilités.

Selon le professeur William Schabas : «Les CVR sont devenues l'une des options classiques dans la palette des alternatives judiciaires de transition. Elles sont comme un moyen terme entre des approches extrêmes en matière de responsabilité pour des atrocités passées et les autres violations des droits de l'homme. La CVR ne «pardonne pas et n'oublie pas», parce qu'elle est fondée sur la vérité connue du public, pas plus qu'elle n'insiste sur les poursuites rigoureuses que permettent les mécanismes de la justice répressive»²⁵⁶. Et l'expert Janio Ivan Tunòn Veilles abonde

²⁵⁶ Schabas, *supra* note 124, à la p. 1.

dans le même sens sur la finalité de certaines Commissions de Vérité²⁵⁷.

Il serait nécessaire que les instances concernées de la communauté internationale s'arrangent pour appliquer cette formule en proposant une politique pénale universelle, cohérente et mobile afin de garantir un régime de protection judiciaire uniforme à tous les enfants soldats, notamment ceux âgés de 15 à 18 ans, auteurs de crimes graves de droit international.

Le contrôle social (réaction sociale) est caractérisé essentiellement par les concepts "réadaptation, resocialisation et réhabilitation", formant l'axe central de ce qu'on appelle la "politique criminelle"²⁵⁸.

Il est à souligner que ce vœux de la communauté internationale, consistant non seulement à mettre fin à l'utilisation des enfants soldats mais aussi à traiter leurs conditions vulnérables à partir des règles et mécanismes bien spécifiques, a été clairement exprimé lors de la conférence internationale sur les enfants soldats, tenue à Paris les 5-6 février 2007. Rappelons que dans le texte de la résolution finale qui a été adopté par le cinquante-huit pays ayant signé le document intitulé : «Les Principes de Paris ou Les Engagements de Paris», il a été déclaré enfin que les enfants-soldats doivent pouvoir être libérés à tout moment, même si le conflit est en cours, et qu'il faut les considérer *«en premier lieu comme des victimes de la violation du droit international et pas seulement comme des présumés coupables. Ils devraient être*

²⁵⁷NgoCHR, «Justice transitionnelle et lutte contre les lois injustes : tâche de grande ampleur pour les défenseurs des droits de l'homme», 57th Subcommission, sixty-first session 14 march-22 april 2005, Rapport du 29 juillet 2005, en ligne <http://www.ngochr.org/view/index.php?basic_entity=DOCUMENT&list_ids=644>, à la p. 1 : «La justice transitionnelle permettait de vérifier la réconciliation dans un État en reconstruction. Elle permet en outre de traiter assez efficacement la question de l'impunité. Les Commissions de vérité et réconciliation appliquent des processus juridiques entamés pour mettre un terme aux conflits. Le travail de ces Commissions est de grande ampleur : il s'agit de concilier justice et vérité tout en restant prudent. Les premiers travaux de ces Commissions ont abouti à des résultats positifs en Amérique Latine. Toutefois, des difficultés subsistent quant à la publication du nom des coupables, certains y voyant une violation des droits de la défense. Pour assurer efficacement les procédures de compensation, il importe de mentionner le nom des victimes et les faits imputables aux coupables».

²⁵⁸ Denis Szabo, *Criminologie et politique criminelle*, Paris et Montréal, Librairie philosophique J. Vrin et Les Presses de l'Université de Montréal, 1978, aux pp.41-61 et 106-112.

traités conformément aux normes internationales de la justice pour mineurs, par exemple dans un cadre de justice réparatrice et de réinsertion sociale»²⁵⁹. Ces promesses faites par les différents États, aux fins d'appliquer et de faire appliquer ces mesures destinées à lutter contre l'impunité, par le biais de la mise en branle des enquêtes et poursuites effectives et efficaces à l'encontre de tous les auteurs, coauteurs et complices des actes de recrutement illégal d'enfants soldats, bien que non juridiquement contraignantes, constituent un engagement moral considérable pouvant orienter toutes les initiatives futures, en terme de normativité et d'actions concrètes, tant sur le plan international que national. Comment devrait-on envisager l'élaboration d'une telle politique pénale en la matière suivant une rationalité prospecto-restaurative?

En effet, la politique criminelle n'est pas seulement, selon la formule de Fuerbach, «l'ensemble des procédés par lesquels le corps social organise les réponses au phénomène criminel», mais s'entend également comme étant «toute théorie et pratique des différentes formes du contrôle social». En ce sens, son élaboration tend de plus en plus à se concentrer tant sur les principes et pratiques du droit pénal que sur d'autres perspectives théoriques et pratiques du contrôle social, particulièrement des alternatives à caractère non pénal (sanctions administratives par exemple), non répressif (prévention, réparation, médiation, ...) et souvent non étatique (mesures ou pratiques répressives de nature sociétale ou professionnelle)²⁶⁰. Donc, en se basant sur cette nouvelle conception dans les stratégies d'organisation de la réponse pénale à la criminalité, on peut déduire que les mécanismes et structures de politique pénale visant à déterminer la responsabilité pénale individuelle dans sa double composante (culpabilité et imputabilité) ne peuvent pas être conçus uniquement suivant le droit pénal classique, mais aussi en fonction des circonstances de la commission de l'acte,

²⁵⁹ *Le Monde*, «Cinquante-huit pays s'engagent contre le recrutement des enfants-soldats», (6 février 2007), en ligne : <<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3220,36-864314@51-862952,0.html>>.

²⁶⁰ Mireille Delmas-Marty, *Les grands systèmes de politique criminelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, à la p. 13.

de même que des conditions socio-juridiques et psychologiques de la personne du délinquant. C'est surtout en référence à cette logique que l'on pense que les enfants soldats, compte tenu du fait qu'ils ont été souvent manipulés ou recrutés de force, abstraction faite de leur situation de mineurs vulnérables, et qu'ils sont, de par leur implication dans des atrocités horribles, devenus à la fois victimes, bourreaux et témoins des violations graves des droits de l'homme, ne devraient pas être l'objet de poursuites pénales à l'instar des adultes, mais devraient plutôt être traités d'après une politique pénale élaborée dans le cadre d'une justice restaurative (d'après une rationalité réparatrice et prospective de la peine). Voilà pourquoi, dans une situation de justice transitionnelle ou post-confliktuelle, la médiation pénale pourrait constituer la meilleure voie pouvant permettre aux nouveaux dirigeants de gérer les diverses questions liées à la responsabilité pénale et la victimisation des enfants soldats, à la réparation et réhabilitation des victimes, à la réinsertion sociale des délinquants ainsi qu'à la reconstitution des liens sociaux brisés. Notons que compte tenu de la gravité des conséquences des actes criminels perpétrés par ces derniers, il est important d'envisager des méthodes de résolution des conflits qui soient aptes à intégrer et satisfaire toutes les parties concernées. D'où l'idée d'opter pour une médiation pénale appelée: «médiation socio-judiciaire ou déléguée, ou sociétale sous contrôle judiciaire, ou encore le modèle professionnel ou communautaire». Ce modèle qui est une forme de médiation-réparation permettra de poser et de chercher à résoudre les principales difficultés post-confliktuelles, dans le sens de la justice, la paix, la réconciliation nationale et la construction démocratique. Ainsi, dans sa dimension criminologique, cette alternative a pour objectifs d'«assurer la réparation du dommage causé à la victime; mettre fin au trouble résultant de l'infraction; et contribuer au reclassement de l'auteur de l'infraction»²⁶¹.

Il est fondamental de préciser, à cette phase de conclusion et de propositions, que de nombreux observateurs, se basant sur le catastrophique et incommensurable

²⁶¹ Jacques Faget, *La médiation pénale: essai de politique pénale*, Toulouse, Erès, 1997, aux pp. 125-130.

des crimes contre l'humanité commis par des belligérants, à l'issu d'un conflit armé violent, pensent que les structures judiciaires nationales et internationales doivent punir sévèrement les coupables. Ainsi, la détermination de la peine, dans le cas de ces infractions constituant des atteintes graves à l'honneur, à la dignité, aux valeurs morales de la société, de même qu'aux vies et aux biens, être envisagée en de l'ampleur et de la gravité des dommages matériels ou corporels enregistrés pendant le conflit (gravité objective). Cela voudrait dire que certaines considérations se rapportant à la dimension subjective de la responsabilité pénale des délinquants ne devraient pas en principe être évoquées pour favoriser à ces derniers soit une irresponsabilité pénale ou des circonstances atténuantes.

Toutefois, dans le cas des personnes âgées de moins de 18 ans, la situation est généralement différente, vu que cette catégorie devrait, en principe, bénéficier des excuses pénales atténuantes ou absolutoires, en raison de leur minorité. Mais, pour ce qui concerne le traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats, à cause de l'incohérence des normes internationales ainsi que des législations nationales en ce qui a trait à l'âge de la majorité pénale, et vu le caractère horrible des atrocités qu'ils ont commises durant la guerre, cette question relative à la dimension subjective fait le plus souvent l'objet de grandes controverses, à chaque fois qu'il faut répondre aux exigences de justice. Puisque, d'un côté, il faudrait rendre justice aux membres de la population ayant été victimes de ces enfants, de l'autre, il faudrait en même temps juger les enfants en qualité de délinquants et leur rendre justice en tant que victimes.

Dans ces conditions, l'on se demande d'après quel type de rationalité devrait-on aborder voire résoudre le problème. Si sur le plan national, les autorités ont souvent tendance à juger ces enfants au même titre que les adultes. En droit international, la tendance consiste à tenir compte de l'ampleur et de la gravité des crimes perpétrés, pour recommander qu'ils soient mis en jugement conformément aux instruments internationaux relatifs à la justice des mineurs.

Pourtant, malgré toutes les initiatives visant à faire respecter les droits de la victime (réparation, participation, protection et réhabilitation) et du délinquant

(participation, protection, rééducation et réinsertion), il est constaté que la justice pénale traditionnelle, bien que nécessaire pour réprimer ces infractions graves, n'est pas toujours apte à résoudre les nombreuses vulnérabilités enregistrées à la fin des hostilités. Donc, face à une situation aussi compliquée, il est essentiel que la question de la répression des crimes contre l'humanité commis par les enfants soldats soit envisagée selon des formules pouvant favoriser à la fois : la réparation des victimes, la responsabilisation et la réinsertion sociale du délinquant, la reconstitution des structures et des liens sociaux effondrés.

De ce qui précède, nous tenons à avancer que les éléments clé d'une politique pénale restaurative pour traiter les questions de justice relatives aux enfants soldats, dans un processus de justice transitionnelle, devraient au moins comporter les points suivants:

«1- La rencontre entre le délinquant et la victime en vue d'une justice compréhensive; 2- la responsabilisation du délinquant, en terme de prise de conscience de l'ampleur de son acte ainsi que de la nécessité de contribuer à la solution; 3- l'implication de l'enfant dans les mécanismes de réparation des victimes; 4- la participation de la victime dans les démarches destinées à rétablir les protagonistes dans leur situation antérieure; 5- la prise en charge psychologique et médicale de la victime et du délinquant en vue d'une justice thérapeutique; 6- la contribution de la victime et du délinquant à la réussite du processus de DDR; 7- la mise en application et le respect de tous les prescrits du droit international en matière de justice des mineurs à chaque fois qu'un enfant soldat se trouve obligé de se présenter devant une instance judiciaire ou autre, tant en qualité de victime et témoin qu'en celle de bourreau; 8- la reconstitution de tous les liens sociaux basculés à l'issue du conflit pour promouvoir une vraie justice transformatrice et reconstructive conformément aux exigences de la paix et la réconciliation nationale dans le futur».

Toutefois, tenant compte de l'inexistence de norme internationale unanime et spécifique en matière de traitement judiciaire de la responsabilité pénale des enfants soldats, et à cause des différences ou particularités existant dans les divers systèmes

juridiques nationaux, la mise en œuvre de tels procédés pourront se révéler très difficile, pour ne pas dire impossible. En d'autres termes, les droits des ex-enfants soldats de même que ceux des victimes peuvent continuer d'être violés davantage au lieu d'être respectés, au cas où la communauté internationale ne s'engage pas à adopter un instrument international sérieux établissant les éléments pouvant servir de cadre de référence à l'élaboration d'une politique pénale cohérente et mobile, dans la logique d'un pluralisme juridique ordonné. Une telle initiative pourra éviter que les représentants des trois pouvoirs de l'État ainsi que ceux des instances internationales s'arrogent aisément le droit d'administrer les questions sensibles de prise en charge judiciaire, socio-économique et psychologique des enfants soldats, de leurs victimes et de la communauté, de façon légère, négligente ou irresponsable. En outre, disons qu'une réglementation de nature universelle, sans être hégémonique du traitement judiciaire des problématiques liées à la détermination de la responsabilité pénale des enfants soldats pourrait constituer un pas décisif vers la résolution des nombreuses vulnérabilités auxquelles ces derniers se trouvent confrontés. Un tel instrument serait aussi un facteur d'unification et de renforcement des diverses dispositions éparses du droit international en matière de protection des enfants avant, pendant et après les conflits armés. Et pour faire en sorte que les gouvernements ne persistent pas dans leurs pratiques de violation des droits des milliers d'enfants exposés à la guerre, pendant la période d'une éventuelle négociation. Dans l'attente d'un Protocole additionnel au Statut de Rome concernant les modes de traitement judiciaire et de protection générale des ex-enfants soldats, il serait urgent que le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte des "Lignes directrices en matière de d'élaboration de politique pénale pour répondre aux exigences immédiates liées au traitement de la responsabilité pénale des enfants soldats".

Cependant, il est à souligner que toute décision qui vise à faire usage des mécanismes de médiation pénale pour traiter les différentes vulnérabilités résultant des hostilités devrait être accompagnée des travaux d'une Commission de Vérité et de Réconciliation, en vue d'offrir à la société une justice historique et reconstructive

pouvant servir de base à une véritable réconciliation nationale.

Enfin, il est essentiel de préciser que l'organisation de toute structure visant à faire face aux exigences post-confliktuelles en ce qui a trait aux enfants soldats, notamment en terme de rationalités protectrice et responsabilisatrice, devrait dépendre de la volonté et de l'engagement des autorités étatiques, de concert avec des secteurs de la société civile, mais sans pour autant négliger la valeur d'un œil vigilant des instances compétentes de la communauté internationale. Par ailleurs, il est important de noter que l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique pénale, suivant une rationalité prospecto-restaurative pour traiter la problématique de la responsabilité pénale des enfants soldats ayant commis des infractions internationales graves, ne doivent pas être considérées comme un moyen visant à les soustraire de leur responsabilité vis-à-vis de leurs victimes et de la société. Au contraire, ce choix devrait être conçu dans la logique d'une dynamisation des normes pénales sous forme de dépenalisation et de décriminalisation, en raison de la nature spécifique et complexe de la situation de ces derniers, tendant, conformément à l'évolution constante des besoins de la "défense sociale", à transformer les "sanctions pénales existantes en mesures de bien-être social" ou les "affaires judiciaires" en "affaires de protection"²⁶². Donc, il s'agit d'opter pour une réaction sociale globale, participative, effective et efficace à partir des mesures de responsabilisation, de restauration, de réparation, de prévention (pénale, situationnelle et circonstancielle), de réhabilitation et de réinsertion sociale, en lieu et place de l'infliction d'une peine à l'endroit du délinquant sans tenir compte de la nécessité d'apporter une réponse aux diverses vulnérabilités touchant la victime, le délinquant et la communauté.

En ce sens, l'exemple de la Sierra Leone constitue le modèle le plus concret de justice transitionnelle dans les annales du droit international, puisqu'il a permis pour la première fois de poser les questions relatives au mode de traitement de la

²⁶² Voir Ezzat A. Fattah et J. E. Hall Williams, «Crimes sans victimes», dans Denis Szabo, dir., *La criminalité urbaine et la crise de l'administration de la justice*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, aux pp. 108-109, à propos de la "décriminalisation" et de la "dépenalisation".

responsabilité pénale des enfants soldats selon des mécanismes judiciaires et extrajudiciaires (justice restaurative) tout en favorisant la promotion de la participation de toutes les parties susmentionnées dans les efforts visant à aboutir à une solution axée sur la justice et l'équité, dans le sens des intérêts des citoyens qui sont directement touchés par les effets négatifs du conflit, en particulier, et de toute la société, en général.

En résumé, on peut déduire que les vrais objectifs de la mise en œuvre de cette formule combinée de justice transitionnelle n'ont pas été atteints de manière complète. Toutefois, cette expérience pourra servir de source de référence à l'élaboration ou la réalisation de tout autre projet beaucoup plus viable et global, dans le sens de l'adoption d'une politique pénale cohérente et mobile, suivant un pluralisme juridique ordonné, à vocation universelle.

En effet, l'analyse des fragments philosophiques de la sanction pénale à partir des deux grandes rationalités punitives (restitutive et prospective) nous donne la possibilité de comprendre que les procédures du droit pénal classique, bien qu'elles soient fondamentales n'apportent pas toujours de totales solutions au problème de lutte contre la délinquance ou la criminalité, notamment en terme de prévention, de dissuasion, de réparation, de réhabilitation, voire d'efficacité des mesures répressives. S'agissant des mineurs, cette constatation est d'autant plus visible, puisque ces derniers, de par la fragilité ou de la délicatesse de leur condition, caractérisée par un manque de discernement et de conscience, ou pour des raisons psychologiques, idéologiques ou socio-économiques, ont toujours eu de grandes difficultés à s'adapter et à respecter les diverses facettes des mesures répressives ou socio-éducatives conçues pour gérer leur situation. D'où la nécessité d'envisager d'autres formules beaucoup plus appropriées, notamment des mécanismes de justice restaurative (réparatrice), pouvant tenir compte de tous les aspects de la solution, en faveur et avec la participation de tous les acteurs concernés. Ainsi, dans le cas des enfants soldats ayant en même temps le statut de victimes et de bourreaux, serait-il important que les questions relatives à la détermination de leur responsabilité pénale, à leur

protection (réparation, rééducation et réinsertion sociale), à la réparation, à l'accompagnement des victimes et à la reconstruction de la société, soient traitées d'après des mécanismes restauratifs, tels que la médiation pénale et des Commissions de Vérité et de Réconciliation.

Cependant, en dépit du fait qu'il n'existe pas des normes juridiques unanimes et universelles en matière de traitement judiciaire des enfants soldats en situation post-confliktuelle, et qu'habituellement ce sont les États qui cherchent à y apporter leur propre solution en fonction de leur propre législation et structure juridictionnelle, il devient difficile de résoudre cette problématique tant en théorie qu'en pratique. Notons que ce même problème de cohérence et d'uniformisation existe également entre les diverses branches du droit international (DPI, DIH, DIDH, etc) réglementant la gestion du phénomène d'enfants soldats. C'est en se basant sur cet état de fait que nous avons décidé dans notre analyse d'opter pour l'élaboration d'une politique pénale restaurative, cohérente et mobile, axé sur la médiation pénale et les Commissions Vérité et Réconciliation. Toutefois, étant donné que la réalisation d'un tel projet dépend d'abord de l'adoption par les instances de l'ONU des «Lignes directrices», en prélude à l'élaboration d'un Protocole additionnel au traité du Statut de Rome de la CPI concernant les types de traitement judiciaire, de protection générale et spécifique à accorder aux enfants soldats. Enfin, l'on se demande s'il ne serait pas urgent pour la communauté internationale de penser à édicter une norme contraignante à vocation universelle tendant à uniformiser, rendre plus cohérente l'ensemble des droits et libertés fondamentales des enfants soldats ou non en période de guerre, des obligations de protection des enfants avant, pendant et après le déroulement des hostilités, des procédures judiciaires et restauratives dans le cadre d'une justice transitionnelle. Une telle initiative pourrait de point de départ à la création d'une cour pénale internationale des mineurs, appelée à intervenir, sur une base de renforcement et de complémentarité, dans le traitement des problématiques

les plus complexes, telles : la protection, la justice, la réparation, la réconciliation, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion sociale, selon des mécanismes judiciaires et restauratifs.

BIBLIOGRAPHIE

V. SOURCES ET RÉFÉRENCES

1. Doctrine

A. Articles

Algeria-Watch, «Les conditions pour une amnistie», par Madjid Benchikh, lors de la conférence-débat, organisée par le FFS à Alger, sous la direction de Younes Hamidouche, publiée dans la revue «Informations sur la situation des droits humains en Algérie», Ltribune du 02 juillet 2005, en ligne : <http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/amnistie/bencheikh_conference.htm>.

Ali Yahia, Abdenmour, «Amnistie et réconciliation», (24 mai 2005), en ligne <http://www.algeria-watch.org/article/pol/amnistie/aya_reconciliation.htm>.

Alice Mauske, Viviane, «Quelle protection et quelle justice pour l'armée invisible d'enfants soldats au Myanmar?», (01/09/2004), en ligne : Info-Birmanie <[www.info-Birmanie.org/info/dossiers/Droits% 20 l'homme/article Alice Mauske-Enfantssoldats.doc](http://www.info-Birmanie.org/info/dossiers/Droits%20l'homme/article/Alice%20Mauske-Enfantssoldats.doc)>.

Ambassade de France aux Pays-Bas, «La responsabilité pénale internationale et les droits des enfants», Conférence annuelle de la coalition académique de la Haye tenue (17-18 mars 2005), dans le cadre du cycle «Paix et Justice», en ligne : Amba-France <http://www.ambafrance.nl/article.php?id_article=5656>.

Arzoumanian, Naïri et Pizzutelli Francesca, <<Victimes et bourreaux : questions de responsabilité liées à la problématique des enfants- soldats en Afrique>>, Genève, revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 85, no 852, (décembre 2003), pp. 827 – 856.

Bloomfield David, Barnes Teresa et Huyse Luc, dir., «La réconciliation après un conflit violent», Série manuels International IDEA (International Institute for Democracy and Electoral Assistance), Strömborg, Édition anglaise 2003, (2004), en ligne :IDEA <http://www.idea.int/conflict/reconciliation/French/reconciliation_fr.pdf>.

BLUNT E., « Paix fragile en Sierra Leone», Le Monde Diplomatique, (décembre 1999), en ligne : <http://www.stratisc.org/Strategie_80_Loungnou.htm>.

-----, «Child Recruitment Was War Crime, (june 1 2004), en ligne: Global Policy Forum <<http://www.globalpolicy.org/intljustice/tribunals/sierra/2004/0601was.htm>>.

Castaignède, J., «La loi no 2002-1138 du 09 2002, un nouveau regard porté sur le droit pénal des mineurs», Paris, D. 2002, chron., aux pp. 779 et s.

Charbonneau, Serge, «Justice réparatrice et justice des mineurs : considérations sur l'objet et enjeux pour la pratique», en ligne : École Nationale de la Magistrature (ENM) <http://www.enm.justice.fr/centre_de_ressources/dossiers_reflexions/oeuvre_justice2/..>.

Chaulet, Claudine, «Se guérir de la violence», Alger, in Association of Concerned Africa Scholars, Spring/Summer, Bulletin # 55/56, (1999), aux pp. 6-13.

CRUVELLIER, T., «La guerre et le néant», *Le Monde Diplomatique*, (janvier 1996).

Deharo, Gaëlle, dir., «La justice en perspectives : justice réparatrice, justice restaurative», travaux de chercheurs intervenus au cours des sessions de formation continue de l'ENM, (6 et 7 mars 2003).

Delmas-Marty, Mireille. «Pour un nouvel ordre juridique mondial», en ligne <http://www.diplomatie.gouv.fr/label_france/France/DOSSIER/2000/19juridique.htm>.

Deroussin, David, «Politique criminelle et politique pénale», Université Lyon 3, (Septembre 2002), en ligne: Mission de recherche Droit et Justice / Colloque « Parquet et politique pénale depuis le XIXe siècle » <<http://www.gip-recherche-justice.fr/>>.

Dünkel, Frieder, «La justice réparatrice en Allemagne», *Criminologie*, vol. 32, no 1 (1999).

Fin, Emmanuel, «La protection de l'enfant prisonnier de guerre en droit international humanitaire (mémoire)», Montpellier, Juristes sans frontières, (juillet 2002), en ligne : Juristes sans frontières <<http://www.juristessansfrontieres.org/index.cfm.9k>>.

Fattah, Ezzat A. et Hall Williams J. E., «Crimes sans victimes», dans Denis Szabo, dir., *La criminalité urbaine et la crise de l'administration de la justice*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973.

Frulli, Micaela, «The Special Court for Sierra Leone: Some Preliminary Comments», *EJIL* (2000), Vol.11 No. 4, 857-869.

GALY, M., «Libéria, une guerre oubliée», *Le Monde Diplomatique*, (septembre 1994), en ligne : <<http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/1994/09/GALY/727.html>>.

Garapon, Antoine, «La justice reconstructive», in A, Garapon, F. GROS, et T, PECH, *Et ce sera justice – Punir en démocratie*, Paris : Odile Jacob, (2001), en ligne : <www.enm.justice.fr/centre_de_ressources/actes_sessions/justice_perspectives/reparatrice_re Restaurative_france.htm>.

«De Nuremberg au TPI : Naissance d'une justice universelle ?», in *Critique internationale* # 5, (automne 1999), en ligne : <www.ceris-sciencespo.com/publica/critique/article/ci05p167-180.pdf>.

Gramizzi, Claudio et al., «Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique : les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique», Bruxelles, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), 2003.

Grossman, N., «Rehabilitation or revenge : Prosecuting child soldiers for human rights violations» (2007) *Geo. J. Int'l L.*

Hémisphères (Journal de débats sur le développement), «La place des enfants- soldats dans la prévention des conflits armés» par Félix Nkundabagenzi et «l'enrôlement d'enfants- soldats : de nombreux scénarios» par Marc Schmitz, en ligne : <http://www.colophon.be/pages/hemisphere/theme15.html>>.

Inter Press Service News Agency, «Droits- Sierra Léone: le tribunal pour crimes de guerre rouvre les vieilles plaies», par Lausama Fofana, en ligne : [IPSNews.net](http://www.ipsnews.net/fr/print.asp?idnews=2502) <<http://www.ipsnews.net/fr/print.asp?idnews=2502>>.

ISUMA, «La justice réparatrice : Comment intégrer un courant marginal au système judiciaire conventionnel», par Don Clairmont, vol. 1 no 1, (printemps 2000), en ligne <http://www.isuma.net/vol1n01/clairmon/clairmon_f/.html>.

Juridictionnaire, «Amnistie/amnistier», Faculté de droit, Université de Moncton, Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), en ligne : <<http://termium1.pwgsc.gc.ca/guides/juridi/files/138.html>>.

Kamal, Imane, «Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Le laboratoire de la justice réparatrice, en ligne : Barreau Québec <<http://www.barreau.qc.ca/journal/vol35/no7/adolescents.html>>.

Keesing's Record of World Events, (1991), aux pp. 38136, 38181 et 38278.

Langue, Roger, «Propos de l'Ordonnance 03.003 portant Amnistie relative aux événements du 28 mai 2001», Réflexion : "Amnistie et Réconciliation Nationale", France, voir surtout 2- "Amnistie et Impunités" par Narcisse Komass, Animateur Kodro, New York, Etats-Unis, en ligne : http://www.sangonet.com/FichPartisRCA/amnistie-rec-impunite_KL.html.

Lazerges, Ch., «Fallait-il modifier l'Ordonnance no 45-174 du 2 février 1945», Paris, Rev. Sc. Crim. (2003), aux pp. 174-174.

Le journal international de victimologie, «Des politiques européennes en matière de justice restauratrice, par Ivo Aertsen et Tony Peters, Belgique, JIDV, 2003 2 (1), en ligne JIDV [http://www.jidv.com/Aertsen, I-Peters, T%20-%20JIDV%202003%201%20\(4\).htm](http://www.jidv.com/Aertsen,I-Peters,T%20-%20JIDV%202003%201%20(4).htm).

Le Monde, «Cinquante-huit pays s'engagent contre le recrutement des enfants-soldats», (6 février 2007), en ligne : <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3220,36-864314@51-862952,0.html>.

Les publications d'International IDEA (International Institute for Democracy and International Assistance), *La réconciliation après un conflit violent*, Stockholm, International IDEA, (2004).

Marsaud, Olivia, «Première audience à la Cour spéciale pour la Sierra Leone : trois responsables des Forces de défense civile sur le banc des accusés», en ligne : Afrik.com <http://www.afrik.com/article7350.html>.

Mcintyre Angela, Kwesi Aning Emmanuel & Prosper NII Nortey Addo, Politics, «War and Youth Culture in Sierra Leone: An alternative interpretation», African Security Review 11(3), (2002).

Meffre, Arnaud, «La justice transitionnelle à l'épreuve du Sierra Leone : Analyse critique», Montréal, CÉDIM, (mars 2005), en ligne : <http://www.cedim.uqam.ca>.

Moulier, Isabelle, Actualité et Droit international : «La justice pénale internationale», note de lecture, textes réunis par Garboriau Simone et Paulat Hélène, coll. Les entretiens d'Aguesseau, Limoges, PULIM, (2002), en ligne : RIDI <http://www.ridi.org/adi...?>

Muchuba Roger Buhereko, «La justice transitionnelle en RDC, un choix contre l'impunité et pour la réconciliation», dans Cahiers des droits de l'homme et de paix en Région des Grands Lacs/Journal of Human Rights and Peace in the Great Lakes

Region's, vol I # 1, (2004), en ligne : Héritiers de la Justice Bukavu <www.heritiers.org/francais/CDHPaixenRegiondesGrandsLacs.pdf>.

NCEKE, Bella, «Justice transitionnelle et réconciliation au Burundi, Bujumbura, (septembre 2004), en ligne : Abanundi <http://www.abanundi.org/conflit/abanundi_010904_bnceke_02.html>.

Pierre, Hassner, «Mémoire, justice et réconciliation», Irlande, Variations, critique internationale # 5, (automne 1999).

Propos de O. OTUNNU, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés, cités par J.-P. MARI, dans J.-P. MARI, "Ces enfants qu'on oblige à tuer", Le Nouvel Observateur, n°1855 du 25-31 mai 2000.

Renault, Céline, «L'interdiction de recruter des enfants soldats», sous la direction de Paul Tavernier, URL : CREDHO, en ligne : CREDHO <<http://www.credho.org/credho/membres/renaultmem.htm>>.

Schabas, William A., «La Commission Vérité et Réconciliation de Sierra Leone», Droits fondamentaux, no 3, (janvier-décembre 2003), en ligne <www.droits-fondamentaux.org>.

-----, «SENTENCING BY INTERNATIONAL TRIBUNALS: A HUMAN RIGHTS APPROACH», (12/10/97), 462, DUKE JOURNAL OF COMPARATIVE & INTERNATIONAL LAW [Vol. 7:461 en ligne: Law Duke <www.law.duke.edu/journals/djcil/articles/djcil7p461.htm - 219k>.

Sécurité publique et protection civile au Canada, «La justice réparatrice : orientations et principes-évolution au Canada, (2002), par Robert B. Cormier, Ministère du Solliciteur Général du Canada, en ligne : SPPCC<http://www.psepc-sppcc.gc.ca/publications/corrections/200202_f.asp>.

Simpson, Graeme, «Amnistie et crime en Afrique du Sud après la Commission Vérité et Réconciliation», cahiers d'études africaines : positions, réflexions, histoire.

Skinner, E. P., «Child Soldiers in Africa : A Disaster for Future Families» (1999) Int'L. J. Professors World Peace Accad. 7.

Special Court for Sierra Leone, «Prosecutor v. Sam Hinga Norman» (2004) I.L.M. 1129.

Stohl, Rachel J., «Under the gun: Children and small arms», in African Security

Review 11(3), (2002).

Thède, Nancy, « Justice, mémoire et réconciliation dans le contexte de l'édification de la paix » (Le document suivant fut rédigé pour les Consultations sur la consolidation de la paix entre le MAECI et les ONG. Les opinions qui y sont énoncées sont celles de l'auteur et non celles du gouvernement canadien), Ottawa, (2 mars 1999), CIDPDI, 2 février 1999, en ligne : Gouvernement du Canada <http://www.humansecurity.gc.ca/canadiens_consultations_thirdannual_papers_justice-fr.asp>.

Tostain, Manuel et Lebreuilly Joëlle, «Les adultes sont-ils réellement moins sensibles à la dimension objective de la responsabilité que les enfants?», Revue internationale de psychologie sociale, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, [2005], vol. 18, no. 4, aux pp. 99-123.

Trépanier, Jean, «La justice réparatrice et les philosophies de l'intervention pénale sur les jeunes», seconde conférence introductive, en ligne : Regroupement des organismes de justice alternative (ROJAQ) <<http://www.rojaq.qc.ca/documents/trepan.html>>.

-----, «La justice des mineurs au Canada : Remises en question à la fin du siècle», Montréal, École de criminologies et Centre international de criminologie comparée, l'Université de Montréal, Criminologie, vol. 32, no 2 (1999).

Tshikala, K. Biaja, «Enfant en situation de conflit armé et de violence urbaine», série des monographies, Dakar, Codesria, 2002, en ligne : CODESRIA <<http://www.codesria.org/links/Publications/monographs/Biaja.pdf>>.

Union inter-parlementaire (UIP), «La protection de l'enfant, guide à l'usage des parlementaires», UNICEF, 2004.

Van Guerten, Johana, «Pas d'enfants- soldats à la barre : Juger les enfants?», par Roch Sonnet, vendredi 13 octobre 2000, en ligne : Afrik.com <<http://www.afrik.com/article1216.html>>.

Walgrave, Lode, «La justice restaurative et la justice pénale : un duo ou un duel», École Nationale de la Magistrature, 1999-2001, en ligne : ENM <http://enm.justice.fr/centre_de_ressources/dossiers_reflexions/oeuvre-justice2/18_...>.

Walley, Luc, «Victimes et témoins de crimes internationaux : du droit à une protection au droit à la parole», vol. 84, no. 845, Bruxelles, RICR, mars 2002, pp. 51-78.

Wessel M. et Montero C., "Culture, Healing and post-conflict reconstruction : A

community based approach to assisting war-affected children''.

Zarifis, I., «Sierra Leone's Search for Justice and Accountability of Child Soldiers» (2002) 9 Hum. Rts. Brief 18.

-----, «The Child Soldiers of Sierra Leone: Are they Accountable for their Actions in War? » (2003) 26 Suffolk Transat' LL. Rev 445.

B) Chapitres de livres

Aertsen, Ivo, «La médiation sociale en Belgique», », dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, les 6 et 7 mars 2003.

Archibald Bruce P., «La justice restaurative: conditions et fondements d'une transformation démocratique en droit pénal», dans Jaccoud Mylène, *Justice réparatrice et Médiation pénale (convergences ou divergences?)*, Sciences criminelles, Paris, Budapest et Torino, L'HARMATTAN, 2003.

Arnoux Sylvie et Tercq Nicole, «Les enjeux de la médiation pénale pour les victimes», dans Robert Cario, *La médiation pénale: entre répression et réparation*, dir., coll. Logiques juridiques (série sciences criminelles), Paris, L'Harmattan, 1997.

Bettati, Mario, «Le crime contre l'humanité», dans Hervé Ascensio, Emmanuel Decaux et Alain Pellet, dir., *Droit international pénal*, CEDIN Paris X, Paris, Éditions A. Pedone, 2000.

Brett, Rachel, «La question des enfants dans le cadre de la justice pour mineurs et la lutte contre le terrorisme», dans Forum du désarmement (Document des Nations Unies), *Les enfants et la sécurité*, Genève, Forum du désarmement, 2002.

Cario, Robert, «Le débat sur la justice restaurative», dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, les 6 et 7 mars 2003.

Delmas-Marty, Mireille, «Droit comparé et droit international: interactions et internormativité» dans Mario Chiavario, dir., *La justice pénale internationale entre passé et avenir*, Paris-Milan, Dalloz-Giuffrè, 2003, aux pp. 11-26.

Dodinau, J. Hoareau et Texier, P., «La peine : Discours, pratiques, représentations»,

dans Cahiers de l'Institut d'Anthropologie Juridique # 12, Paris, Presses universitaires de Limoges, [2005].

Faget, Jacques, «La justice restaurative en France», dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, les 6 et 7 mars 2003.

Fattah, Ezzat A. et Williams J. E. Hall, «Crimes sans victimes», dans Denis Szabo, dir., *La criminalité urbaine et la crise de l'administration de la justice*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973.

Guilhemjouan Jean Yves, «Les enjeux de la médiation/réparation pour le médiateur», dans Robert Cario, dir., *La médiation pénale: entre répression et réparation*, coll. Logiques juridiques (série sciences criminelles), Paris, L'Harmattan, 1997.

Malabat, Valérie, «Le Statut pénal des mineurs : Étude des Règles pénales de fond de la responsabilité pénale des mineurs après la loi du 09 septembre 2002» dans Jean-Jacques Lemouland, dir., *La condition juridique du mineur : aspects internes et internationaux, questions d'actualité*, Paris, Juris- classeur, 2003, pp. 25-39, chapitre II.

Maugeri, Anna-Maria, «La responsabilité des supérieurs hiérarchiques et l'effet d'exonération de l'ordre du supérieur dans le statut de la Cour pénale internationale» dans Mario Chiavario, dir., *La justice pénale internationale entre passé et avenir* Paris-Milan, Dalloz-Giuffrè, 2003, pp. 295-326.

Picca, Georges, «La sanction est-elle dissuasive pour le délinquant?», dans Aglaïa Tsitsoura dir., *Les objectifs de la sanction pénale*, Bruxelles, Bruylant, 1989, pp. 53-67.

Salas, Denis, «Le souci des victimes et la recomposition de la justice», dans Gaëlle Deharo, *La justice en perspectives : justice «réparatrice», justice «restaurative»*, Paris, document relatif aux travaux de chercheurs intervenus au cours de sessions de formation continue de l'ENM, les 6 et 7 mars 2003.

C) Monographies

Bassiouni, Chérif, *Introduction au Droit pénal international*, Bruxelles, Bruylant, 2002.

Bayle, Reine-Marguerite, *Les petits soldats : Quand les enfants reviennent de guerre*, J'accuse, Paris, Syros Jeunesse, 2003.

Cario, Robert, dir., *La médiation pénale: entre répression et réparation*, Logiques juridiques, Paris, L'Harmattan, 1997.

-----, *Victimologie: De l'effet du lien intersubjectif à la restauration sociale*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000.

Charrette, Hervé De (éd.), *Réflexions sur l'efficacité de la sanction pénale*, Paris, Économica, 2003.

David, Éric, *Principes de droit des conflits armés*, troisième édition, Université Libre de Bruxelles (ULB), Bruxelles, Bruylant, 2002.

Delmas-Marty, Mireille, *Les grands systèmes de politique criminelle*, Thémis, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.

-----, *Vers un droit commun de l'humanité*, Paris, Les éditions Textuel, 2005.

-----, *Le flou du droit : Du code pénal aux droits de l'homme*, Paris, 2004.

-----, *Les forces imaginantes du droit : Le relatif et l'universel*, Paris, Éditions Du Seuil, 2004.

Denis Catherine, *Le Tribunal spécial pour la Sierra Léone : quelques observations*, Bruxelles, Human Rights Network International (HRNI), 2001.

Dumont, Hélène, *Sentencing : La détermination de la peine*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1987.

-----, *Pénologie : Le droit canadien relatif aux peines et aux sentences*, Montréal, Les Éditions Thémis, 1993.

Faget Jacques, dir., *Médiation et action publique: La dynamique du fluide*, Le territoire du politique (série Politiques du Social), Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux.

-----, *La médiation pénale: essai de politique pénale*, Toulouse, Erès, 1997.

Garapon, Antoine, *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner : Pour une justice internationale*, Paris, Odile Jacob, 2002.

Kourouma, Ahmadou, *Allah n'est pas obligé*, Paris, Du Seuil, 2000.

La Rosa, Anne-marie, *Juridictions pénales internationales : la procédure et la preuve*, 1^{ère} édition, Paris, Presses universitaires de France (PUF), 2003.

Léauté, Jacques, *Criminologie et sciences pénitentiaires*, Thémis, Paris, Presses universitaires de France 1972.

Milliez, P. (Dir), *Rapport de la Commission d'étude et de proposition dans le domaine de l'aide aux victimes*, multigraph, Min. de la justice, 1982

Osseiran-Houballah, Mouzayan, *L'enfant- soldat, victime transformée en bourreau*, Paris, Odile Jacob, 2003.

Pin, Xavier, *Droit pénal général*, Paris, Dalloz, 2005.

Poncelat, Pierrette, *Droit de la peine*, Thémis, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

Pradel, Jean, *Droit pénal comparé*, droit privé, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2002.

Renaud, Gilles, *Principe de la détermination de la peine*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 2004

Renout, Hérald, *Droit pénal général*, Orléans, Éditions Paradigme, 2005.

Ricoeur, Paul, *Le juste*, Paris, Esprit, 1995.

Szabo, Denis, *Criminologie et politique criminelle*, Paris et Montréal, Librairie philosophique J. Vrin et Les Presses de l'Université de Montréal, 1978.

Tsitsoura, Aglaïa, *Les objectifs de la sanction pénale*, Bruxelles, Bruylant, 1989.

Wemmers, Jo-Anne, *Introduction à la victimologie*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montreal, 2003.

D) Ouvrages collectifs

Blatier, Catherine et Robin Michel, *La délinquance des mineurs en Europe*, Saint-Martin d'Hères (Isere), Presses universitaires de Grenoble, 2000.

Bouzat, Pierre et Pinatel Jean, *Traité de droit pénal et criminologie*, Tome I, Droit pénal général, Paris Dalloz, 1970.

Casadamont, Guy et Poncelat Pierrette, *Il n'y a pas de peine juste*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Gebler, Laurent et Guitz Ivan, *Le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs*, Groupe Liaisons SA, Paris, ASH, 2004.

Hodgkin, Rachel et Newell Peter, *Manuel d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant*, Genève, UNICEF, 2002.

Jaccoud, Mylène, dir., *Justice réparatrice et Médiation pénale (convergences ou divergences?)*, Sciences criminelles, Paris, Budapest et Torino, L'Harmattan, 2003.

Mc Connan, Isobel et Uppard Sarah, *Des enfants, Pas des soldats*, Londres, The Save the Children Fund 2001, 2002.

Stefanie G, Levasseur G. et Jambu-Merlin R., *Criminologie et science pénitentiaire*, 5^e ed, précis Dalloz, Paris, Dalloz, 1982.

Weitekamp G., M. Elmar et Kerner Hans Jürgen, *Restorative justice in context, International practice and directions*, William Publishing (WP), 2003.

E) Dictionnaires

Grand Larousse encyclopédique en dix volumes, tome 9, Librairie Larousse, Paris, 1964.

Dictionnaire encyclopédique Quillet, PR-STA, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1970.

F) Dictionnaires spécialisés

Beziz-Ayache, Annie, *Dictionnaire de droit pénal général et de procédure pénale*, Paris, Éditions, 2001.

Bouchet-Saulmier, Françoise, *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, 2^e édition, Paris, La Découverte & Syros, 2000.

La Rosa, Anne-Marie, *Dictionnaire de droit international pénal*, Paris, PUF, 1998.

G) Thèses

Fousseni Saoudatou, *La responsabilité pénale des enfants soldats*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme inter-universitaire en droits fondamentaux, sous la direction de Soizic Lorvellec, Paris X Nanterre (Université de Nantes), Année universitaire 2003-2004.

Messina, Laura, *Médiation et justice réparatrice dans le système pénal des mineurs italien et français*, thèse en vue de l'obtention d'un doctorat franco-italien, sous la direction de Md Muriel Giacomelli, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, Faculté de droit et de science politique, 2004-2005.

2. Articles, Rapports et autres Documents d'ONG

ACIDH (Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains), «Questions essentielles sur les droits des victimes devant la Cour pénale internationale», Lubumbashi, ACIDH, (juillet 2005).

Amnesty International, «La réponse de la Communauté internationale pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats», en ligne : Amnesty International en Belgique <http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=2847>.

-----, «Sierra Léone, une décision historique du Tribunal spécial pour la Sierra Léone : les crimes au regard du droit international ne peuvent pas être amnistiés», AFR 51/006/2004, Londres, AI, (juin 2004).

-----, «Sierra Léone : Un nouvel élan doit être donné à la lutte contre l'impunité», AFR 51/007/01, Londres, AI, (octobre 2001).

-----, *Sierra Léone : Rapport janvier- décembre 2004*, AFR 44/002/2004, Londres, AI, 2004.

-----, Sierra Léone : «Le recrutement d'enfants de moins de 15 ans doit figurer parmi les crimes de guerre», Bulletin d'informations 202/00, (20 octobre 2000), en ligne : web.amnesty.org
<<http://web.amnesty.org/library/index/fracfr510812000?open&of=frac-385>>.

-----, «Les enfants soldats : un problème mondial», en ligne : web.amnesty.org
<<http://web.amnesty.org/pages/childsoldiers-background-fra>>.

-----, «Sierra Léone : une enfance perdue», AFR 51/069/00, Londres, (août 2000).

-----, «Liberia: The promises of peace for 21.000 child soldiers», AFR34/006/2004, (17 may 2004).

AIDH, «L'actualité des droits de l'homme dans le monde: Sierra Léone, Tribunal spécial des Nations Unies», (2004), en ligne : AIDH
<http://www.aidh.org/Actualité/act-2004/trib_s101.htm>.

Cape Town Principles and Best Practices (Principes et meilleures pratiques de Cape

Town) (1997), adoptés lors du Symposium sur la Prévention du recrutement des enfants dans les forces armées et sur la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats en Afrique (27-30 avril 1997), en ligne : UNICEF <www.unicef.org/spanish/emerg/index_childsoldiers.html>, voir Traduction de Isobel Mc Connan et Sarah Uppard, *Des enfants, Pas des soldats*, Londres, Alan Ding le et Brigid Mc Conville, 2002.

Centre de documentation international pour le développement, *Les libertés et la paix (CEDIDELP)*, *Rapport de la Commission Vérité et Réconciliation de la Sierra* (octobre 2004), en ligne : Ritino <http://www.ritino.org/cedidelp/article.php?id_article2126>.

Centre international pour la justice transitionnelle, «La justice transitionnelle : un nouveau domaine», allocution prononcée lors du colloque intitulé «Réparer les effets du passé : réparations et transitions vers la démocratie», par Dr. Alex Boraine, président, Ottawa, le 11 mars 2004.

Centre de Recherche en Littérature Comparée (CRLC), «Commission Vérité et Réconciliation, un modèle à suivre?», Université de Paris IV-Sorbonne, 19 mars 2002, en ligne : CRLC <<http://www.crlc.paris4.sorbonne.fr/pages/events/ev-verite.html>>.

CICR, «Droits de l'enfant», 59eme session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, point 13 de l'ordre du jour, 14 avril 2003, en ligne : ICRC.

-----, «La protection des victimes des conflits armés à travers le droit international humanitaire», XXVIIeme Conférence internationale de la Croix-Rouge et Croissant-Rouge, Genève, 1999.

-----, Services consultatifs en droit international humanitaire : «La protection juridique des enfants dans les conflits armés», Genève, Février 2003.

DHDI (groupe de travail Droits de l'Homme et Dialogue International), «Entre le punitif et le réhabilitatif : Pour une théorie de la justice restaurative» (devoir avec M. le Prof. Michel Van De Kerchove) par SITACK YOMBATINA Béni, (avril 2002).

Enfants du Monde Droits de l'Homme, *Les Droits de l'Enfant*, «Enfance volée», en ligne : EMDH <<http://www.emdh.org/html/droits.enfants/enfance-volée.html>>.

-----, Les enfants soldats, en ligne : EMDH <<http://www.emdh.org/Templates/soldats.htm>>.

FIDH, *Les Commissions de vérité et de réconciliation : l'expérience marocaine*, Rapport no 396, juillet 2004, séminaire régional organisé à Rabat (Maroc) les 25-27 mars 2004.

-----, «Lutte contre impunité, Instance Équité et Réconciliation et Cour Pénale Internationale», Maroc, (29/09/2004), en ligne : FIDH <http://www.fidh.org/article.php3?id_article=1949>.

Franciscans International, «Administration de la justice», Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights, Point 3, (July 26, 2005), en ligne: Franciscans International <<http://www.franciscansinternational.org/docs/statement.php?id=381>>.

Groupe Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées (GENEPI), «Le sens de la peine et la place de la victime», Thème proposé par le groupe de Paris-La Santé Assises de Montpellier, (Avril 2005), en ligne <www.eleves.ens.fr/home/saurin/genepi/victimes/assises_victimes.pdf>.

HRI, «Sierra Leone, Rapports thématiques : Mécanismes de la Commission des droits de l'homme» (bilan 2001), E/CN.4/2001/52, par. 47, en ligne : HRI <<http://www.hri.ca/fortherecord2001/frenchtext/vol2french/sierraleonetr.htm>>.

Human Rights Watch, «Rapport mondial 2002 : Les droits de l'enfant», en ligne : Human Rights Watch <<http://www.hrw.org/french/reports/wr2k/enfant.html>>.

-----, «Sierra Leone-Justice in Motion: The Trial Phase of the Special for Sierra Leone», (November 2005), Volume 17, No. 14 (A), en ligne: www.globalpolicy.org/intljustice/sierraindx.htm.

International Center for Transitional Justice, «Approches de la justice transitionnelle», en ligne : ICTJ <<http://www.ictj.org/french/approaches.asp>>.

International Justice Tribune-Independent newsletter, «Tribunal spécial pour la Sierra Leone : Historique», en ligne : Justice-Tribune <http://www.justice-tribune.com/article_uk.php?id=665&search=&jid=6&langue=&start=0>.

International Peace Academy, «Security and Development in Sierra Leone», New York, (June 10-11 2002), en ligne: <www.ipacademy.org>.

L'intelligent.com, «La Commission nationale Vérité et Réconciliation est instituée», Burundi, (5 janvier 2005), en ligne : Jeune Afrique <http://www.jeuneafrique.com/gabarits/articleDEP_online.asp?art_cle=AFP84705laco meu...>.

Redress (seeking reparation for torture survivors), «Victims, Perpetrators or Heroes? Child Soldiers before the International Criminal Court», London, The Redress Trust,

(septembre 2006).

War Crimes Studies Center (WCSC), «Interim Report on the Special Court for Sierra Leone», University of California Berkely, (April 2005).

3. Documents des Nations Unies.

Assemblée Générale des Nations Unies, *Cinquante-cinquième session*, point 110 de l'ordre du jour, A/55/442, (30 octobre 2000) : *Protection des enfants touchés par les conflits armés*, en ligne : <http://www.hri.ca/fortherecord2000/bilan2000/documentation/genassembly/a-55-442.htm>.

-----, *Conseil de sécurité, cinquante-sixième session*, point 127 de l'ordre du jour provisoire A/56/342-S/2001/852 : *Promotion et Protection des droits de l'enfant, les enfants dans les conflits armés (Rapport du Secrétaire Général)*, (07 septembre 2001).

-----, *Commission du droit international, Septième rapport sur la responsabilité des États*, par Gaetano Arangio-Ruiz (Rapporteur spécial), Doc. O.N.U. A/CN.4/469, 1995.

Commission du droit international (ONU), *Principes du droit international consacrés par le Statut du tribunal de Nuremberg et dans le jugement de ce tribunal*, 1950.

Comité des droits de l'enfant, *Rapports initiaux des Etats parties devant être présentés en 1992 : Sierra Leone*. (03/06/96) CRC/C/3/Add.43. (State Party Report).

-----, *Observation finales du Comité des droits de l'enfant : Sierra Leone*, vingt-troisième session, (24/02/2000), CRC/C/15/Add.116 (State Party Report).

Étude Machel 1996-2000, *Étude critique des progrès accomplis et des obstacles soulevés quant à l'amélioration de la protection accordée aux enfants touchés par la guerre*, dans Assemblée Générale des Nations Unies : Lettre datée du 23 janvier 2001, adressée au secrétaire général par le chargé d'affaire par intérim de la mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, 55eme session, points 42 et 110 de l'ordre du jour, A/55/749.

-----, «Enfants touchés par la guerre», UNICEF.

ONU. Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire Général sur l'établissement d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, S/2000/915, (04 octobre 2000), en ligne : <http://www.hri.ca/fortherecord2000/bilan/documentation/security/s-2000-915.htm>.

Service international pour les droits de l'homme, Commission, 57em session- Droits de l'enfant, chapitre VII, point # 1, A- *Rapport du Représentant spécial*.

(E/CN.4/2001/76) : *Impacts des conflits armés sur les enfants*, B- Rapport du Secrétaire Général (A/55/163).

UNESCO, *La tolérance porte ouverte sur la paix, Manuel éducatif à l'usage des communautés et des écoles*, Paris, 1996, UNESCO, iii.35p.

UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, New York, UNICEF, 1996.

-----, «En bref : Sierra Léone», (2004), en ligne : UNICEF <http://www.unicef.org/french/infobycountry/sierraleone_2441.html>.

4 – Revues en lignes

Afrique, pour un programme de développement appartenant à l'Afrique et dirigé par l'Afrique, par Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, «Sommet mondial pour le développement durable», Johannesburg, (26 août au 04 septembre 2002), en ligne : <<http://www.unic.org.dz/Afrique.htm>>.

Amnesty International, «L'enrôlement d'enfants est un crime de guerre», New York/Freetown, (17 juin 2004), en ligne Amnesty International en Belgique <<http://www.amnestyinternational.be/doc/article4060.html>>.

Centre d'information géopolitique, *Fiche pays : Sierra Léone- Dossiers pays-Ressources géopolitiques*- Centre de recherche, (10/02/2204), en ligne : Commission-Refugies <http://www.commission-refugies.fr/centre_recherche-18/ressources_geopolitiques_61/do...>

Cour Pénale Internationale (CPI), *Première arrestation à la Cour pénale internationale*, la Haye, (17 mars 2006), ICC-CPI-20060302-125-Fr, en ligne : CPI <<http://www.icc-cpi.int>>.

Jeunes et Justice (1945-2005), les réponses à la délinquance des mineurs à partir de 2002, en ligne <<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/jeunes-justice/reponses-delinquance-mineurs/>>.

La justice réparatrice auprès des jeunes contrevenants : une intervention entre un adolescent et d sa communauté, mémoire de recherche présenté en 2004, École de Service Social de l'Université d'Ottawa, en ligne : Social Sciences <<http://www.socialsciences.uottawa.ca/svs/fra/thesisdetails.asp?ID=669>>.

Les ateliers parallèles, T.M.C Asser Institut : « la responsabilité pénale des mineurs », « Enfants Soldats, une étude de cas (Nord de l'Ouganda) », (18 mars 2005), en ligne : Ambafrance.nl.org <http://www.ambafrance-nl.org/IMG/pdf/20050319_CPI_AP.pdf>.

Mineurs délinquants : quelle réforme globale, Communiqué de Presse, 06/03/2002, en ligne : LECDH <<http://www.lecdh.be/presse/pa97.htm>>

TPIY/TPIR, «Les tribunaux créent un précédent important», New York, (20 février 2004), en ligne : Human Rights Watch <<http://hrw.org/french/docs/2004/02/2004/rwanda7679.htm>>.

5. Sites Internet

Affaire Taylor : Le procès commence aujourd'hui à Freetown, par François Gombahi, en ligne : <<http://news.abidjan.net/article/?n=184956>>.

Amnesty International, «Les droits de l'enfant», en ligne : Amnesty.asso.fr <http://www.amnesty.asso.fr/02_agir/24_campagnes/torture/src2/droitsenfant.html>.

-----, «La réponse de la Communauté internationale pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats», en ligne : Amnesty International en Belgique <<http://www.amnestyinternational.be/doc/article2847.html>>.

Article enfants soldats, en ligne : Alternatives.ifrance.com <<http://www.alternatives.ifrance.com/docs/artenf.html>>.

Croix-Rouge de Belgique, Communauté francophone, «Thématique : Enfants-Soldats», en ligne : Croix-Rouge en Belgique <<http://www.croix-rouge.be/img/db/enfants-soldats-pdf>>.

Gordon Bazemore, Leslie Lei et Jason Nunemaker, «Criminologie : La participation des victimes dans le processus décisionnel de la justice des mineurs, les résultats d'un sondage national auprès des juges aux États-Unis», en ligne : Érudit <<http://www.erudit.org/revue/crimino/1999/v32/n1/004709ar.html>>.

Human rights and conflicts, «une priorité des Nations Unies», en ligne : ONU <<http://www.un.org/french/hr/Hrtoday/enrconfl.htm>>.

La justice pénale (1990-2005): Acteurs, juridictions et interdit pénal, en ligne: Vie publique.fr <<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/justice-penale/acteurs-juridictions-penales-peines-infractions/>>

La justice restaurative, en ligne : élèves.ens <http://www.eleves.ens.fr/home/saurin/genepi/victimes/productions/justice_Restaurative/J...>.

L'Afrique : une priorité pour les Nations Unies, en ligne : ONU
<www.unic.org.dg/Afrique.htm>.

Le Canada et l'Afrique sub-saharienne : Sierra Léone, en ligne: [dfait-maeci.gc.ca](http://www.dfait-maeci.gc.ca/afica_leone_background-fr.asp)
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/afica_leone_background-fr.asp>.

Le Canada et la Cour pénale internationale : La CPI et les jeunes, en ligne :
[dfait-maeci.gc.ca](http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign-policy/icc/icc-youth.fr.asp) <<http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign-policy/icc/icc-youth.fr.asp>>.

Les enfants de la guerre Sierra Léone, Enfants soldats-Information, en ligne : Fraternet
<<http://www.fraternet.com/magazine/infl1208.htm>>.

Message de Madame Mary Robinson, «Dialogue Africain II : Promouvoir la justice et la réconciliation en Afrique : Les défis pour les Droits de l'Homme et le Développement», en ligne : ICTR
<<http://www.ictr.org/ENGLISH/africandialogue/papers/robinsonFR.htm>>.

Première comparution de Taylor au Tribunal de la Sierra Léone, (01 avril 2006), en ligne : <<http://www.referencement-internet-web.com/20060401-comparution-taylor-tribunal.php>>.

Réforme pénale en Afrique, Répertoire des bonnes pratiques pour réduire la détention provisoire, PRI : «Réformer la justice des mineurs», en ligne : Penal reform
<<http://www.penalreform.org/...>>.

Rendre la justice pour l'ex-Yougoslavie, Les cinq réalisations majeures du Tribunal, en ligne : ONU <<http://www.un.org/icty/cases/factsheets/achive-f.htm>>.

Résolution de la Commission des droits de l'homme à propos des droits de l'enfant,
En ligne : Droits Humains.org
<http://www.droitshumains.org/ONU_GE/Commission/Protec.facult2.htm>.

Sens et contresens du processus de médiation dans la justice des mineurs, l'exemple espagnol à l'aune de la nouvelle loi organique, en ligne
<http://users.skynet.be/jdj/jdj/dem_num/n205/205pg25.html>.

Special Court for Sierra Leone-Global Policy Forum-International Justice, en ligne :
Global Policy Forum (GPF) <<http://www.globalpolicy.org/intljustice/sierraindx.htm>>.

Taylor est sous la garde du Tribunal spécial pour la Sierra Léone, Lbéria, (30 mars 2006), en ligne : <www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_dépêche.asp?>.

TRIAL-Track impunity always, «Entre réconciliation et justice : La Commission Vérité et Réconciliation en Sierra Leone», en ligne : TRIAL <http://www.trial-ch.org/fr/actions/dossier_sierra-leone.htm>.

UNICEF (Centre de presse), Communiqué de presse, en ligne : UNICEF <http://www.unicef.org/french/media_21798.html>.

6. Communiqué de presse

Comité des droits de l'enfant, Communiqué de presse, «Appel à la conscience universelle pour sauver les enfants piégés dans les conflits armés», AG/SHC/272, troisième Commission, (8 novembre 1996).

Human Rights Watch, Communiqué de presse, «Afrique de l'Ouest : guerriers errants recrutés dans de nouveaux conflits», New York, (13 avril 2005), en ligne : Human Rights Watch <<http://www.hrw.org/french/docs/2005/04/13/liberi10477.htm>>.

UNICEF, Communiqué de presse, «Conférence sur les enfants soldats : engagement à mettre fin au recrutement d'enfants», (7 février 2007), en ligne : <<http://fr.news.yahoo.com/070207/226/5erg3.html>>.

7. Instruments internationaux issus des Nations Unies

Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989, Rés.A.G.44/25, Annexe, (1992) R.T. Can. No. 3.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées, 12 août 1949 (Convention I), 75R.T.N.U. 31.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du 12 août 1949 (Convention II), 75 R.T.N.U.85.

Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949 (Convention III), 75R.T.N.U.135.

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949 (Convention IV), 75 U.N.T.S. 287.

Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, 17 juin 1999 (OIT # 182), 38 I.L.M. 1207 (1999).

Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, 26 novembre 1968, 754 R.T.N.U. 73.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 9 décembre 1984, 78 R.T.N.U.277.

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, 78 R.T.N.U., (entrée en vigueur : 12 janvier 1951).

Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, 30 novembre 1983, 1015 R.T. N.U 243.

Ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, Résolution de l'Assemblée Générale 40/33, UN Doc. A/RES/40/33, 29 Novembre - 1985 (ci-après « Règles de Beijing »).

Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels, Bureau international des droits des enfants, janvier 2003.

Principes de bases comme fondement des programmes de justice réparatrice, 2000, ECOSOC Res. 2000/14, U.N.Doc. E/2000/INF/2/Add.2.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes de conflits armés internationaux, (Protocole I), 12 décembre 1977, 1125 R.T.N.U.3.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes de conflits armés non internationaux, (Protocole II), 12 décembre 1977, 1125 R.T.N.U. 609.

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés, adopté le 25 mai 2000, entré en vigueur le 12 février 2002, G.A.Res.54/623, annexe I, 54 UN GAOR Supp. (No. 49), UN. Doc. A/54/49(2000).

Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs de liberté (Règles de la Havane), 14 décembre 1990, G.A.Res. 45/113, annexe, 45 UN GAOR Supp. (No.49A) à 205, UN Doc. A/45/49 (1990).

Résolution 1593 (2005) des Nations Unies, adoptée par le CS à sa 5158^e séance, le 31 mars 2005, S/RES/1593 (2005)

8. Instruments régionaux

Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, adoptée le 11 juillet 1990, entrée en vigueur le 29 novembre 1999, OUA doc. CAB/LEG/24.09/49 (1990).

Convention européenne sur l'exercice des droits de l'enfant, adoptée le 25 janvier 1996, S.T.E. no. 160, Strasbourg.

9. Documents des Nations Unies relatifs aux organes judiciaires internationaux

Accord pour et Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone, U.N. SCOR, U.N. Doc. S/2002/246, 16 janvier 2002 : 1- Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra léonais sur la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone, 2- Statut Créé par un Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra léonais conformément à la résolution 1315 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 14 août 2000, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (ci-après dénommé le «Tribunal spécial».

Accord de paix entre le gouvernement sierra léonais et le Front Révolutionnaire Uni (RUF), Doc. ONU S/1999/777, 12 juillet 1999.

Projet de Règlement de la CPI, Doc. ONU PCNICC/2000/INF/add. 1.

Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'établissement d'un tribunal spécial pour la Sierra Leone, UN Doc. S/2000/915, 4 octobre 2000, para. 33.

Règlement de procédure et de preuve du Tribunal international pour juger les personnes responsables de violations graves du droit humanitaire sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, doc. Off. NU IT/32.Rev.24 (11-12/07/2002).

Règlement de procédure (Tribunal de Nuremberg), 29/10/45, Nuremberg Trial Proceedings.

Règlement de procédure et de preuve du Tribunal international pour juger les personnes responsables de violations graves du droit humanitaire sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, doc. Off. NU IT/32.Rev.24 (11-12/07/2002)

Règlement de procédure et de preuve du tribunal pénal international pour le Rwanda, Doc.off. (30-31 mai 2001).

Résolution 1315 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies, UN. Doc.

S/RES/1315 (2000), 14 août 2000.

Statut de la Cour Pénale Internationale, UN Doc. A/CONF.183/9, 17 juillet 1998 (ci-après «Statut de la CPI»).

Statut du Tribunal international militaire annexé à l'Accord de Londres, 8 août 1945 (Accord concernant la poursuite et le châtement des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe), 58 Stat. 1544, E.A.S No 472, 82 U.N.T.S.280.

10. Documents gouvernementaux

Commission du droit du Canada, *De la justice réparatrice à la justice transformatrice : document de discussion*, 1999.

-----, *La transformation des rapports humains par la justice participative*, Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre des travaux publics et des services gouvernementaux, 2003.

Ministère de la justice italienne, *Médiation et justice réparatrice dans le système pénal italien*, dixième congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Vienne, 10-17 avril 2000, en ligne : Giustizia.it <http://www.giustizia.it/minori/area_penale/med_pen_fr.htm>.

Service correctionnel du Canada. *Semaine de la justice réparatrice du 16 au 25 novembre 2003 : nouvelles internationales*, en ligne : CSC <[http://www.csc-scc.org.ca/text/forum/restore 2003/basic/14_f.shtml](http://www.csc-scc.org.ca/text/forum/restore%202003/basic/14_f.shtml)>.

11- Documents des Organisations internationales et régionales

Basic Principles, *Projet révisé d'éléments de Déclaration sur les Principes fondamentaux concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale*, en ligne : Restorative justice <[http://www.restorativejustice.ca/National Consultation/PrinciplesBody_french.htm](http://www.restorativejustice.ca/National%20Consultation/PrinciplesBody_french.htm)>.

Comité des droits de l'enfant des Nations-Unies, *Rapports initiaux des Etats parties devant être présentés en 1992: Sierra Leone*. 03/06/96, CRC/C/3/Add.43. (State Party Report).

-----, *Convention relative aux droits de l'enfant, Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention, observations finales du Comité des droits de l'enfant : Sierra Leone*, vingt-troisième session, CRC/C/15/Add.116, 24 février 2000.

Comité des Ministres de l'Union Européenne, *La médiation en matière pénale*, Recommandation no R (99) 19, 679^e réunion, 15 septembre 1999, en ligne : justice réparatrice <<http://www.justiceréparatrice.org/intergov/mediation>>.

Conseil économique et social des Nations Unies, *Commission pour la prévention du crime et la justice pénale : La justice réparatrice*, Rapport du Secrétaire général, E/CN.15/2002/5, Onzième session, Vienne, 16-25 avril 2002.

-----, *Commission des droits de l'homme: Droits de l'enfant*, cinquante-huitième session, point 13 de l'ordre du jour provisoire, E/CN.4/2002/85, 7 février 2002.

-----, *Commission des droits de l'homme, Services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme : Situation des droits de l'homme en Sierra Léone*, Rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, soixantième session, point 19 de l'ordre du jour, E/CN.4/2004/106, 19 février 2004.

-----, *Commission des droits de l'homme : Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, Situation des droits de l'homme en Sierra Léone*, Rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, présenté en application de la résolution 2001/20 de la Commission des droits de l'homme, cinquante-huitième session, point 9 de l'ordre du jour provisoire, E/CN.4/2002/37.

Conseil de l'Europe, *Les aspects sociaux de la justice, la mission sociale du système de justice pénale*, 26^e Conférence des Ministres européens de la justice, Helsinki, 7-8 avril 2005.

-----, *Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants*, série des traités européens- no 160, Strasbourg, 25-I-1996.

-----, *Médiation pénale*, Recommandation no R (99) 19 adoptée par le Conseil des Ministres, le 15 septembre 1999.

-----, Recommandation Rec (2003) 20 du Comité des Ministres des États membres concernant les modes de traitement de la délinquance juvénile et le rôle de la justice des mineurs, adoptée par le 24 septembre 2003, lors de la 853^e réunion des Délégués des Ministres.

Décision-Cadre du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales (2001)/220/JAI, Journal officiel des communautés européennes.

La Cour pénale internationale (CPI), «Souveraineté des États, justice et réconciliation

nationale», en ligne : Sénat <<http://www.senat.fr/rap/r98-313/r98-3138.html>>.

NgoCHR, *Justice transitionnelle et lutte contre les lois injustes : tâche de grande ampleur pour les défenseurs des droits de l'homme*, 57th Subcommission, sixty-first session 14 march-22 april 2005, Rapport du 29 juillet 2005, en ligne : ngoCHR <http://www.ngochr.org/view/index.php?basic_entity=DOCUMENT&list_ids=644>.

ONU, Conseil économique et social, 58^{ème} session de la Commission des droits de l'homme : *Droits civils et politiques et, notamment, indépendance du pouvoir judiciaire, administration de la justice, impunité (droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier des enfants et des jeunes en détention)*, E/CN.4/2002/63, 11 février 2002.

Rapport explicatif à la «Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants», Pub. Du Conseil de l'Europe, 1997.

Recommandation no R (99) 19 sur la médiation en matière pénale, Comité des Ministres de l'Union Européenne, 679^e réunion, 15 septembre 1999, en ligne : justice réparatrice <<http://www.justiceréparatrice.org/intergov/mediation>>.

Service International pour les Droits de l'Homme. Commission, 57eme session-Droits de l'enfant, Rapport du Représentant spécial M. Olara Otunnu (E/CN.4/2001/76) : *Impacts des conflits armés sur les enfants*.

12- Documents judiciaires et extrajudiciaires de la Sierra Léone

Commission Vérité et Réconciliation, «Objections of the TRC to the revised practice direction», 8 octobre 2003.

Special Court For Sierra Leone (SCSL), *Second Annual Report of the President of the Special Court for Sierra Leone*, 1 january 2004-17 january 2005.

Tribunal spécial pour la Sierra Léone, «Remarques du Procureur David Crane à l'occasion de la journée internationale pour les droits humains», Communiqué de presse, 10 décembre 2002, en ligne : <<http://www.sc-sl.org/Press/pressrelease-121002.html>>.

-----, «The Special Court responds to TRC statement», Communiqué de presse, 3 décembre 2003.

-----, Décisions de la Chambre de 1^{ère} instance :

-«Taylor-Acte d'accusation», SCSL-03-01-I-001, 7 mars 2003;

-«Taylor-signature et mise sous le sceau du secret de l'acte d'accusation», SCSL-03-

01-I-003, 7 mars 2003.

-----, Chambre d'appel, «Taylor-Rendering of decision on motion made under protest and without waiving immunity accorded to a head of state requesting the Trial Chamber to quash the indictment and declare null and void the warrant of arrest and order for transfer detention», SCSL-03-01-I-059, 23 juillet 2003 (Immunity motion)-31 mai 2004.

War Crimes Studies Center (WCSC), *Interim Report on the Special Court for Sierra Leone*, sous la direction de David Cohen, University of California, Bekerley, April 2005.

-----, «Special Court denies Hinga Norman's right (and that of the other detainees) to appear publicly before the TRC», Communiqué de presse, Freetown, SL, 01 décembre 2003.

-----, *Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission final Report*, Vol.2, octobre 2004, www.ictj.org.

13- Documents intergouvernementaux

Les Principes de Paris : Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, Février 2007, en ligne : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/droits-homme_1048/droits-enfant_4669/conference-libérons-les-enfants-guerre_15651/principes-paris_45686.html.

14- Jurisprudence

Paquet c. La Reine, 5 juin 1985, C.A. Québec, citée dans l'étude de Shereen H. BENZVY-MILLER, *loc. cit.*, note 137, 14.

R. c. Wells, (1972) 7 C.C.C. (2d) 480 (Ont. Prov. Ct); R. c. Demeter and Whitmore, (1977) 32 C.C.C. (2d) 379, (3d) S-55 (Ont. C.A.); R. c. Tanguay, 6 mars 1983 C.A. Québec, cité dans Shereen H. BENZVY-MILLIER, *loc. cit.*, note 137, 43.

R. c. Nutter, Collishaw and Dulong, (1972) 7 C.C.C. (2d) 224, [1972] 2W.W.R. 606 (B.C.C.A.).

R. c. Gonidis, Mc Cullough and Severson, (1980) 57 C.C.C. (2d) 90 (Ont. C.A.).

R. c. Lyons, [1987] 2 R.C.S. 309.

Prosecutor vs. Charles Ghankay TAYLOR (2003), Taylor case no SCSL-2003-01-I (Special Court for Sierra Leone), en ligne : SCSL < <http://www.sc-sl.org/>>

Prosecutor vs. BRIMA, KAMARA and KANU (2004), The AFRC case n° SCSM-2004-16-PT (Special Court for Sierra Leone), en ligne: SCSL <<http://www.sc-sl.org/>>.

Prosecutor vs. NORMAN, FOFANA and KONDEWA (2003), The CDF case AF n° SCSL-03-14-I (Special Court for Sierra Leone), en ligne: <<http://www.sc-sl.org/>>.

The Prosecutor Vs Foday Saybana SANKOH (8 décembre 2003), Withdrawal of Indictment case N° SCSL-2003-02-PT (Special Court for Sierra Leone), en ligne: SCSL <<http://www.sc-sl.org/>>.

The Prosecutor Vs Sam BOCKARIE (8 décembre 2003), Withdrawal of Indictment case N° SCSL-2003-04-PT (Special Court for Sierra Leone), en ligne <<http://www.sc-sl.org/>>.

Prosecutor vs. SESSAY, KALLON and GBAO (2004), The RUF case, AF n° SCSL-2004-15 PT (Special Court for Sierra Leone), en ligne: <<http://www.sc-sl.org/>>.

15- Législations

Code criminel, L.R, C., 2005-2006, c. C- partie XXIII, art. 718.

Code pénal, 102^e édition, Paris, Dalloz, 2005.

16- Notes

De Lestaing, note sous Cass. Crim., 16 décembre 1948, Bull. Crim. No 291, JCP 1948, Cassation criminelle du 28 février 1956, JCP 1956, II, 9304.